

DOSSIER COMPLET

CONSEIL MUNICIPAL

Du 19 juin 2025 à 18h30

Commune de Saint-Nabord



Sommaire

Délégations.....	3
00 - Approbation du projet de Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 avril 2025.....	5
01 - Subvention exceptionnelle au profit de Noa DUSSAUSOIS pour sa participation aux championnats d'Europe et du Monde de twirling	65
02 - Subvention exceptionnelle au profit de l'association MC Connexion dans le cadre de l'organisation du 2ème « Ranc'Art sous le Pont »	66
03 - Subvention exceptionnelle au profit de 1 BOCK D'ESPOIR dans le cadre de l'organisation d'un raid caritatif	67
04 - Subvention exceptionnelle au profit de l'association Liouba Lorr'Ukraine dans le cadre de l'organisation d'un concert à but humanitaire	68
05 - Convention d'occupation précaire et révocable de locaux communaux (au CSC) au profit du Comité Départemental de la Ligue contre le Cancer	69
06 - Convention d'entretien du Chemin de Grande Randonnée GR7 avec le Club Vosgien et la Fédération Française de Randonnée	73
07 - Acquisition sur Madame PAVY de 11.41 m² pris sur la parcelle cadastrée B885p sise au Pré Béna afin de faciliter la desserte du quartier	79
08 - Cession définitive du logement communal des Breuchottes sis 36 Rue du Rond Pré.....	80
09 - Conventions de participation relatives à la PSC des agents communaux – Risques Santé et Prévoyance - Opportunité de se joindre aux procédures initiées par le CDG88	81
10 - Transformation de postes suite à avancement de grade et recrutement.....	82
11 - Accueil « Ados – ACM » pour les vacances scolaires d'été 2025 (ouverture, règlement, tarifs)	84
12 - Ouverture d'une Unité d'Enseignement en Élémentaire pour enfants Autistes (UEEA) au sein du groupe Scolaire des Breuchottes – Approbation et demandes de subventions	87
13 - Décisions modificatives de crédits sur le budget communal.....	89
14 - Société SPL-XDEMAT - Réunion de l'Assemblée générale sur la répartition du capital social 2025	91
15 - Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de la Porte des Vosges Méridionales dans le cadre d'un accord local	93
16 - Motion ADEMAT relative au maintien d'un service public hospitalier complet à REMIREMONT	96
17 - Adhésions au Syndicat Mixte pour l'Informatisation Communale (SMIC) dans le département des Vosges.....	98
18 - Procès-verbal de mise à disposition et de transfert dans le cadre du transfert des compétences eau et assainissement	99
19 - Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement 2024	100
20 - Indemnité représentative de logement des instituteurs – Fixation du taux pour l'exercice 2024	121

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

Délégations (hors DIA) :

Article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) rendu applicable par la délibération n°429/02/01 du 10 juillet 2020 - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du seuil des marchés à procédure adaptée en raison de leur montant applicable aux marchés de fournitures et services (pour mémoire, au 01/01/2025 : seuil à 221 000.00 € HT) :

- Abonnement à la Revue de presse électronique :
L'EST REPUBLICAIN pour un montant de 1 148.62 € TTC ;
- Dénéigement commune :
Stéphane RICHARD pour un montant de 2 021.25 € TTC ;
- Acquisition meubles salle Vosges :
DIFFERENCE CUISINES pour un montant de 4 888.00 € TTC
- Travaux école des Herbures - peintures et sol couloir :
SARL MPR MALECKI PASCAL pour un montant de 8 627.81 € TTC ;
- Travaux école des Breuchottes - peintures et plinthes et barre de seuil :
SARL MPR MALECKI PASCAL pour un montant de 5 864.25 € TTC ;
- Acquisition tapis école des Breuchottes :
CASAL SPORT SOCIETE pour un montant de 1 206.00 € TTC
- Matériel pour classe extérieure Breuchottes :
ARNOULD BOIS ET SCIE pour un montant de 4 485.60 € TTC ;
- Espace Numérique de Travail (abonnement) - ENT école Herbures :
EDIFICE pour un montant de 1 152.00 € TTC ;
- Réhabilitation d'un mur du cimetière communal :
Fourniture : BIGMAT pour un montant de 16 144.33 € TTC ;
Mise en œuvre : PEUTOT pour un montant de 40 860.00 € TTC ;
- Jeux stade des Perreys :
HUSSON pour un montant de 16 348.56 € TTC ;
- Fournitures stade des Perreys :
THIEBAUT GODARD pour un montant de 5 772.00 € TTC ;
- Fleurissement de la place de la gare :
THIEBAUT GODARD pour un montant de 1 171.99 € TTC ;
- Branchement rue des Fougères :
STPI pour un montant de 4 200.00 € TTC ;
- Bornage en régularisation Sainte Anne / Boutons d'or :
CABINET JACQUEL ET ASSOCIES pour un montant de 1 656.00 € TTC ;
- Béton parc Presbytère et stade des Perreys :
HERRONIERE pour un montant de 2 063.71 € TTC ;
- Acquisition de matériel services techniques débroussailleuse, sécateur, scie :
BOLMONT VERTS LOISIRS pour un montant de 1 807.81 € TTC ;
- Acquisition servante multi-tiroirs atelier mécanique :
LA CAISSE A OUTILS pour un montant de 1 426.80 € TTC ;
- Acquisition barrières BAAVA :
BAAVA FRANCE pour un montant de 6 607.20 € TTC ;
- Réparation MERLO :
GEORGES EQUIPEMENT pour un montant de 1 925.39 € TTC ;
- Installation d'une nouvelle rampe véhicule de police :
RENAULT REMIREMONT pour un montant de 4 425.83 € TTC ;
- Nuitée centre de loisirs ados été 2025 :
ODCVL pour un montant de 2 768.32 € TTC ;
- Sortie parc d'attraction centre de loisirs été 2025 :

- AEROPRINCE pour un montant de 2 183.00 € TTC ;
- Sortie parc d'attraction centre de loisirs été 2025 :
FRAISPERTUIS CITY pour un montant de 4 805.50 € TTC ;
- Sortie parc d'attraction centre de loisirs été 2025 :
WALIGATOR PARC pour un montant de 3 372.50 € TTC ;
- Sortie parc d'attraction centre de loisirs été 2025 :
DINO ZOO pour un montant de 1 040.00 € TTC ;
- Structure gonflable centre de loisirs été 2025 :
LUDIK AIR PARK pour un montant de 2 630.00 € TTC ;
- Sortie sportive centre de loisirs ados été 2025 :
LORRAINE LOISIRS AVENTURES pour un montant de 1 160.00 € TTC ;
- Sortie sportive centre de loisirs été 2025 :
GRIMPE AU GRAND AIR pour un montant de 1 135.00 € TTC ;
- Sortie parc animalier centre de loisirs été 2025 :
PARC ANIMALIER SAINTE-CROIX pour un montant de 2 014.20 € TTC ;
- Transport centre de loisirs été 2025 :
VANCON pour un montant de 10 880.00 € TTC ;
- Casquettes identifiées SAINT-NABORD centre de loisirs été 2025 :
DECATHLON PRO pour un montant de 1 093.60 € TTC.

Article L.2122-22-16° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) rendu applicable par la délibération n°429/41/16 du 20 mars 2025 - D'intenter au nom de la commune, par voie d'action ou d'intervention, toute action en justice quelle que soit sa nature ou à défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, ceci devant l'ensemble des juridictions administratives, civiles et pénales, ainsi que devant toutes les juridictions sans exception, en charge de contentieux spécialisés, aussi bien en première instance qu'en appel ou en cassation :

Référence	Acte(s) attaqué(s)	Partie(s) adverse(s)	État d'avancement		
			Juridiction	Verdict actuel	Prévision
OF20220819-14 22/283/147	Supposée destruction illicite d'une frayère ou de zone de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole	OFB Procureur de la République	TJ d'EPINAL	Seconde audience le 21/05/2025 : La Commune est relaxée. Au fond, aucune infraction constituée. Sur la forme, incompétence du représentant de l'association plaignante.	Attente d'un éventuel appel

Article L.2122-22-20° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) rendu applicable par la délibération n°429/02/01 du 10 juillet 2020 - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal, à savoir : dans la limite de 300 000.00 € TTC pour une durée maximale d'un an :

- Placement de trésorerie issue de l'emprunt relatif à la MSP d'un montant de 564 000 € pour 12 mois à un taux d'intérêt de 1.86%.

PROCÈS VERBAL

SÉANCE N° 42 du CONSEIL MUNICIPAL du 14 avril 2025 à 18 h 30

Le Conseil Municipal, réuni en session ordinaire le 24 avril 2025 sous la Présidence de Monsieur Jean-Pierre CALMELS, Maire de la Commune, a pris les décisions suivantes :

Secrétaire de séance : Madame Hélène MAISON.

Les membres du Conseil Municipal ont été convoqués le 11 avril 2025.

Appel des membres du Conseil Municipal :

Le secrétaire de séance procède à l'appel nominatif des membres du Conseil Municipal :

Membres en exercice : 27 ;

Membres présents : 20 ;

Votants : 25.

Absent(s) excusé(es) avec pouvoir de vote :

- Madame DIRAND qui donne pouvoir à Madame MAISON ;
- Monsieur POIREL qui donne pouvoir à Monsieur BALLAND ;
- Madame PARMENTIER qui donne pouvoir à Madame NAULIN ;
- Madame THIRIAT qui donne pouvoir à Monsieur SEIDENGLANZ ;
- Monsieur NOURDIN qui donne pouvoir à Madame DOUCHE.

Absent(s) excusé(es) sans pouvoir de vote :

- Madame THIEBAUT ;
- Monsieur SEILLER.

Modalités de vote :

En application de l'article L.2121-21 du Code de Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide que, sauf décision contraire à intervenir au cours d'un vote spécifique ou législative ou réglementaire contraire, le vote des points inscrits à l'ordre du jour de la présente séance aura lieu au scrutin public. Le registre des délibérations comportera le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Même lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret auxdites nominations ou présentations.

Il est en outre rappelé que si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire. Dans les cas de l'élection du Maire ou d'adjoint(s), un vote au scrutin secret reste obligatoire en toute circonstance en application des articles L.2122-7 et L.2122-7-2 du CGCT.

00 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 mars 2025 :

Monsieur le Maire rappelle le contenu du procès-verbal de la dernière réunion du Conseil Municipal du 20 mars 2025 et demande s'il y a des observations à son sujet.

Sur proposition du Secrétaire de séance et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le procès-verbal du Conseil Municipal du 20 mars 2025 ;
- **DONNE pouvoir** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a été informé dans la convocation à la présente séance des délégations auxquelles il a eu recours et qui sont rapportées ci-dessous (sans lecture en séance) :

Article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) rendu applicable par la délibération n°429/02/01 du 10 juillet 2020 - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du seuil des marchés à procédure adaptée en raison de leur montant applicable aux marchés de fournitures et services (pour mémoire, au 01/01/2025 : seuil à 221 000.00 € HT) :

- Fête de la musique :
SERGE BRAIDOTTI pour un montant de 1 000.00 € TTC ;
- Nuitées pour centre de loisirs ados été 2025
ODCVL pour un montant de 2 768.32 € TTC
- Combustibles :
CCD ENERGIES pour un montant de 1 966.86 € TTC ;
- Végétalisation cimetière :
VIRIDIS pour un montant de 2 441.67 € TTC ;
- Branchement rue des fougères :
STPI pour un montant de 4 200.00 € TTC ;
- Jeux stade des PERREYS 2025 :
HUSSON pour un montant de 16 348.56 € TTC.
- Dénéigement 2025 :
GAEC DE LA COMBEAUTE pour un montant de 2187.27 € TTC.

Discussions :

Madame CLAUDEL WAGNER sollicite des détails concernant la commande adressée à l'ODCVL.

Madame MAISON : En général, c'est 1 nuitée par semaine pour un maximum de 30 ados.

Monsieur le Maire confirme : 32 enfants pour une nuit + les animateurs.

Article L.2122-22-16° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) rendu applicable par la délibération n° 429/41/16 du 20 mars 2025 - D'intenter au nom de la commune, par voie d'action ou d'intervention, toute action en justice quelle que soit sa nature ou à défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, ceci devant l'ensemble des juridictions administratives, civiles et pénales, ainsi que devant toutes les juridictions sans exception, en charge de contentieux spécialisés, aussi bien en première instance qu'en appel ou en cassation :

Référence	Acte(s) attaqué(s)	Partie(s) adverse(s)	État d'avancement		
			Juridiction	Verdict actuel	Actions réalisées
@2200430	PC / arrêté du 17/10/2021	Mme MASSON / Mr CHARTON Mr HAIRAYE	TA NANCY	Jugement du 30/12/2024 : annulation	Appel incident à celui de Mr HAIRAYE devant CAA NANCY
@2200431	DP / arrêté du 29/03/2021	Mme MASSON / Mr CHARTON Mr HAIRAYE	TA NANCY	Jugement du 30/12/2024 : confirmation	Appel incident à celui de Mme MASSON / Mr CHARTON devant CAA NANCY
@2200433	Refus de dresser PV d'infraction	Mme MASSON / Mr CHARTON Mr HAIRAYE	TA NANCY	Jugement du 04/03/2025 : annulation + mise en demeure	Appel devant CAA NANCY Constat réalisé le 04 avril 2025

Monsieur le Maire rappelle ensuite l'ordre du jour :

1. Travaux de création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle et d'aménagement de ses abords - Autorisation à donner au Maire de lancer et conclure le marché - Modification - et de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la CCPVM ;
2. Acquisition des parcelles cadastrées B317, A448, 452, 776 et 1164 majoritairement sises au lieudit « Au-dessus de Noirgueux » sur l'indivision ETIENNE et soumission partielle au régime forestier ;
3. Acquisition de la parcelle cadastrée B753 sise au lieudit « Les Arpents » sur l'indivision DUCHENE et soumission au régime forestier ;
4. Autorisation à donner au Maire pour la signature de conventions de servitude relatives à des voiries de lotissement au profit de LOSANGE ;
5. Autorisation à donner au Maire pour la signature d'une convention de mise à disposition de personnel technique avec l'ARES ;

Budget général :

6. Compte Financier Unique 2024 - Budget général ;
7. Bilan de la politique foncière de la commune pour l'année 2024 ;
8. Affectation du résultat 2024 - Budget général ;
9. Subventions aux associations et organismes divers pour 2025 ;
10. Participation au budget du Centre Communal d'Action Sociale pour 2025 ;
11. Fiscalisation ou maintien d'une participation budgétaire de la participation au SIVUIS pour 2025 ;
12. Contributions syndicales année 2025 ;
13. Contributions directes locales - Fixation des taux pour 2025 ;
14. Budget Général - Approbation du Budget Primitif 2025 ;

Budget annexe service de l'Assainissement :

15. Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe de l'assainissement ;
16. Affectation du résultat 2024 et clôture définitive - Budget annexe de l'assainissement ;
17. Service intercommunal de l'assainissement - Contribution de la commune à l'évacuation des eaux pluviales - Exercice 2025 ;

Budget annexe service de l'Eau Potable :

18. Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe service de l'eau potable ;
19. Affectation du résultat 2024 et clôture définitive - Budget annexe service de l'eau potable ;

Budget annexe service de la Forêt :

20. Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe service de la forêt ;
21. Affectation du résultat 2024 - Budget annexe service de la forêt ;
22. Budget annexe service de la Forêt - Approbation du Budget Primitif 2025 ;

Budget annexe service de la Chaufferie bois :

23. Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe service de la chaufferie bois ;
24. Affectation du résultat 2024 - Budget annexe service de la chaufferie bois ;
25. Budget annexe service de la Chaufferie bois - Approbation du Budget Primitif 2025 ;

Budget annexe « Lotissement de Rouveroye » :

26. Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe du Lotissement « Lotissement de Rouveroye » ;
27. Budget annexe du « Lotissement de Rouveroye » - Approbation du Budget Primitif 2025 ;

Divers budgets :

28. Transfert des excédents des budgets annexes « Assainissement » et « Eau potable » ;
29. Autorisations d'engagement en fonctionnement - État des lieux et renouvellements ;
30. Budgets primitifs 2025 - Constat de transferts de budgets à budgets ;
31. Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Modification ;

Questions diverses.

01 - Travaux de création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle et d'aménagement de ses abords - Autorisation à donner au Maire de lancer et conclure le marché - Modification - et de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la CCPVM :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n°429/40/12 du 06 février 2025 par laquelle il l'autorisait à lancer et conclure les marchés des travaux de création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle et d'aménagement de ses abords. 11 lots étaient prévus.

Il poursuit en l'informant du désistement des médecins associés au projet depuis plus de 18 mois. Dans l'attente de trouver d'autres médecins, il est proposé de mettre en pause le volet « bâtiment » du projet et de lancer uniquement les lots relatifs au volet « voirie », à savoir la requalification de la rue du Général De Gaulle sur son tronçon allant de la rue des Primevères à la rue du Pré Lagrange :

Principales caractéristiques :

- Lot n°1 : VRD - Réseaux et structure sous la Rue du Général de Gaulle ;
- Lot n°2 : Paysage : aménagement de la rue du Gal de Gaulle et plantations.

Montant estimatif des travaux : 989 252.25 € HT (comprenant les PSE 1 et 2 relatives à la révision voire la reprise du muret de l'Ecole des Herbures).

Durée / délai prévisionnel d'exécution : 26 semaines, période de préparation comprise.

Date prévisionnelle de démarrage : juillet 2025

Procédure : Adaptée de type ouvert avec possibilité de négociation en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Conditions de participation et d'attribution : Se reporter au règlement de consultation.

Date limite de réception des plis : À définir.

Personne à contacter pour obtenir le dossier de consultation des entreprises (DCE) et les renseignements : Contacter Messieurs CURIEN et JEANDEL à l'adresse citée au 1-.
DCE disponible sur le profil acheteur de la Commune au <http://www.e-marchespublics.com>.

Date d'envoi de l'avis à la publication : à définir

Monsieur le Maire informe également le Conseil Municipal que ces lots comprennent des travaux sur les réseaux d'assainissement qui sont désormais de la compétence de la CCPVM.
Afin de simplifier la gestion du chantier, il est proposé de recourir à une délégation de maîtrise d'ouvrage de la CCPVM à la Commune qui réalisera ces travaux et les refacturera à la CCPVM.

Dans cette optique, il lui demande de l'autoriser à signer une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée dont le texte est annexé.

Discussions :

A la question de Madame DOUCHE, il est répondu que les parts respectives des 2 lots représentent environ 50% du prix annoncé.

Les subventions demandées le sont globalement, pour les deux lots. La séparation en deux lots est liée à l'ampleur et la spécificité du programme d'espaces verts qui nécessitent une entreprise spécialisée.

A l'heure actuelle, les subventions obtenues sont 220 k€ de la Région (aménagement paysager qualitatif) et environ 104 k€ de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (désimperméabilisation).

D'autres aides sont attendues de l'État (DETR) et du département.

Potentiellement plus de 50% de subventions sont attendus.

A la question de Monsieur SEIDENGLANZ, il est répondu qu'aucune subvention n'est jamais acquise tant que l'arrêté n'est pas notifié.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le Dossier de Consultation des Entreprises modifié relatif au marché de travaux de requalification de la rue du Général De Gaulle sur son tronçon allant de la rue des Primevères à la rue du Pré Lagrange - tel que présenté ainsi que les conditions d'organisation de la mise en concurrence à intervenir ;
- **DIT** que les crédits afférents ont été votés aux budgets primitifs pour 2024 et seront complétés en 2025 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager la procédure de passation dudit marché qui sera passé selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique et dont les caractéristiques essentielles sont énoncées ci-dessus ;
- **AUTORISE** par avance Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement à son représentant dans l'ordre du tableau, à signer le marché à intervenir dans la limite de l'enveloppe globale précitée et lui **DONNE pouvoir** pour veiller à leur bonne réalisation.
- **APPROUVE** le principe du transfert de la maîtrise d'ouvrage de la part « assainissement » de ces travaux de la part la Communauté de Communes de la Porte des Vosges Méridionales (CCPVM) selon les termes de la convention annexée ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou en son absence un de ses adjoints pris dans l'ordre du tableau, à signer ladite convention ;
- **DONNE pouvoir** à Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement à son représentant dans l'ordre du tableau, pour faire la pleine application de la présente délibération et l'**AUTORISE** à signer toutes pièces y relatives.

**Convention de Maitrise d'ouvrage déléguée
entre la Communauté de Communes de la Porte des Vosges Méridionales
et la Commune de SAINT-NABORD
relative à la réalisation du volet « assainissement » des travaux de requalification de la rue
du Général De Gaulle**

La Communauté de Communes de la Porte des Vosges Méridionales

Dont le siège est sis : 4 rue des Grands Moulins 88 200 SAINT-ÉTIENNE-LÈS-REMIREMONT

Représentée par sa Présidente, ou son représentant, en exercice dument habilitée pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliés audit siège

Désignée ci-après « La CCPVM »

D'une part,

La Commune de SAINT-NABORD

Dont le siège est sis : Hôtel de Ville, 1 rue de l'église 88 200 SAINT-NABORD,

Représentée par son Maire en exercice, dument habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domicilié audit siège

Désignée ci-après « la Commune »

D'autre part

Ensemble dénommées « Les Parties »

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), la CCPVM est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement depuis le 1^{er} janvier 2025.

La CCPVM est donc, depuis cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable, d'assainissement des eaux usées, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale de certaines de ces opérations que la proximité des services techniques municipaux peut faciliter, il apparaît parfois souhaitable de confier aux communes le suivi technique, administratif et financier de certains travaux relevant désormais de la compétence de la CCPVM.

À cette fin, les articles L.2422-5 à L.2422-11 du code de la commande publique (ci-après CCP) permettent de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la CCPVM à une commune - membre.

CECI RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

Conformément aux articles L.2422-5 à L.2422-11 du code de la commande publique, la présente convention a pour objet de confier à la Commune la mission de réaliser, au nom et pour le compte de la CCPVM, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la CCPVM, les missions visées à l'article 3 en vue de la réalisation de l'opération ou des opérations de travaux visées à l'article 2 de la présente convention.

Article 2 : Opération concernée et enveloppe prévisionnelle autorisée

Cette opération consiste en un ensemble de travaux, précisément listés à l'annexe 1 à la présente convention, liés aux travaux de requalification de la rue du Général De Gaulle sur son tronçon allant de la rue des Primevères à la rue du Pré Lagrange ainsi que les prestations intellectuelles afférentes.

Article 3 : Contenu de la mission déléguée

Conformément aux articles L.2422-5 à L.2422-11 du livre IV du CCP relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée l'objet du présent contrat est de donner mandat à la Commune pour réaliser au nom et pour le compte de la CCPVM des missions administratives et techniques concourant à la réalisation de l'ensemble le volet « assainissement » des travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Ces missions portent sur tout ou partie des éléments suivants, en fonction de l'état d'avancement de l'opération :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;

- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la CCPVM dans la mise en œuvre des procédures de levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

La Commune n'est tenue envers la CCPVM que de la bonne exécution des attributions dont elle a personnellement été chargée par elle.

La Commune représente la CCPVM à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiées jusqu'à ce que la CCPVM ait constaté l'achèvement de sa mission dans les conditions définies à l'article 6 de la présente convention.

De manière générale, la Commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

Article 4 : Conditions d'exécution de la mission

Article 4.1 Responsabilités

La Commune est responsable de sa mission selon les principes dont s'inspirent les articles 1991 et suivants du code civil.

Sa responsabilité sera engagée dans la mesure où elle aura manqué aux obligations figurant dans la présente convention.

Dans les actes qu'elle devra réaliser pour la bonne fin de sa mission, la Commune devra avertir les intervenants qu'elle agit au nom et pour le compte de la CCPVM.

Elle prendra toutes les dispositions pour que la réalisation de l'opération de travaux intervienne dans le respect de l'enveloppe financière fixée par la CCPVM et figurant dans la présente convention.

La Commune a un devoir général d'information de la CCPVM, elle organisera pour ce faire des réunions mensuelles destinées à rendre compte de l'état d'avancement de l'opération.

La Commune doit avertir sans délai la CCPVM de toute modification susceptible d'entraîner une modification du programme, du délai de livraison ou de l'enveloppe financière : elle ne doit, en la matière, prendre aucune décision.

Article 4.2 Modalités administratives

La réglementation de la commande publique et notamment les dispositions du CCP applicables à la CCPVM sont applicables à la Commune pour ce qui concerne le choix des modes de dévolution des contrats à des tiers.

La Commune pourra en outre utiliser des contrats conclus par elle préalablement à la signature de la convention, qu'ils aient ou non été transférés à la CCPVM.

La Commune peut également procéder à la mise en œuvre des procédures préalables à l'attribution des contrats, à leur mise au point, à leur établissement et à leur signature.

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission, la Commune devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de mandataire de la CCPVM, et qu'à l'issue de la mission de mandat, cette dernière deviendra propriétaire de l'ensemble des études et ouvrages réalisés et bénéficiera de l'ensemble des garanties légales et contractuelles qui leur sont attachées.

La Commune transmettra, au nom et pour le compte de la CCPVM, les contrats, signés par elle, au représentant de l'État dans le Département dans lequel est située la CCPVM ou à son délégué dans l'arrondissement.

La Commune notifiera les contrats aux co-contractants concernés et en adressera copie à la CCPVM.

La Commune prendra toutes mesures pour que la coordination des intervenants aboutisse à la réalisation des travaux dans le respect des délais et de l'enveloppe financière arrêtée par la CCPVM. La Commune signalera à la CCPVM les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Elle représentera la CCPVM à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Article 4.3 Délais d'exécution

Un calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux devra être signé à l'issue de la période de préparation avec l'entreprise ou les entreprises en charge de la réalisation des travaux et transmis, sans délai, à la CCPVM en sa qualité de mandant pour information.

Article 4.4 Contrôle des opérations par la CCPVM

Pour permettre à la CCPVM d'effectuer un contrôle technique des missions confiées dans le cadre du présent mandat, la Commune s'engage à inviter la CCPVM aux comités techniques et comités de pilotage des missions confiées à des tiers.

En outre, le cas échéant, la Commune proposera à la CCPVM pour validation avant décision :

- Les cahiers de consultation des équipes chargées de la maîtrise d'œuvre,
- Les grandes étapes qui arrêtent les options importantes pour la réalisation du projet.

Les services de la CCPVM pourront suivre le chantier et y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Commune et non directement aux entrepreneurs.

La Commune organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les entreprises, le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier et le ou les représentants de la CCPVM dûment convoqués. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par les parties et qu'elles entendent voir réglées avant d'accepter la réception.

La Commune, mandataire, ne pourra notifier aux entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de la CCPVM, maître d'ouvrage. La CCPVM s'engage à répondre dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décision. À défaut de réponse et uniquement en cas de réception sans réserve, son accord sera considéré comme acquis.

Dans le cas où les représentants de la Commune relèveraient des défauts ou des vices apparents lors de la visite des lieux, l'accord préalable de la CCPVM pour prononcer la réception ne pourra être qu'exprès. Cet accord sera sollicité dans les 10 jours suivant cette visite.

Par ailleurs, si la réception intervient avec des réserves, la Commune invitera les représentants de la CCPVM aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

La CCPVM deviendra propriétaire des ouvrages à compter de la date de prise d'effet de la réception.

En cas de réserves, la prise de possession des ouvrages par la CCPVM sera différée à la date de constat de levée des réserves ; en cas de livraisons échelonnées prévues dans le cadre du marché correspondant, la prise de possession pourra intervenir à chaque livraison partielle. Dans tous les cas, cette prise de possession emporte transfert de la garde au profit de la CCPVM.

La CCPVM fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages réceptionnés et, le cas échéant, de la souscription des polices d'assurances multirisques.

Postérieurement à la réception, la Commune devra fournir à la CCPVM les éléments de récolement, faire la synthèse et établir le dossier complet des ouvrages exécutés (DOE), dont la remise devra s'effectuer dans un délai de quatre mois maximum après la réception des ouvrages. Le dossier comprendra notamment :

- le procès-verbal de réception des ouvrages et levée des réserves
- tous documents contractuels, techniques, administratifs relatifs aux ouvrages (plan de récolement, DUIO...).

En cas de litige au titre des garanties biennales ou décennales, toute action contentieuse reste de la seule compétence de la CCPVM.

LA CCPVM valide d'ores et déjà le Dossier de Consultation de Entreprises tel que transmis.

Article 5 : Modalités financières et paiement des dépenses nécessaires à l'exécution de la mission

Article 5.1 Rémunération

La réalisation par la Commune des missions et tâches objets de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Cependant, la prise en charge des dépenses exposées par la Commune pour l'exercice des missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention intervient selon les modalités exposées ci-dessous.

Article 5.2 Dépenses liées à la réalisation de l'opération

Les coûts de l'opération objet des présentes doivent être couverts conformément au plan de financement figurant en annexe 2.

La CCPVM perçoit directement les subventions éventuelles qui lui sont attribuées. Si la Commune perçoit des subventions dont une quote-part correspond aux travaux relevant de la compétence de la CCPVM, et dont elle confie par mandat la réalisation à la Commune en vertu de la présente convention, celles-ci font l'objet d'un reversement à la CCPVM.

Sauf modification résultant d'un accord ultérieur des parties, la Commune sera cependant remboursée, dans la limite du plan de financement, par la CCPVM à l'euro / l'euro, en ce inclus la TVA, des dépenses exposées pour la réalisation de l'opération.

La Commune procédera à des appels de fonds trimestriels en fonction des dépenses réalisées pour le trimestre précédent. Le cas échéant, l'échéancier des versements sera ajusté et présenté à la CCPVM.

La Commune pourra présenter des appels de fonds avant d'avoir dépensé la totalité des sommes déjà perçues, dès lors qu'elle peut justifier de besoins à venir pour le trimestre suivant d'un montant supérieur aux sommes disponibles.

Chaque appel de fonds devra être justifié et comprendre :

- 1 - un récapitulatif certifié par le Directeur du Service de gestion Comptable des dépenses réalisées sur les sommes précédemment perçues ainsi qu'une copie des factures acquittées ;
- 2 - un planning prévisionnel des travaux et dépenses à venir établi par le maître d'œuvre de l'opération et, le cas échéant, une copie des marchés de travaux ou du DCE en cours de consultation ;

et ce, dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

En cas de besoin de financement non prévu au trimestre précédent, la Commune pourra procéder à une demande complémentaire d'appel de fonds, dûment justifiée.

L'engagement financier de la Commune ouvre potentiellement droit pour la CCPVM à l'attribution du FCTVA ou un droit à déduction de la TVA =.

Aussi la CCPVM versera à la Commune la totalité des sommes dues en TTC et la CCPVM procédera au recouvrement du FCTVA ou à la déduction de la TVA.

Article 6 : Entrée en vigueur, durée et résiliation de la convention

Article 6.1 Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature par les parties, signature préalablement autorisée par délibérations, rendues exécutoires, de leurs assemblées délibérantes respectives.

Article 6.2 Durée

La présente convention prendra fin à l'expiration de la mission de la Commune telle que définie à l'article 3, à savoir à l'issue de l'année de parfait achèvement, ou par la résiliation.

La Commune sera tenue de remettre à la CCPVM, en fin de mission :

- L'ensemble des études et dossiers afférents à cette opération,
- Une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils auront été effectivement exécutés, dont une version numérique,
- Tous les documents, notices d'emploi ou d'entretien (etc.) nécessaires à l'entretien et à l'exploitation,
- Tous les dossiers de mise en œuvre des garanties.

Ces documents seront la propriété de la CCPVM qui pourra les utiliser sous réserve des droits des architectes et concepteurs relevant de leur propriété intellectuelle.

À l'achèvement de la mission de la Commune, la CCPVM prendra en charge directement la mise en jeu et la gestion de la garantie de parfait achèvement et de la police Dommage-Ouvrage.

Article 7 : Litiges

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de NANCY.

* * * * *

* * *

*

Fait le _____ à _____

En trois exemplaires originaux

Pour la Commune de

Pour la CCPVM

Le Maire

La Présidente

Jean-Pierre CALMELS

Catherine LOUIS

ANNEXE 1

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

ASSAINISSEMENT					
FOUILLES ET REMBLAIS POUR PASSAGE RESEAUX					
	Pour assainissement	m3	1 700,00	75,00	127 500,00
	Blindage de fouille	ml	300,00	100,00	30 000,00
CANALISATIONS ENTERRES					-
	diamètre 160 PVC (EU)	ml	35,00	35,00	1 225,00
	diamètre 200 PVC (EU)	ml	70,00	45,00	3 150,00
	diamètre 315 PVC (EU)	ml	245,00	65,00	15 925,00
REBOUCHAGE ANCIENNES PENETRATIONS RESEAU UNITAIRE EXISTANT		ens	1,00	15 000,00	15 000,00
OUVRAGES DE VISITE ET D'ENTRETIEN					-
	Regard 400/400 Tampon 250kn Fonte	u	3,00	450,00	1 350,00
	Regard 600/600 Tampon 250kn Fonte	u	8,00	650,00	5 200,00
	Regard diam 1000 Tampon 400kn Fonte	u	9,00	2 500,00	22 500,00
REMISE A NIVEAU REGARD		u	19,00	325,00	6 175,00
ESSAIS		ens	1,00	2 500,00	2 500,00
		SOUS TOTAL			230 525,00
EAU POTABLE					
REMISE A NIVEAU BOUCHE A CLE		u	13,00	100,00	1 300,00
		SOUS TOTAL			1 300,00

ANNEXE 2

PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION Compétence : assainissement et eau potable

Libellé de l'opération	Dépenses (€)
Nature des dépenses	TTC
Assainissement	276 630.00 €
Eau potable	1 560.00 €
Maitrise d'œuvre (10.5%)	29 209.95 €
Total dépenses	307 399.95 €

		Financements (€)
Financeurs	Dispositif	Recettes (€)
Total recettes		Néant

02 - Acquisition des parcelles cadastrées B317, A448, 452, 776 et 1164 majoritairement sises au lieudit « Au-dessus de Noiregoux » sur l'indivision ETIENNE et soumission partielle au régime forestier :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de l'accord trouvé avec Monsieur ETIENNE, représentant l'indivision ETIENNE, en vue de l'acquisition des parcelles cadastrées B317, A448, 452, 776 et 1164 majoritairement sises aux lieudits « Au-dessus de Noiregoux », « Haut de la Dare », « Aux Broches » et « A Senefosse » d'une surface totale de 11 830 m², selon les plans annexés.

Après négociation avec le propriétaire, un prix global de 7 678.67 € a été arrêté, les frais de notaire et, le cas échéant, de géomètre restant à la charge de la Commune.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal d'entériner cet accord et d'approuver le classement des parcelles B317, A448, 452 et 1164 au régime forestier (la parcelle A776 ne touchant de forêt déjà soumise).

Discussions :

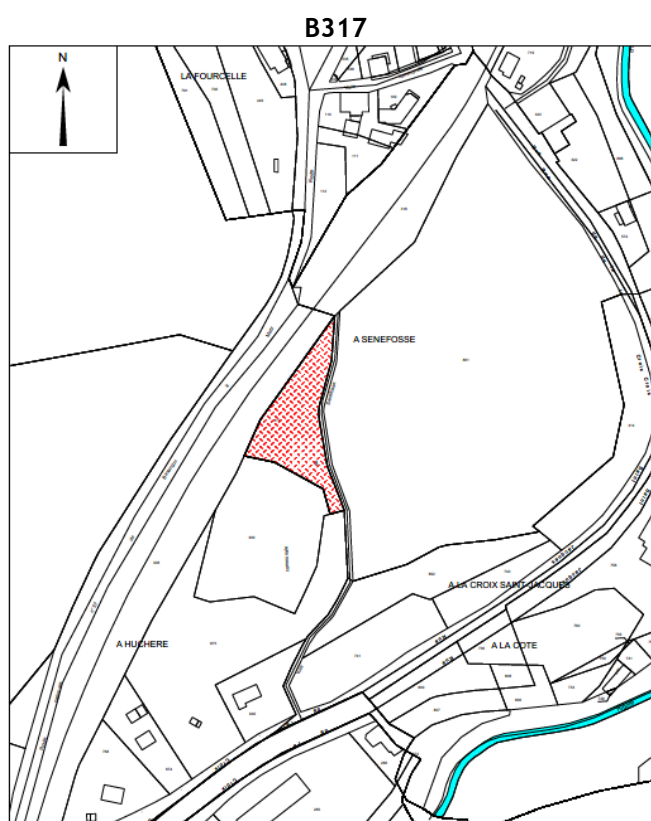
Madame DOUCHE s'interroge que la grande différence de prix entre ces terrains et ceux de la délibération n°3.

Monsieur BABEL : C'est la qualité des parcelles. Monsieur DUCHENE soigne très bien ses forêts.

Tout le contraire des parcelles ETIENNE dont personne ne s'est occupé depuis des décennies.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'acquisition sur l'indivision ETIENNE des parcelles cadastrées B317, A448, 452, 776 et 1164 majoritairement sises au lieudit « Au-dessus de Noiregoux » d'une surface totale de 11 830 m² (selon les plans annexés) pour un prix global de 7 678.67 € ;
- **PRECISE** que tous les frais inhérents à cette transaction seront et resteront à la charge de la Commune ;
- **CHARGE** le Notaire désigné par le vendeur d'établir l'acte authentique de transfert de propriété ;
- **SOLLICITE** pour cette transaction le bénéfice des dispositions de l'article 21 de la loi de finances n°82-1126 du 29 décembre 1962 relative à l'exonération des droits d'enregistrement ;
- et **AUTORISE** le Maire, ou en son absence un de ses adjoints pris dans l'ordre du tableau, à signer toutes pièces y relatives ;
- **SOLLICITE** la soumission au régime forestier des parcelles cadastrées B317, A448, 452 et 1164 précitées ;
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour faire application de la présente et notamment, le cas échéant, recourir aux services d'un géomètre pour borner les parcelles et signer le procès-verbal de reconnaissance contradictoire à intervenir.





03 - Acquisition de la parcelle cadastrée B753 sise au lieudit « Les Arpents » sur l'indivision DUCHENE et soumission au régime forestier :

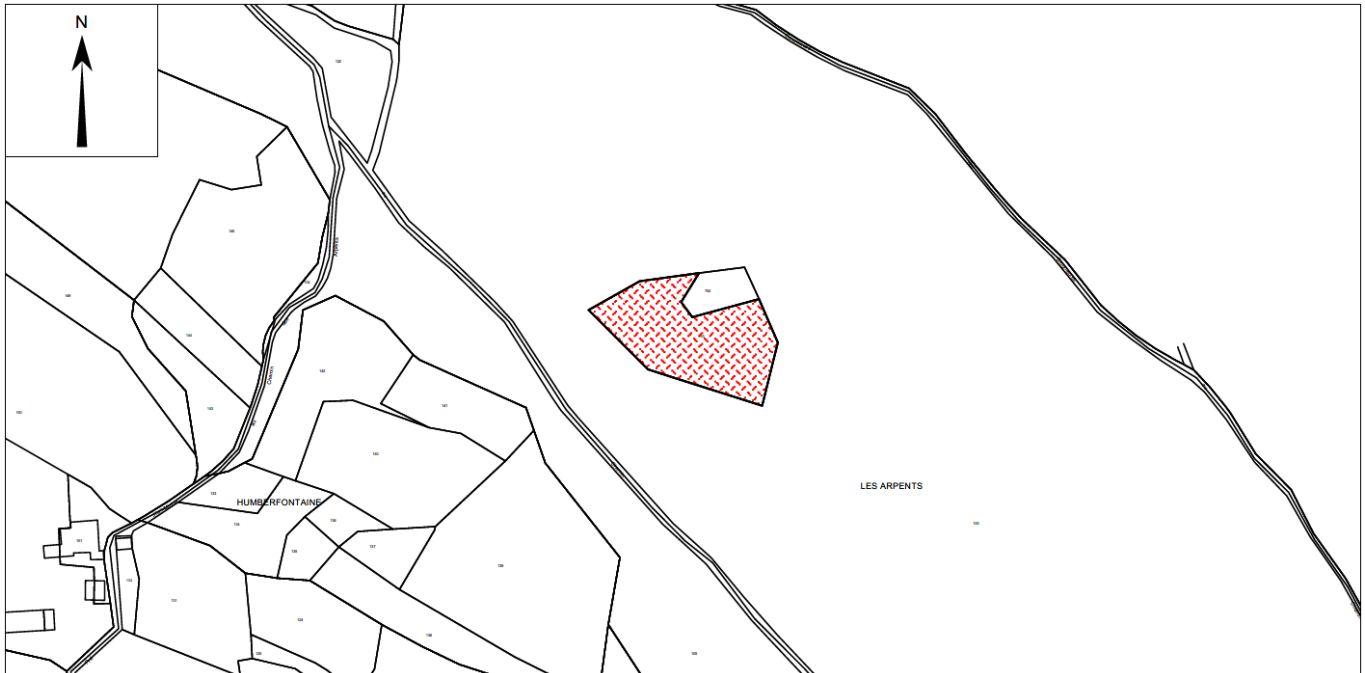
Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de l'accord trouvé avec Monsieur Pierre DUCHENE, représentant l'indivision DUCHENE, en vue de l'acquisition de la parcelle forestière cadastrée B753 sise au lieudit « Les Arpents » d'une surface de 3 410 m², selon le plan annexé.

Après négociation avec le propriétaire, un prix global de 8 427.93 € (dont 613.80 € de terrain) a été arrêté, les frais de notaire et, le cas échéant, de géomètre restant à la charge de la Commune.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal d'entériner cet accord et d'approuver le classement de cette parcelle au régime forestier.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'acquisition sur Monsieur Pierre DUCHENE de la parcelle cadastrée B753 sise au lieudit « Les Arpents » d'une surface de 3 410 m² (selon le plan annexé) pour un prix global de 8 427.93 € (dont 613.80 € de terrain) ;
- **PRECISE** que tous les frais inhérents à cette transaction seront et resteront à la charge de la Commune ;
- **CHARGE** le Notaire désigné par le vendeur d'établir l'acte authentique de transfert de propriété ;
- **SOLLICITE** pour cette transaction le bénéfice des dispositions de l'article 21 de la loi de finances n°82-1126 du 29 décembre 1962 relative à l'exonération des droits d'enregistrement ;
- et **AUTORISE** le Maire, ou en son absence un de ses adjoints pris dans l'ordre du tableau, à signer toutes pièces y relatives ;
- **SOLLICITE** la soumission au régime forestier de la parcelle ci-dessous désignée ;
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour faire application de la présente et notamment, le cas échéant, recourir aux services d'un géomètre pour borner les parcelles et signer le procès-verbal de reconnaissance contradictoire à intervenir.



04 - Autorisation à donner au Maire pour la signature de conventions de servitude relatives à des voiries de lotissement au profit de LOSANGE :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal ses délibérations :

- n°429/40/04 du 06 février 2025 et n°429/41/07 du 20 mars 2025 portant acquisition et intégration au domaine public des espaces publics du lotissement TOUTIMMO sis Impasse des Roses et modalités de financement de la desserte fibre ;
- n°429/22/12 du 15 septembre 2022 relative aux travaux de voirie de voirie et de réseaux divers pour le lotissement « Rouveroye » - Attribution du marché et fixation du prix de vente des parcelles.

Il poursuit en mentionnant que le fibrage des nouveaux lotissements est obligatoire depuis la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, étant rappelé que LOSANGE est le consortium délégataire de la Région Grand Est pour le déploiement de la fibre (FTTH) à tous les habitants des anciennes Régions Lorraine et Champagne-Ardenne en cofinancement avec les différents Conseils Départementaux concernés et localement avec la CCPVM.

Afin d'exploiter ses réseaux nouvellement créés, LOSANGE a besoin de disposer de servitudes octroyées par le propriétaire desdits réseaux via une « convention de droit d'usage d'une installation de génie civil ».

En l'espèce deux conventions sont proposées :

- Pour le Lotissement dit TOUTIMMO2 (impasse des Roses) ;
- Pour le lotissement communal de Rouveroye (Rue des Narcisses).

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal de l'autoriser à signer ces deux conventions dont le texte est annexé à la présente délibération.

Discussions :

Madame DOUCHE : Tout le monde est désormais desservi ?

Monsieur AUDINOT : A priori, tout est bouclé à cette heure. Les rares cas particuliers sont liés à des problèmes privés (comme aux Feignes Galand).

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le principe de la création de servitudes sous la forme de « conventions de droit d'usage d'une installation de génie civil » au profit de LOSANGE selon les termes des conventions annexées ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou en son absence un de ses adjoints pris dans l'ordre du tableau, à signer lesdites conventions ;
- **DONNE pouvoir** à Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement à son représentant dans l'ordre du tableau, pour faire la pleine application de la présente délibération et l'**AUTORISE** à signer toutes pièces y relatives.

CONVENTION DE DROIT D'USAGE D'UNE INSTALLATION DE GENIE CIVIL AU PROFIT DE LOSANGE

Entre les soussignés

LOSANGE, Société par Actions Simplifiée au capital de 45 659 000.00€, immatriculée au RCS de Reims sous le numéro 830 959 771, dont le siège social est domicilié 121 rue du Chêne Brûlé 54700 LESMENILS, et dont l'adresse postale est **LOSANGE, 19 rue Icare - 67960 ENTZHEIM**, Représentée par Monsieur Alain SOMMERLATT, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **LOSANGE** »

d'une part

Et

La commune de **SAINT NABORD**

Représentée par, Maire

Domiciliée :

Agissant aux présentes en vertu des droits qui lui sont conférés par sa fonction et/ou les délibérations de son Conseil Municipal,

Désignée ci-après sous la dénomination « **LA COMMUNE** »

d'autre part

L'une et l'autre étant conjointement désignées par « **LES PARTIES** » ;

PREAMBULE :

LA COMMUNE est propriétaire d'Installations de Génie Civil implantées sur le domaine communal et/ou privé.

LOSANGE assure, sur une durée de 35 ans, le déploiement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit en exécution de la convention de Délégation de Service Public conclue le 25 juillet 2017 avec la Région Grand Est.

LOSANGE, afin de répondre à ses obligations de service public, doit procéder à l'implantation d'infrastructures composant le réseau de communications électroniques.

En application de l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, **LES PARTIES** se sont rapprochées pour définir par voie conventionnelle les modalités de mise à disposition des **Installations de Génie Civil**, propriétés de **LA COMMUNE** qui n'ont pas vocation à être utilisés dans l'intérêt du domaine public routier.

En conséquence, **LES PARTIES** sont convenues de ce qui suit :

Article 1 – DEFINITIONS

Lorsqu'ils sont utilisés dans la présente convention, au singulier ou au pluriel, les expressions et termes qui suivent ont les significations suivantes :

« **Installation de Génie Civil** » désigne les fourreaux et chambres de tirage appartenant à **LA COMMUNE** dont l'affectation normale est d'accueillir des câbles de réseaux de télécommunications ou de réseaux électriques (réseau sec) ;

« **Câble** » désigne le câble, quelle que soit sa nature, optique, coaxial ou cuivre ;

« **Fibre Optique** » désigne le/les câbles de Fibres Optiques utilisés par **LOSANGE**

« **Droit d'Usage à long Terme** » désigne le Droit d'Usage à long Terme consenti par **LA COMMUNE** à **LOSANGE**, au titre duquel **LOSANGE** bénéficie à titre non exclusif de la jouissance des **Installations de Génie Civil** étant entendu que **LA COMMUNE** demeure pleinement propriétaire des **Installations de Génie Civil** dont elle retrouve la jouissance à l'expiration de la présente convention.

« **Droit de Passage** » désigne tous les droits dont dispose **LA COMMUNE** propres à l'établissement des **Installations de Génie Civil** sur les domaines publics et privés.

« **Réseau** » désigne le réseau constitué de **Fibre Optique** appartenant à **LOSANGE**.

« **Spécifications** » désigne les Spécifications qui définissent notamment les caractéristiques des Installations de Génie-Civil.

Article 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques, techniques et financières par lesquelles **LA COMMUNE** accorde pour la durée de la présente convention, un **Droit d'Usage à long Terme** de ses **Installations de Génie Civil** à la société **LOSANGE**.

Article 3 - DESIGNATION DES INSTALLATIONS DE GENIE CIVIL

Le plan d'implantation des **Installations de Génie Civil** mis à disposition par **LA COMMUNE** et objets de la présente Convention sont présentés en Annexe 1.

Article 4 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

4.1 Absence d'Exclusivité - Disponibilité

La Convention ne confère aucune exclusivité à **LOSANGE**, en sorte que **LA COMMUNE** se réserve le droit de conclure et/ou d'accorder éventuellement d'autres autorisations de même portée sur tout ou partie de ses **Installations de Génie Civil**.

L'appréciation de la disponibilité des **Installations de Génie Civil** concernées fera l'objet à chaque demande d'autorisation d'un tiers d'un accord entre **LES PARTIES**.

Afin d'éviter une occupation superflue des **Installations de Génie Civil**, **LOSANGE** et **LA COMMUNE** veilleront à déposer les câbles susceptibles de ne plus être utilisés.

4.2. Droit d'Usage

Il est expressément entendu par **LES PARTIES** que le **Droit d'Usage à long Terme** n'octroie à **LOSANGE** que l'usage des Installations de Génie-Civil. La Convention n'opère pas de démembrement de la propriété des **Installations de Génie Civil** au bénéfice de **LOSANGE** ni ne confère à **LOSANGE** aucun titre de propriété sur les **Installations de Génie Civil** à quelque titre que ce soit.

A compter de l'entrée en vigueur des présentes, **LOSANGE** aura librement le droit d'exploiter, d'utiliser, les **Installations de Génie Civil** mis à disposition dans le cadre de ses activités d'opérateur de réseaux de communications électroniques.

LES PARTIES conviennent expressément que **LOSANGE** assumera tous les risques de perte, de dommage, d'obsolescence, d'indisponibilité causée par un tiers afférents aux **Installations de Génie Civil** et que **LOSANGE** assumera, à l'exception de celles imputables à un manquement de **LA COMMUNE** à ses obligations au titre de la présente Convention, toutes les responsabilités relatives à toute action, poursuite, procès, litige, plainte ou enquête ou autre obligation se rapportant à l'utilisation desdites **Installations de Génie Civil** ou à leur exploitation par **LOSANGE** à compter de la date de prise d'effet des présentes.

4.3 Accès aux Installation de Génie Civil

LA COMMUNE octroie à **LOSANGE** une autorisation d'accès permanent aux **Installations de Génie Civil** objets de la présente convention.

LA COMMUNE garantit à **LOSANGE** de détenir l'ensemble des **Droits de Passage** nécessaire à l'exploitation des **Installations de Génie Civil** pendant toute la durée de la présente convention.

4.4 Création de Chambres Supplémentaires

Pour les besoins de l'établissement de son réseau Haut Débit, **LA COMMUNE** autorise **LOSANGE** à créer sur le tracé des **Installations de Génie Civil** décrit en Annexe 1 des Chambres supplémentaires selon des modalités qui seront conjointement définies.

Ces chambres seront propriétés de **LA COMMUNE** à l'échéance de la présente convention.

4.5 Obligations de LOSANGE

LOSANGE s'engage à ce que les **Installations de Génie Civil** et tout équipement associé soient détenus et exploités conformément à leur destination.

LOSANGE supportera, en tant que de besoin, les coûts de maintenance limités au petit entretien concernant les **Installations de Génie Civil**. Pour la compréhension de ce qui précède, toutes les interventions ne donnant pas lieu à reconstruction des **Installations de Génie Civil** seront considérées comme étant du « petit entretien » ; en cas d'utilisation partagée avec un ou des tiers, **LOSANGE** ne supportera lesdits coûts qu'à due concurrence de son utilisation.

LOSANGE s'engage à :

- Agir en lieu et place de **LA COMMUNE** lorsque la réalisation de l'infrastructure de télécommunications requiert l'accomplissement préalable de procédures établies par les lois et règlements
- Exécuter tous les travaux de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au minimum;
- Assumer la responsabilité de tous dommages trouvant leur origine dans les équipements du réseau;

4.6 Obligations de LA COMMUNE

LA COMMUNE ne pourra changer, modifier ou adapter les **Installations de Génie Civil** sans en avoir préalablement informé par écrit **LOSANGE** dans un délai de deux mois avant réalisation du projet.

LES PARTIES conviennent expressément que tout changement, modification ou adaptation des **Installations de Génie Civil** effectué directement, sous la responsabilité ou la direction de **LA COMMUNE** n'aura aucune conséquence sur le **Droit d'Usage à long Terme** concédé par la présente convention et ne portera pas préjudice à **LOSANGE** de quelque manière que ce soit.

Article 5 - DUREE ET EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par **LES PARTIES**.

Elle est conclue pour une durée maximale de 35 ans (Trente Cinq ans) qui ne pourra excéder le 26 Juillet 2052.

Cette convention pourra être dénoncée à toute époque par **LOSANGE**.

Article 6 – MODALITES FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Article 7 - RESPONSABILITE

LA COMMUNE est responsable de la jouissance paisible par **LOSANGE** des **Installations de Génie Civil** mises à disposition.

La responsabilité de **LA COMMUNE** est limitée aux dommages matériels directs à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel et, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autre perte de revenus.

Article 8 – RENOUELEMENT - ADAPTATION

Afin de garantir la continuité du service public, dans l'hypothèse où la convention de délégation de service public, dont est titulaire **LOSANGE**, viendrait à prendre fin de manière anticipée, quel qu'en soit le motif, l'autorité délégante se substituera de plein droit à **LOSANGE**.

Il est d'ores et déjà convenu que, au moins six mois avant le terme la convention, il sera envisagé entre **LES PARTIES** le renouvellement de la présente convention afin de garantir la continuité du service public en présence, le cas échéant, de l'autorité délégante.

Article 9 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant la juridiction compétente.

Il sera délivré deux exemplaires originaux, dont un pour **LOSANGE**, et un pour **LA COMMUNE**.

Fait à _____, le _____

Pour **LA COMMUNE**

Pour **LOSANGE**

NOM PRENOM

Alain SOMMERLATT
Directeur Général **LOSANGE**

Par Délégation

Patrick Carnet
Directeur de **LOSANGE EXPLOITATION**

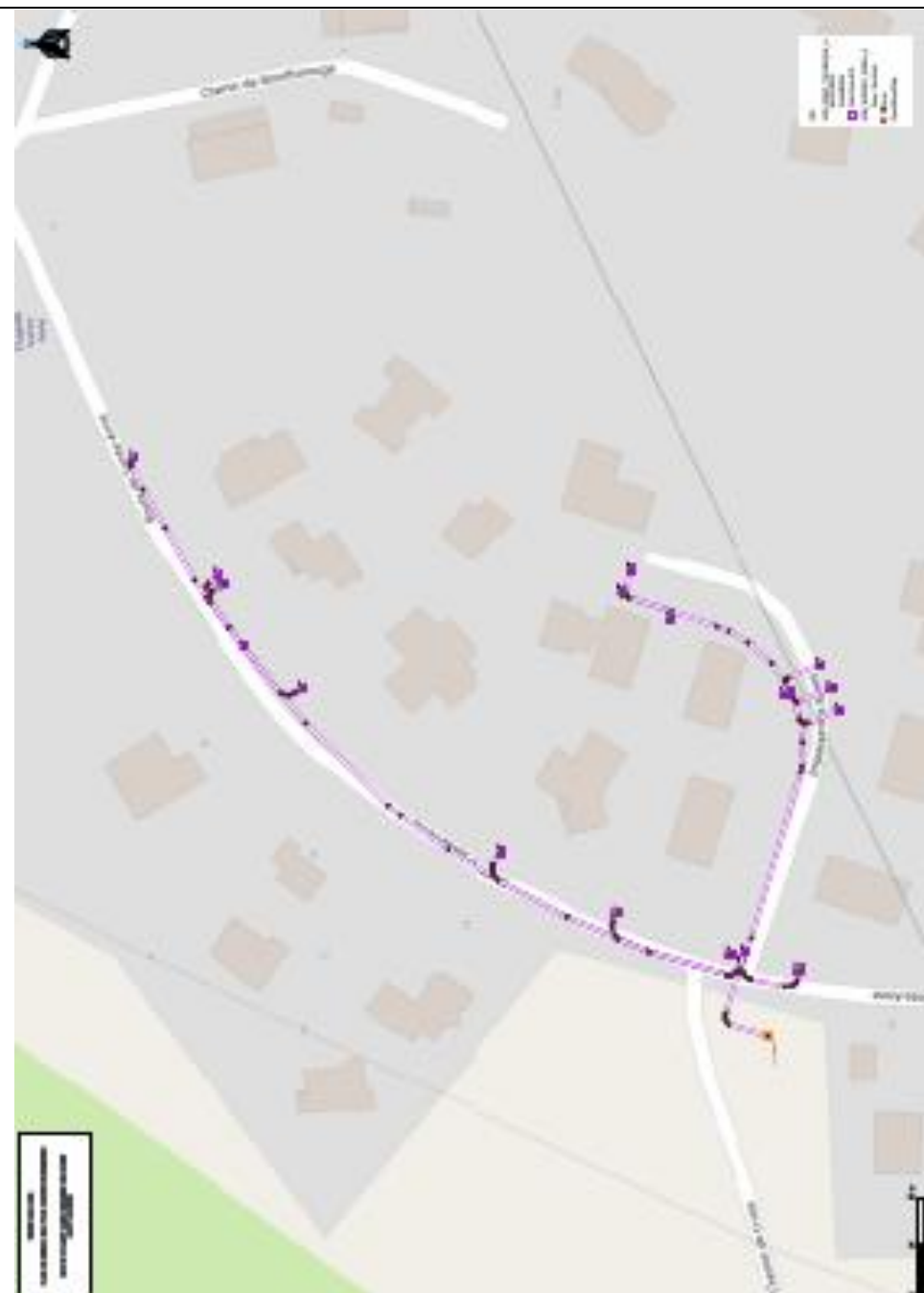
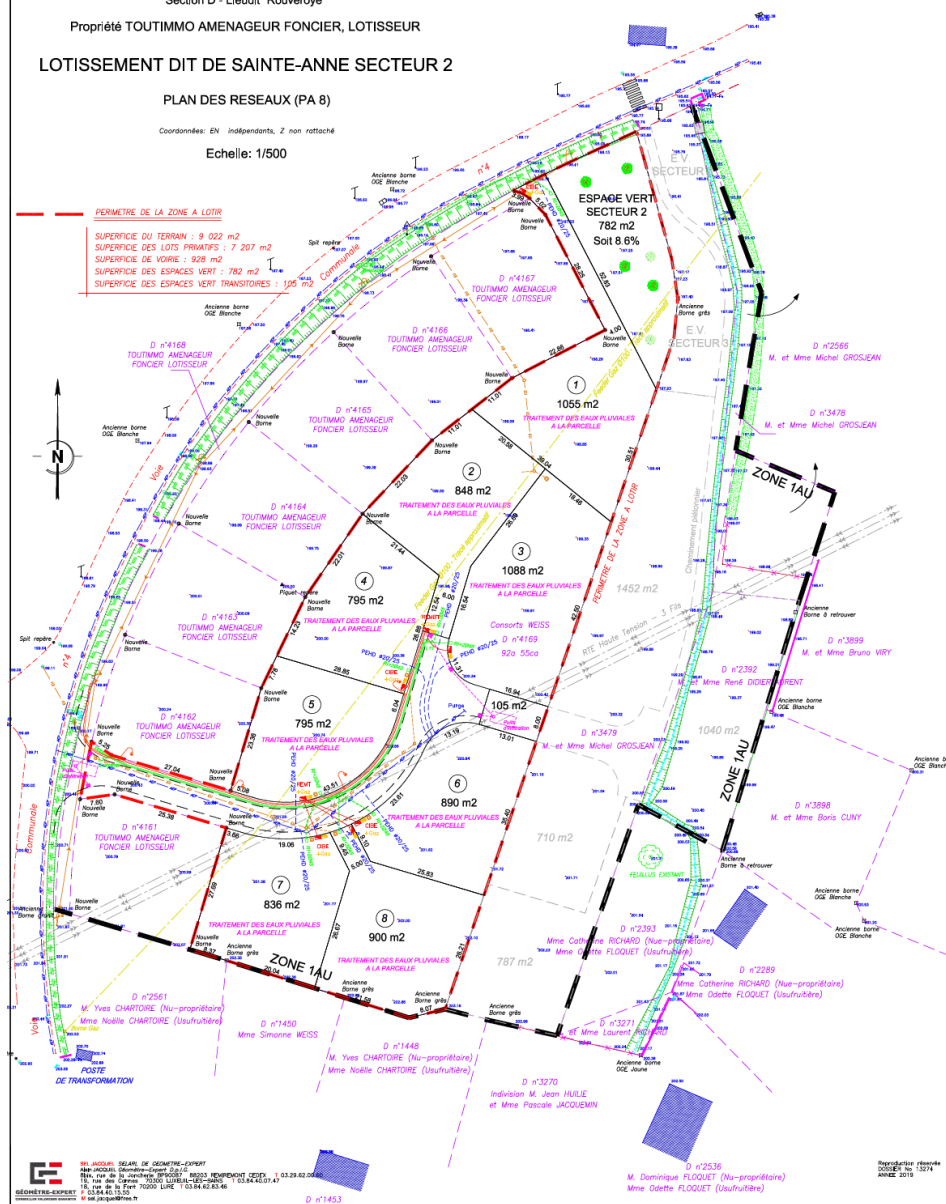
Section D - Leudit "Rouveroye"

Propriété TOUTIMMO AMENAGEUR FONCIER, LOTISSEUR

PLAN DES RESEAUX (PA 8)

Coordonnées: EN indépendantes, Z non rattaché

Echelle: 1/500



CONVENTION DE DROIT D'USAGE D'UNE INSTALLATION DE GENIE CIVIL AU PROFIT DE LOSANGE

Entre les soussignés

LOSANGE, Société par Actions Simplifiée au capital de 45 659 000.00€, immatriculée au RCS de Reims sous le numéro 830 959 771, dont le siège social est domicilié 121 rue du Chêne Brûlé 54700 LESMENILS, et dont l'adresse postale est **LOSANGE, 19 rue Icare - 67960 ENTZHEIM**, Représentée par Monsieur Alain SOMMERLATT, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **LOSANGE** »

d'une part

Et

La commune de **SAINT-NABORD**
Représentée par **Monsieur Jean-Pierre CALMELS**, Maire
Domiciliée : **1, rue de l'Eglise 88200 Saint-Nabord**
Agissant aux présentes en vertu des droits qui lui sont conférés par sa fonction et/ou les délibérations de son Conseil Municipal,

Désignée ci-après sous la dénomination « **LA COMMUNE** »

d'autre part

L'une et l'autre étant conjointement désignées par « **LES PARTIES** » ;

PREAMBULE :

LA COMMUNE est propriétaire d'**Installations de Génie Civil** implantées sur le domaine communal et/ou privé.

LOSANGE assure, sur une durée de 35 ans, le déploiement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit en exécution de la convention de Délégation de Service Public conclue le 25 juillet 2017 avec la Région Grand Est.

LOSANGE, afin de répondre à ses obligations de service public, doit procéder à l'implantation d'infrastructures composant le réseau de communications électroniques.

En application de l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, **LES PARTIES** se sont rapprochées pour définir par voie conventionnelle les modalités de mise à disposition des **Installations de Génie Civil**, propriétés de **LA COMMUNE** qui n'ont pas vocation à être utilisés dans l'intérêt du domaine public routier.

En conséquence, **LES PARTIES** sont convenues de ce qui suit :

Article 1 – DEFINITIONS

Lorsqu'ils sont utilisés dans la présente convention, au singulier ou au pluriel, les expressions et termes qui suivent ont les significations suivantes :

« **Installation de Génie Civil** » désigne les fourreaux et chambres de tirage appartenant à **LA COMMUNE** dont l'affectation normale est d'accueillir des câbles de réseaux de télécommunications ou de réseaux électriques (réseau sec) ;

« **Câble** » désigne le câble, quelle que soit sa nature, optique, coaxial ou cuivre ;

« **Fibre Optique** » désigne le/les câbles de Fibres Optiques utilisés par **LOSANGE**

« **Droit d'Usage à long Terme** » désigne le Droit d'Usage à long Terme consenti par **LA COMMUNE** à **LOSANGE**, au titre duquel **LOSANGE** bénéficie à titre non exclusif de la jouissance des **Installations de Génie Civil** étant entendu que **LA COMMUNE** demeure pleinement propriétaire des **Installations de Génie Civil** dont elle retrouve la jouissance à l'expiration de la présente convention.

« **Droit de Passage** » désigne tous les droits dont dispose **LA COMMUNE** propres à l'établissement des **Installations de Génie Civil** sur les domaines publics et privés.

« **Réseau** » désigne le réseau constitué de **Fibre Optique** appartenant à **LOSANGE**.

« **Spécifications** » désigne les Spécifications qui définissent notamment les caractéristiques des Installations de Génie-Civil.

Article 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques, techniques et financières par lesquelles **LA COMMUNE** accorde pour la durée de la présente convention, un **Droit d'Usage à long Terme** de ses **Installations de Génie Civil** à la société **LOSANGE**.

Article 3 - DESIGNATION DES INSTALLATIONS DE GENIE CIVIL

Le plan d'implantation des **Installations de Génie Civil** mis à disposition par **LA COMMUNE** et objets de la présente Convention sont présentés en Annexe 1.

Article 4 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

4.1 Absence d'Exclusivité - Disponibilité

La Convention ne confère aucune exclusivité à **LOSANGE**, en sorte que **LA COMMUNE** se réserve le droit de conclure et/ou d'accorder éventuellement d'autres autorisations de même portée sur tout ou partie de ses **Installations de Génie Civil**.

L'appréciation de la disponibilité des **Installations de Génie Civil** concernées fera l'objet à chaque demande d'autorisation d'un tiers d'un accord entre **LES PARTIES**.

Afin d'éviter une occupation superflue des **Installations de Génie Civil**, **LOSANGE** et **LA COMMUNE** veilleront à déposer les câbles susceptibles de ne plus être utilisés.

4.2. Droit d'Usage

Il est expressément entendu par **LES PARTIES** que le **Droit d'Usage à long Terme** n'octroie à **LOSANGE** que l'usage des Installations de Génie-Civil. La Convention n'opère pas de démembrement de la propriété des **Installations de Génie Civil** au bénéfice de **LOSANGE** ni ne confère à **LOSANGE** aucun titre de propriété sur les **Installations de Génie Civil** à quelque titre que ce soit.

A compter de l'entrée en vigueur des présentes, **LOSANGE** aura librement le droit d'exploiter, d'utiliser, les **Installations de Génie Civil** mis à disposition dans le cadre de ses activités d'opérateur de réseaux de communications électroniques.

LES PARTIES conviennent expressément que **LOSANGE** assumera tous les risques de perte, de dommage, d'obsolescence, d'indisponibilité causée par un tiers afférents aux **Installations de Génie Civil** et que **LOSANGE** assumera, à l'exception de celles imputables à un manquement de **LA COMMUNE** à ses obligations au titre de la présente Convention, toutes les responsabilités relatives à toute action, poursuite, procès, litige, plainte ou enquête ou autre obligation se rapportant à l'utilisation desdites **Installations de Génie Civil** ou à leur exploitation par **LOSANGE** à compter de la date de prise d'effet des présentes.

4.3 Accès aux Installation de Génie Civil

LA COMMUNE octroie à **LOSANGE** une autorisation d'accès permanent aux **Installations de Génie Civil** objets de la présente convention.

LA COMMUNE garantit à **LOSANGE** de détenir l'ensemble des **Droits de Passage** nécessaire à l'exploitation des **Installations de Génie Civil** pendant toute la durée de la présente convention.

4.4 Création de Chambres Supplémentaires

Pour les besoins de l'établissement de son réseau Haut Débit, **LA COMMUNE** autorise **LOSANGE** à créer sur le tracé des **Installations de Génie Civil** décrit en Annexe 1 des Chambres supplémentaires selon des modalités qui seront conjointement définies.

Ces chambres seront propriétés de **LA COMMUNE** à l'échéance de la présente convention.

4.5 Obligations de LOSANGE

LOSANGE s'engage à ce que les **Installations de Génie Civil** et tout équipement associé soient détenus et exploités conformément à leur destination.

LOSANGE supportera, en tant que de besoin, les coûts de maintenance limités au petit entretien concernant les **Installations de Génie Civil**. Pour la compréhension de ce qui précède, toutes les interventions ne donnant pas lieu à reconstruction des **Installations de Génie Civil** seront considérées comme étant du « petit entretien » ; en cas d'utilisation partagée avec un ou des tiers, **LOSANGE** ne supportera lesdits coûts qu'à due concurrence de son utilisation.

LOSANGE s'engage à :

- Agir en lieu et place de **LA COMMUNE** lorsque la réalisation de l'infrastructure de télécommunications requiert l'accomplissement préalable de procédures établies par les lois et règlements
- Exécuter tous les travaux de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au minimum;
- Assumer la responsabilité de tous dommages trouvant leur origine dans les équipements du réseau;

4.6 Obligations de LA COMMUNE

LA COMMUNE ne pourra changer, modifier ou adapter les **Installations de Génie Civil** sans en avoir préalablement informé par écrit **LOSANGE** dans un délai de deux mois avant réalisation du projet.

LES PARTIES conviennent expressément que tout changement, modification ou adaptation des **Installations de Génie Civil** effectué directement, sous la responsabilité ou la direction de **LA COMMUNE** n'aura aucune conséquence sur le **Droit d'Usage à long Terme** concédé par la présente convention et ne portera pas préjudice à **LOSANGE** de quelque manière que ce soit.

Article 5 - DUREE ET EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par **LES PARTIES**.

Elle est conclue pour une durée maximale de 35 ans (Trente Cinq ans) qui ne pourra excéder le 26 Juillet 2052.

Cette convention pourra être dénoncée à toute époque par **LOSANGE**.

Article 6 – MODALITES FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Article 7 - RESPONSABILITE

LA COMMUNE est responsable de la jouissance paisible par **LOSANGE** des **Installations de Génie Civil** mises à disposition.

La responsabilité de **LA COMMUNE** est limitée aux dommages matériels directs à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel et, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autre perte de revenus.

Article 8 – RENOUELEMENT - ADAPTATION

Afin de garantir la continuité du service public, dans l'hypothèse où la convention de délégation de service public, dont est titulaire **LOSANGE**, viendrait à prendre fin de manière anticipée, quel qu'en soit le motif, l'autorité délégante se substituera de plein droit à **LOSANGE**.

Il est d'ores et déjà convenu que, au moins six mois avant le terme la convention, il sera envisagé entre **LES PARTIES** le renouvellement de la présente convention afin de garantir la continuité du service public en présence, le cas échéant, de l'autorité délégante.

Article 9 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant la juridiction compétente.

Il sera délivré deux exemplaires originaux, dont un pour **LOSANGE**, et un pour **LA COMMUNE**.

Fait à _____, le _____

Pour **LA COMMUNE**

Pour **LOSANGE**

NOM PRENOM

Alain SOMMERLATT
Directeur Général **LOSANGE**

Par Délégation

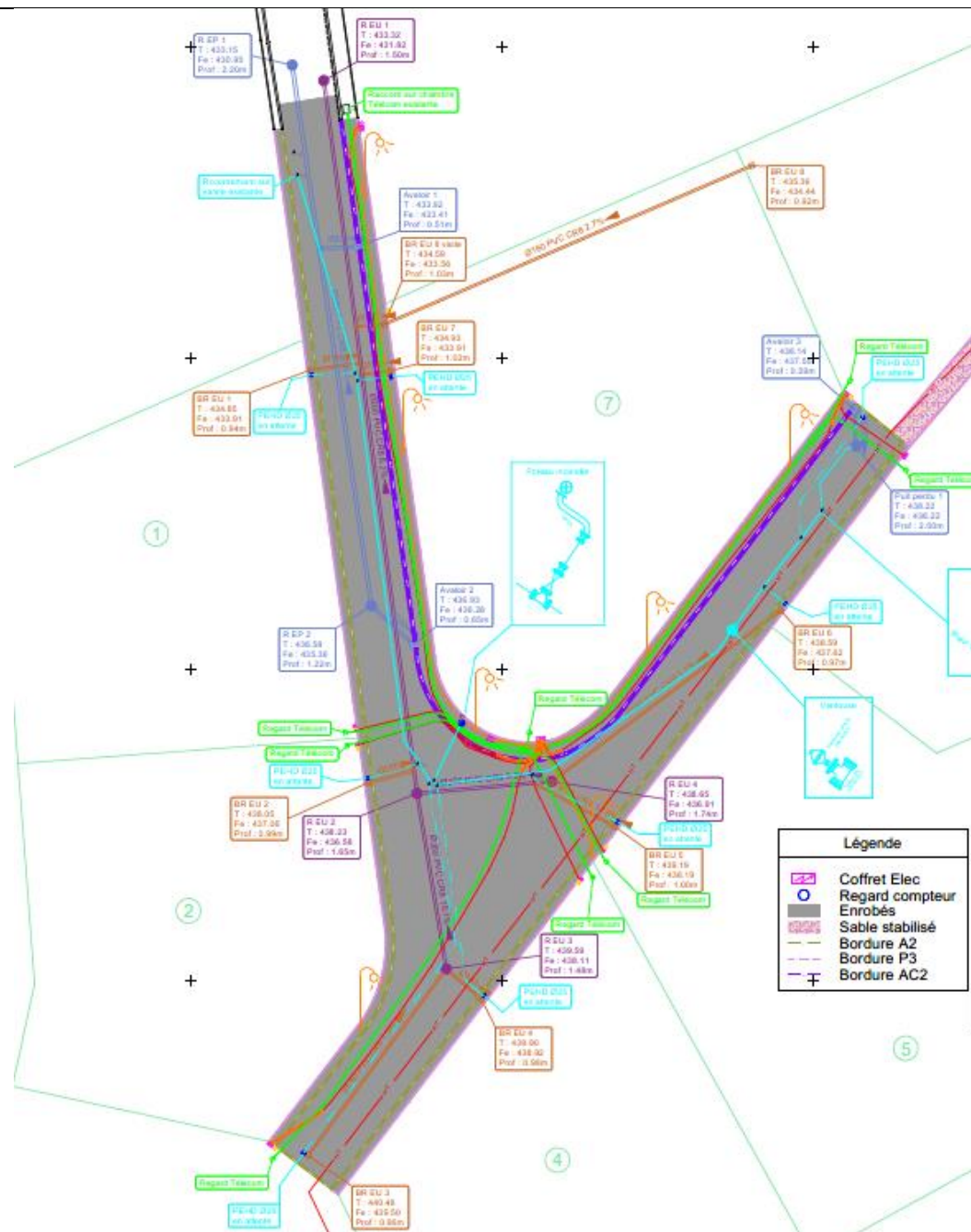
Patrick Carnet
Directeur de **LOSANGE EXPLOITATION**

Annexe 1
Plan d'implantation des Installations de Génie Civil

GENIE-CIVIL COMMUNAL

Version – 191206

7/7



05 - Autorisation à donner au Maire pour la signature d'une convention de mise à disposition de personnel technique avec l'ARES :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des difficultés rencontrées actuellement pour pourvoir au poste laissé vacant au sein des ateliers municipaux en fin d'année dernière par un départ en retraite.

Il poursuit en mentionnant que le processus est sur le point d'aboutir mais qu'il faudra encore au moins 3 mois pour que l'agent recruté nous rejoigne. Or, c'est au printemps que la surcharge de travail est la plus importante.

Aussi, une solution alternative pourrait être envisagée via la mise à disposition d'un salarié de l'ARES qui pourrait renforcer le service dans l'attente.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal d'approuver le modèle de convention joint, de l'autoriser à le signer et recruter un agent sur cette base.

Discussions :

Monsieur AUDINOT : Le futur agent est désormais recruté mais il n'arrivera qu'en juin ou juillet.

Monsieur le Maire : On mesure actuellement à quel point les agents transférés à la CCPVM manquent.

Madame DOUCHE : Quelle est la durée de contrat prévue ? et la quotité horaire ?

Monsieur AUDINOT : On va partir sur 1 mois à 35h.

Madame DOUCHE : Quel est le prix de l'adhésion ?

Monsieur AUDINOT : Il me semble que c'est dans les 15 €.

Madame VUILLEMIN : Est-ce que ce genre de contrat est aidé, à l'image des réductions d'impôts accordées aux particuliers ?

Monsieur le Maire : Non, nous ne payons pas d'impôt sur le revenu en tant que Commune.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **ADOpte** le principe du recours à une mise à disposition en vue du recrutement d'un agent au sein des services techniques ;
- **APPROUVE** le projet de convention annexé à la présente délibération après son complément des éléments correspondant à la personne choisie et ses missions ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 du budget correspondant ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement à son représentant dans l'ordre du tableau, à signer ladite convention et lui **DONNE pouvoir** pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment à procéder au recrutement.



CONTRAT DE MISE A DISPOSITION Contrat N° 2025/30.0
AUPRES D'UTILISATEURS PROFESSIONNELS
(Employeurs et non Employeurs)
ART. R. 5132-20 du code du travail

ARES est une Association Intermédiaire régie par l'art.L 5132-7 du code du travail, selon lequel « Les Associations Intermédiaires sont des associations conventionnées par l'Etat ayant pour objet l'embauche des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, en vue de faciliter leur insertion professionnelle en les mettant à titre onéreux à disposition de personnes physiques ou de personnes morales... L'Association Intermédiaire assure l'accueil des personnes ainsi que le suivi et l'accompagnement de ses salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable ». A titre indicatif, l'article L. 5132-9 du code du travail précise qu'un même salarié ne pourra effectuer plus de 480 heures sur 24 mois auprès des professionnels et pour toute activité relevant à son activité. L'association ARES palie à cette limite par des propositions adaptées aux besoins de l'utilisateur.

En confiant des missions à l'association, l'utilisateur contribue à la réalisation de cet objectif d'insertion par l'activité économique. L'association est animée par la volonté d'accompagner les salariés et de satisfaire l'utilisateur. A ce titre, un suivi des missions sera effectué par l'association.

Le présent contrat est conclu entre :

L'Association Intermédiaire ARES (dénommée ci-après l'association) sise :

72 Boulevard Thiers
Email : contact@ares88.fr
D'une Part, et

88211 REMIREMONT CEDEX
tel : 03.29.23.02.54 Fax :

L'utilisateur :

MAIRIE DE ST NABORD

Demeurant à : 1 RUE DE L'EGLISE

88200 ST NABORD

Numéro adhérent principal : **8844**
Tel : 03.29.62.06.22 Portable :

Email :rh@saint-nabord.fr

D'autre part,

L'utilisateur sait qu'il contracte avec une association intermédiaire, et, qu'à ce titre, conformément à l'Art. L. 5132-7 al. 3 du code du travail, il reconnaît ne pas avoir procédé à un licenciement économique dans les six mois précédents sur le poste sur lequel le salarié est mis à disposition. L'utilisateur s'engage à respecter les dispositions légales et conventionnelles relatives notamment aux durées du travail, au travail de nuit, aux durées de repos et jours fériés et à ne pas faire effectuer au salarié de travaux dangereux listés par l'article D. 4154-1 du code du travail.

L'ensemble des clauses du présent contrat s'applique y compris lorsque l'utilisateur recourt à un sous-traitant.

1. L'objet du contrat

L'objet du présent contrat est limité à la seule mise à disposition de personnel en parcours d'insertion, l'objectif étant que le salarié, en fin de parcours, puisse intégrer durablement le marché du travail.

2. Description de la mission demandée et lieu d'exécution

- Intitulé du poste
- Tâche(s) et fréquences
- Lieu d'exécution

Ils sont détaillés sur l'ordre de mission et relevé d'heures et annexés au présent contrat.
Toute modification doit faire l'objet d'une information préalable à l'association.

3. Le salarié mis à disposition

Le nom du salarié mis à disposition figure sur les ordres de mission annexés au présent contrat.

4. Les conditions de sécurité du salarié

Si nécessaire, les équipements de protection individuelle sont précisés sur l'ordre de mission et l'utilisateur s'engage à les fournir. L'utilisateur assure la formation et l'information nécessaires au port de ces équipements.

Le refus de porter l'équipement de protection et la violation des consignes de sécurité par le salarié doivent être immédiatement portés à la connaissance de l'association.

L'utilisateur reconnaît être en règle vis à vis des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité notamment en ce qui concerne le document unique applicable au lieu de travail sur lequel le salarié est mis à disposition.

En cas d'accident du travail, il revient à l'utilisateur d'informer l'association immédiatement afin que celle-ci réalise la déclaration d'accident du travail dans les 48 heures.

5. Les conditions de travail - Assurance

L'exécution de la mission s'effectue sous le contrôle et la direction de l'utilisateur. Celui-ci reconnaît être en règle eu égard à son assurance professionnelle.

6. La remise des clés / code d'accès au salarié

L'utilisateur qui confie des clés ou codes au salarié mis à disposition en assume l'entière responsabilité. Il vérifiera le cas échéant que son assurance responsabilité civile prend en charge les dommages qui en résulteraient.

7. Obligation de prévenance et modification du contrat

L'utilisateur s'engage à prévenir l'association en cas d'absence, de retard du salarié ou de toute autre difficulté reposant sur des critères non discriminatoires et rendant la mission irréalisable. Dans ce cas, l'association remplace le salarié dans les meilleurs délais. Une facture sera établie pour les heures effectuées par le salarié.

En cas d'absence empêchant la réalisation de la mission, l'utilisateur en informe l'association au moins 48h à l'avance. A défaut un forfait d'une heure est facturé.

8. Tarifs et modalités de paiement

8.1 Tarifs

L'association est à but non lucratif mais réalise la mise à disposition à titre onéreux.

En vertu de l'art. L. 5132-11 al. 1 du code du travail, le salarié doit bénéficier des mêmes avantages que les salariés permanents de l'utilisateur. Le tarif mentionné sur la demande de mise à disposition annexée au présent contrat dépend du salaire horaire du salarié. Celui-ci est fixé à partir des éléments fournis par l'utilisateur. Ce tarif correspond à des heures de travail réalisées dans la limite de la durée légale hebdomadaire. Toute demande de mise à disposition en heures supplémentaires, de nuit, le dimanche ou jours fériés doit être mentionnée sur la demande de mise à disposition ou faire l'objet d'une nouvelle demande. Ces heures sont majorées suivant les dispositions légales ou conventionnelles applicables ou tout autre avantage négocié avec l'utilisateur et figurant sur la demande de mise à disposition annexée au présent contrat.

L'utilisateur prévient l'association de toute modification du régime conventionnel applicable à son entreprise.

Des frais d'adhésion annuelle sont facturés dès la première mise à disposition et lors de la première facture les années suivantes.

Les tarifs sont revus une fois par an au minimum. La grille tarifaire est transmise par écrit à l'utilisateur et s'annexe au présent contrat.

8.2 Modalités de paiement

Les relevés d'heures mensuels permettent d'établir la facturation : ils sont complétés par l'utilisateur et transmis à l'association le dernier jour ouvré du mois.

La facturation est mensuelle et englobe toutes les interventions réalisées dans le mois,

Chaque facture est d'une heure minimum, la première heure n'est pas fractionnable,

Les heures suivantes sont fractionnables au 1/4 d'heure.

La facturation s'effectue en centième (1 heure = 60mn = 1,00 ; 1/2 heure = 30mn = 0,50 ; 1/4 d'heure = 15mn = 0,25)

Une facture est établie à la fin de chaque mois. Elle est envoyée par voie postale ou électronique au plus tard le 10 du mois suivant à l'adresse communiquée par l'utilisateur.

Le règlement est à effectuer à réception et au plus tard le 25 du mois de réception de la facture. A défaut, des pénalités de retard au taux légal en vigueur s'appliquent ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

9. Durée du contrat

Le présent contrat est à durée indéterminée et couvre toute demande de mise à disposition auprès de l'association. Il peut être rompu à l'initiative de l'utilisateur, sous réserve qu'il n'y ait plus de mission en cours. Les heures effectuées sont facturées. L'association se réserve le droit de résilier le présent contrat pour manquement de l'utilisateur aux dispositions légales et en particuliers aux règles d'hygiène et de sécurité, à toute clause susmentionnée, pour défaut de paiement ou s'il contrevient aux valeurs de l'association.

10. Litige

Tout litige doit faire l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut, le tribunal compétent sera celui du lieu du siège de l'association ARES.

L'association, le 08-04-2025

L'utilisateur, le

**Signature et cachet
Pour le Président
Par délégation**

Signature (et cachet) _____

06 - Compte Financier Unique 2024 - Budget général :

Monsieur le Maire rappelle qu'à compter de l'exercice 2022, le compte financier unique remplace le compte de gestion du Trésorier Municipal et le compte administratif de l'ordonnateur.

Sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances élue Présidente de séance pour l'occasion, soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal le compte financier unique 2024 du budget général.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire(s) de l'exercice 2024 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Considérant que Monsieur Jean-Pierre CALMELS, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2024, les finances du budget général en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Considérant Monsieur WEISS, Directeur du Service de Gestion Comptable, a repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent sincères, régulières et suffisamment justifiées.

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances, et en l'absence de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

- **ARRETE**, hors la présence de Monsieur le Maire, comme suit les résultats des différentes sections budgétaires du budget général ci-annexés ;
- **APPROUVE**, dès lors, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur pour l'exercice 2024 - Budget général ;
- **DIT** que la gestion tant du receveur que de l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment pour signer le document dans l'application informatique CDG-D.

SAINT NABORD Budget Principal - CFU 2024				
	résultat de clôture de l'exercice précédent	part affectée à l'investissement sur l'exercice	exercice en cours	résultat de clôture de l'exercice en cours
section d'investissement	2 368 497,76 €		-620 040,62 €	1 748 457,14 €
section de fonctionnement	1 579 812,10 €	125 361,83 €	753 829,65 €	2 208 279,92 €
TOTAL	3 948 309,86 €		133 789,03 €	3 956 737,06 €
	dépenses	recettes	solde de l'exercice en cours	
section de fonctionnement	4 366 763,45 €	5 120 593,10 €	753 829,65 €	
section d'investissement	1 204 309,51 €	584 268,89 €	-620 040,62 €	
	résultat de clôture de l'exercice en cours	R.A.R. en dépenses	R.A.R. en recettes	besoin de financement global de la section d'investissement
section d'investissement	1 748 457,14 €	-3 542 534,37 €	637 678,57 €	-1 156 398,66 €
section de fonctionnement	2 208 279,92 €			2 208 279,92 €
TOTAL	3 956 737,06 €	-3 542 534,37 €	637 678,57 €	1 051 881,26 €

07 - Bilan de la politique foncière de la commune pour l'année 2024 :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'article 11 de la loi n°95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public prévoit la tenue d'un débat annuel sur la politique foncière de la Commune, à savoir sur le bilan des acquisitions et cessions opérées par la Commune durant l'année précédente. Ce document a été adressé à chaque Conseiller Municipal avec les notes de synthèse accompagnant la convocation à la présente réunion.

Ce bilan joint à la présente délibération sera annexé au Compte Financier Unique du Budget Communal.

Discussions :

A la question de Madame DOUCHE, il est répondu que la cession de la maison paroissiale a été votée en 2023, signée et payée en 2024 (l'argent est sur un compte d'attente au Trésor) mais la prise en charge comptable n'a eu lieu qu'en 2025 suite à un retard administratif.

Dès lors, il s'agit d'un reste-à-réaliser au sens du bilan foncier mais d'une recette nouvelle pour 2025 d'un point de vue comptable.

Quant à la maison des Breuchottes, une promesse d'achat a été signée mais aucune vente définitive encore. Cela figure donc comme un projet dans le bilan foncier.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, Conseil Municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** du contenu de ce rapport dont le texte est annexé à la présente délibération et **FORMULE** les remarques ci-dessus ;
- **PREND ACTE** du fait que ce bilan, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 8 février 1995 précitées, sera annexé au Compte Financier Unique du Budget Communal.

BILAN FONCIER 2024

ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES

La loi sur les marchés publics et les délégations de service public du 8 février 1995, applicable depuis le 9 mai 1995, prévoit que les communes de plus de 2000 habitants doivent débattre, au moins une fois par an, sur le bilan de leur politique foncière.

Le montant total des réalisations en dépenses s'élève pour l'exercice 2024 à 61 873,02 € selon le détail suivant :

Dépenses (acquisitions + frais)

Nom Prénom - Adresse des tiers Adresse de la parcelle	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
DUCHENE Pierre parcelle boisée	A 236	20 130	429/32/04	15/12/2023	37 000,00 €	ONE (VILLEMIN-BAGARD)	08/07/2024	1422,74	38 422,74 €
Consorts BALLAND	D2054	6 925	429/26/05	16/03/2023	10 161,07 €	OLLIER	28/02/2024	1026,84	11 187,91 €
Consorts BALLAND	D2047	3 431	429/31/10	19/10/2023	3 431,00 €	OLLIER	28/02/2024	385,12	3 816,12 €
Indivision GERARD	A 927 B 341	6 073	429/26/04	16/03/2023	7 163,57 €	LOUIS DASSE	29/08/2023	907,68	8 071,25 €
TOTAL									61 498,02 €

Le montant total des réalisations en recettes s'élève pour l'exercice 2024 à 177 170, 00 € selon le détail suivant :

Recettes (cessions)

Nom Prénom - Adresse des tiers Adresse de la parcelle	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant
MEURANT Alain (lot4 - lotissement de Rouveroye)	D4222	931			65 170,00 €	BOX	05/07/2024		65 170,00 €
Cabinet dentaire des Ravines	AD 988 et 989	647	429/36/04	23/05/2024	112 000,00 €	GOURBEYRE Stéphanie	02/08/2024		112 000,00 €
TOTAL									177 170,00 €

ECHANGES

Nom Prénom - Adresse	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
SAGRAM/COMMUNE SAINT-NABORD	D1306 D4256	910	429/30/04	21/09/2023	3 120,00 €	ONE	29/01/2024	1044,4	4 560,40 €
TERRA INVEST	C1406 et 1407	159	429/32/08	14/12/2023	1,00 €	GOURBEYRE GANTOIS DEMARD THOMASSIN	21/02/2024		

RESTES-A-REALISER (votés mais non réalisés au 31/12/2024)

I - OPERATIONS EN COURS RESTANT A REALISER

ACQUISITIONS PAR LA COMMUNE	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
Nom Prénom - Adresse des vendeurs									
MARCHE Eddy / CHANGOBERT Danielle : "Le Reing du Scied"	AM 44	1009	429/32/34	05/03/1998	1,00 €	LD - P - O			
CONSORTS PAPELIER : "Prairie du Vouau"	B 418	2670	429/04/16	03/07/2008	1 200,00 €	LD - P - O			
DOLFFUS MIEG ET CIE. : "Aux Portions"	AN 22	4235	429/11/11	09/04/2015	1,00 €				
SARL BARRAT Finances : "Impasse de Montiroche"	C 1341 C 1342	928 277	429/42/15	24/05/2018	1,00 €	H - G - D			
VALENTIN Claudine - Le Petit Bois	C 76	3 085	429/14/10	21/10/2021	2 567,78 €	Stéphanie MELINE			
GERARD Bruno : Val Courroye	D 2599 D 2600	301	429/15/04	18/11/2021	1,00 €	H - G - D			
TOUT IMMO	D4201, 4209, 4168	1 710	429/40/04	06/02/2025		CANADAS ONE	24/02/2025		
PERRIN Maxime (suite achat ferme LOICHOT)	D1551p, 1552p, 1879, 1891, 1892+ passée communale	50 106	429/40/05	06/02/2025	15 000,00 €	ONE			15 000,00 €
INDIVISION COUVAL	AK 472, 473, 475, 476	14 805 m²	429/40/06	06/02/2025	384 930, 00 €				384 930,00 €
TOTAL 403 701,78 €									
CESSIONS PAR LA COMMUNE	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
Nom Prénom - Adresse des acheteurs									
BIENVENOT MAURICE (lot 1 - lotissement de Rouveroye)	D4233 et 4237	737		06/07/2023	51 590,00 €	BOX			
CHASSEL RICHARD (lot3 - lotissement de Rouveroye)		1366		06/07/2023	95 620,00 €	BOX			
OK Kubilay (lot 6 lot rouveroye)	D4220	949		06/07/2023	64 532,00 €	BOX			
VINCENT Denis - Le Quetty	AC 697	138	429/50/18	15/12/2005	1 035,00 €	LD - P - O			
RESTAURANT LA DEMOISELLE : "La Demoiselle"	Public	800	429/10/03	20/05/2021	0,00 €	Delphine DELORME			
GEORGES Mélanie - Maison BREUCHOTTES	partie AK 496 et	402	429/40/14	06/02/2025	149 000,00 €	BELLINI			
TOTAL 426 309,00 €									
ECHANGES	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
Nom Prénom - Adresse									
CHONAVEL François : "Longuet"	AC 317 AC 661	108 64	429/54/06	02/03/2020	0,00 €				
ANCEL Patricia et DE OLIVEIRA Barata	AC 808 AC 811	4 8	429/06/32	18/12/2020	0,00 €	LD - P - O			
BERTHELOT Hervé	A 2304 A 2310	88 113	429/50/18	15/12/2005	40,00 € 60,00 €	LD - P - O			
MATHIEU Martine : "Chemin de Beaudremoine"	Public	137 4	429/12/04	22/07/2021	1 330,00 €	H - G - D			
ECHANGE NOIRGUEUX Françoise HOCQUAUX	A 458 / A 459		429/33/04	15/02/2024		LOUIS DASSE			
TOTAL 1 430,00 €									

II - PROJETS									
ACQUISITIONS PAR LA COMMUNE	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
Nom Prénom - Adresse des vendeurs									
BANON/TOUT IMMO/DANIEL GRANDEMANGE									
CHEVILLOT Daniel : "Les Vieux Prés"	B 780	5634							
POIROT Joël : "La Nolle"	D 3708p D 3710p								
SPONY Daniel : "Le Pré aux Chevreuils"	Public								
WEISS Simone : "Rouveroye"	Diverses parcelles	52130							
TISSERAND François - Le Clos de la Dame	A 1114, 2228, 2226	21556							
François VIALIS - Village de Moulin	AE 118	145			1,00 €				
François VIALIS -	AE 10, 263	10514							
BANZET Gérard	AD 641	1406							
CREUSOT François - Aux Louveaux	C 471 C 460	11 800			17700€ en attente de réponse				
CONSORTS WEISS	D1305, C1413 et D 2556								
PAVY Audrey	B885 p								
FAMILLE BERNARD parcelles boisées	B219,263, 273, 274, 932, 676, 500	33 232 m²							
FAMILLE HUBER	A882, 885, 886, 896, 907	20 930 m²			11 982, 65	LOUIS DASSE			
Pierre DUCHENE parcelle boisée	B753	3 410 m²			8 500,00 €	ONE			
Famille ETIENNE	B317, A 776, 452, 1164 et 448	11 830 m²			7 678,67 €				
PETITGENET Geneviève	D925	3 400 m²							
TOTAL					0,00 €				
CESSIONS PAR LA COMMUNE	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
Nom Prénom - Adresse des acheteurs									
CHAMPAGNE FUTUR CABINET MEDICAL	AK454, 457 et 458	2351							
Paul DUHOUX	AM 25	765							
Projet SAINTE ANNE	D3930, 1419, 2564, 3379	240 799							
VUILLEMIN Arnaud	C410	381							
SCI LAURIC : Rocher	D 1876p	500							
AFONSO Jean : "Impasse des Violettes"	Public								
GERARDIN Michel : "A l'Envers"	D 1281p	1800			50 000,00 €				
COPP Patrick	D 2683 (partie)								
SCI DU P'TIT FAIOU	AK454,457,458,461,4 (partie)	3392			84 800,00 €				
Jacques MATHIEU	D4139	environ 700							
Emilie MAUFFREY	D 1562, 1565, 1574, 2977								
CRIVISIER Adrien "LA CHAMPAGNE"	C 452	3 150 m²							
TOTAL					134 800,00 €				
ECHANGES	Section et N° de parcelle	Superficie en m²	Numéro de délibération	Date de la délibération	Montant Hors frais de notaire	Notaire	Date acte notarié	Frais de Notaire	Montant Frais de notaire inclus
Nom Prénom - Adresse									
TOTAL									

08 - Affectation du résultat 2024 - Budget général :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal conformément à l'instruction comptable M57 et sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, l'affectation du résultat de l'année 2024 du budget général.

VU l'approbation du compte financier unique du budget général.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation des résultats 2024 du budget général ainsi qu'il suit, conformément à l'instruction comptable M57 selon les modalités décrites au document annexé à la présente ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

Affectation du résultat de l'exercice 2024	
Budget Général	Euros
Fonctionnement	
Dépenses	4 366 763,45
Recettes	5 120 593,10
Résultat net de l'exercice	753 829,65
Résultat antérieur reporté (D ou R002)	1 454 450,27
Excédent / déficit (signe -) de fonctionnement à affecter	2 208 279,92
Investissement	
Dépenses	1 204 309,51
Recettes	584 268,89
Résultat net de l'exercice	- 620 040,62
Résultat antérieur reporté (D ou R001)	2 368 497,76
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	1 748 457,14
Restes à réaliser	
Restes à réaliser de dépenses	3 542 534,37
Restes à réaliser de recettes	637 678,57
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) des restes à réaliser	- 2 904 855,80
Besoin de financement global éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	- 1 156 398,66
Affectation du résultat	
Affectation du résultat en réserve de la section d'investissement (1068) du BP	1 156 398,66
Report du solde éventuel en excédent de fonctionnement (002)	1 051 881,26

09 - Subventions aux associations et organismes divers pour 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal, les subventions à attribuer aux Associations et organismes divers pour l'exercice 2025.

Certaines sont des subventions annuelles (47 638.75 €) et d'autres sont exceptionnelles (2 332.00 € dont certaines sont conditionnées : 6 000.00 €).

Il propose également de prévoir une dotation en réserve afin d'accorder d'autres subventions exceptionnelles éventuelles en cours d'année sans devoir réaliser de virement de crédits à hauteur de 10 029.25 €.

Le détail des montants proposés par la Commission « Sports / Culture / Animations / Associations » lors de sa réunion du 12 mars dernier est annexé à la présente délibération.

Monsieur le Maire met aux voix l'ensemble des subventions sauf 4 puis individuellement celles du club Grimpons, Histoire et patrimoine, Essaim Nabord et de l'OMCL.

Discussions :

Monsieur BALLAND : S'agissant de la Société de tir, il s'agit d'une opération neutre car la CCPVM nous rembourse ce même montant via les attributions de compensation.

Madame DOUCHE : Comment explique-t-on les + 8000 par rapport à 2024 ?

Monsieur BALLAND : De nouvelles associations sont aidées car des Navoiriauds sont présents dans ces associations extérieures. Les crédits scolaires ont également été augmentés. Deux bonnes nouvelles en soi.

Madame DOUCHE : C'est très bien pour les associations extérieures mais les autres ne font sans doute pas tous pareil ?

Monsieur BALLAND : Je suis 100% d'accord. J'ai d'ailleurs évoqué ce sujet avec Arnaud JEANNOT, Vice-Président de la CCPVM en charge des associations.

Malheureusement nous sommes les seuls ... Est-ce qu'on continue ? c'est une vraie question.

À noter que les associations extérieures sont particulièrement reconnaissantes de ces subventions.

Sur proposition de la Commission « Sports / Culture / Animations / Associations » du 12 mars 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de l'octroi des subventions ci-dessous aux Associations et organismes divers pour l'exercice 2025 ;
- **DIT** que ces sommes seront inscrites au budget primitif 2025 du Budget Général, sous les différents articles budgétaires prévus à cet effet ;
- **DIT aussi** qu'une dotation en réserve est inscrite au compte 65748 à hauteur de 10 029.25 € afin d'accorder d'autres subventions exceptionnelles éventuelles en cours d'année sans devoir réaliser de virement de crédits ;
- **PRECISE que**, s'agissant de l'Infernal Trail Organisation, un tiers du montant global sera conditionné à la tenue de la manifestation et un autre tiers sera conditionné à la remise en état du site (suppression des divers agrès) ;
- **PRECISE également que**, s'agissant du GESN Canoë-Kayak, une moitié du montant global sera conditionnée à la reprise des activités avec le SLEC et les services péri et extrascolaires ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS 2025		
	Subvention Exceptionnelle	Subvention de Fonctionnement	Totaux
A.A.C.D.A.P.		50,00 €	50,00 €
A.S.S.N. Football		8 820,00 €	8 820,00 €
A.V.P.R. Athlé Vosges Remiremont		810,00 €	810,00 €
Amicale du Personnel Communal	132,00 €	540,00 €	672,00 €
Association Maquis du Haut du Bois		150,00 €	150,00 €
Breuchottes & Compagnie		225,00 €	225,00 €
Un petit coin d'Herbures		225,00 €	225,00 €
Club de Scabble		230,00 €	230,00 €
Club des Chiffres et des Lettres		150,00 €	150,00 €
Club Vosgien de Remiremont & Environs		600,00 €	600,00 €
Coopérative Scolaire Breuchottes Primaire		1 268,75 €	1 268,75 €
Coopérative Scolaire Herbures Primaire		1 015,00 €	1 015,00 €
ECRS 88		720,00 €	720,00 €
Endurest Equitation	0,00 €	120,00 €	120,00 €
Fallières Sports Détente		1 200,00 €	1 200,00 €
Fitness Club Saint-Nabord		340,00 €	340,00 €
G.E.S.N. Canoë Kayak		2 000,00 €	2 000,00 €
Infernal Trail Organisation		7 500,00 €	7 500,00 €
La Boule Saint Nab		15,00 €	15,00 €
Les Amis de Saint Anne		140,00 €	140,00 €
Les Amis de la 36ème DIUS		200,00 €	200,00 €
REMIREMONT JUDO	0,00 €	750,00 €	750,00 €
S.L.E.C.		6 930,00 €	6 930,00 €
S.N.T.C. Tennis		600,00 €	600,00 €
Solidaire Vosges Tour	500,00 €	0,00 €	500,00 €
Training Club Canin		170,00 €	170,00 €
Les Navoiriauds en Fêtes			0,00 €
Société de Tir		10 000,00 €	10 000,00 €
UNC (Anciens Combattants)	300,00 €		300,00 €
Twirling Club de Remiremont	300,00 €	300,00 €	600,00 €
Orchestre d'Harmonie de Remiremont	500,00 €	500,00 €	1 000,00 €

Sur proposition de la Commission « Sports / Culture / Animations / Associations » du 12 mars 2025 et à l'unanimité, Madame VUILLEMIN et Monsieur BALLAND, intéressés à l'affaire, ne prenant pas part au vote, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de l'octroi des subventions ci-dessous aux Associations et organismes divers pour l'exercice 2025 ;
- **DIT** que ces sommes seront inscrites au budget primitif 2025 du Budget Général, sous les différents articles budgétaires prévus à cet effet ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

<u>ASSOCIATIONS</u>	<u>SUBVENTIONS 2025</u>		
	<u>Subvention Exceptionnelle</u>	<u>Subvention de Fonctionnement</u>	<u>Totaux</u>
O.M.C.L.	500,00 €	0,00 €	500,00 €

Sur proposition de la Commission « Sports / Culture / Animations / Associations » du 12 mars 2025 et à l'unanimité, Madame THIRIAT, intéressée à l'affaire, ne prenant pas part au vote, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de l'octroi des subventions ci-dessous aux Associations et organismes divers pour l'exercice 2025 ;
- **DIT** que ces sommes seront inscrites au budget primitif 2025 du Budget Général, sous les différents articles budgétaires prévus à cet effet ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

<u>ASSOCIATIONS</u>	<u>SUBVENTIONS 2025</u>		
	<u>Subvention Exceptionnelle</u>	<u>Subvention de Fonctionnement</u>	<u>Totaux</u>
Grimpons Escalade		1 400,00 €	1 400,00 €

Sur proposition de la Commission « Sports / Culture / Animations / Associations » du 12 mars 2025 et à l'unanimité, Monsieur JEANNEROT, intéressé à l'affaire, ne prenant pas part au vote, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de l'octroi des subventions ci-dessous aux Associations et organismes divers pour l'exercice 2025 ;
- **DIT** que ces sommes seront inscrites au budget primitif 2025 du Budget Général, sous les différents articles budgétaires prévus à cet effet ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

<u>ASSOCIATIONS</u>	<u>SUBVENTIONS 2025</u>		
	<u>Subvention Exceptionnelle</u>	<u>Subvention de Fonctionnement</u>	<u>Totaux</u>
Histoire et Patrimoine		520,00 €	520,00 €

Sur proposition de la Commission « Sports / Culture / Animations / Associations » du 12 mars 2025 et à l'unanimité, Monsieur BEGEL, intéressé à l'affaire, ne prenant pas part au vote, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de l'octroi des subventions ci-dessous aux Associations et organismes divers pour l'exercice 2025 ;
- **DIT** que ces sommes seront inscrites au budget primitif 2025 du Budget Général, sous les différents articles budgétaires prévus à cet effet ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

<u>ASSOCIATIONS</u>	<u>SUBVENTIONS 2025</u>		
	<u>Subvention Exceptionnelle</u>	<u>Subvention de Fonctionnement</u>	<u>Totaux</u>
Essaim Nabord	100,00 €	150,00 €	250,00 €

10 - Participation au budget du Centre Communal d'Action Sociale pour 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal la participation à attribuer au budget du Centre Communal d'Action Sociale pour 2025, à savoir 39 000,00 € (22 000,00 € en 2024 + 5 000,00 € non versés).

Discussions :

Madame REMOLATO : Cette augmentation fait notamment suite à la hausse prix et surtout le nombre des colis et de présences au repas.

Il y a aussi une marge prise pour éviter un vote complémentaire comme en 2024. On voit large.

Madame DOUCHE : Il n'y a pas de hausse du prix cette année ? cette marge semble importante.

Madame REMOLATO : Non mais entre 2023 et 2024, donc aussi en 2025 par rapport à 2023. Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires évolue, lui. Il y a également le voyage.

Oui, la marge est importante. Par exemple, a priori, le transport sera plus raisonnable que prévu.

Il est à noter que nous sommes de plus en plus sollicités également.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de l'octroi d'une participation de 39 000,00 € au budget du Centre Communal d'Action Sociale pour 2025 ;
- **DIT** que cette somme sera inscrite au compte 65736212 au budget primitif 2025 du Budget Général ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

11 - Fiscalisation ou maintien d'une participation budgétaire de la participation au SIVUIS pour 2025 :

Après avoir fait lecture du courrier de Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique pour la gestion des services d'Incendie et de Secours du Secteur de REMIREMONT (S.I.V.U.I.S.) par lequel il demande à la Commune de SAINT-NABORD de se prononcer sur le principe de la fiscalisation de la participation syndicale, jusqu'ici budgétaire, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se positionner sur cette importante question.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **S'OPPOSE** à la fiscalisation de la contribution de la Commune de SAINT-NABORD au SIVUIS pour l'année 2025 ;
- et **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

12 - Contributions syndicales année 2025 :

Monsieur le Maire rappelle la décision du Conseil Municipal du 27 mars 1992 de prendre en charge les participations aux Syndicats Intercommunaux sur les Budgets de la Commune sous forme de participations budgétaires.

Pour l'année 2025, ces participations sont les suivantes :

Syndicat Intercommunal	Participations budgétaires
	2025
S.I.V.O.M de l'Agglomération Romarimontaine :	
- Épuration (Budget Assainissement - Compte 6378)	CCPVM
- Service scolaire (Budget Communal - Compte 65561)	6 873.25
SDIS (Budget Communal - Compte 6553)	147 268.64
Syndicat Mixte pour l'Informatisation Communale dans le département des Vosges (Budget Communal - Compte 65561)	2 200.00
Syndicat Mixte pour l'assainissement non collectif (Budget Communal - Compte 65548)	CCPVM
Syndicat Intercommunal à Vocation Unique pour le Service d'Incendie et de Secours (Budget Communal - Compte 6553)	17 214.89

Sommes qui seront imputées sur les différents articles prévus aux Budgets Primitifs du Budget Général et du Budget Assainissement.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l’unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le montant des contributions susmentionnées ;
- **AUTORISE** leur prise en charge sur les budgets communaux 2025 aux budgets et comptes précités.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

13 - Contributions directes locales - Fixation des taux pour 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l’approbation des membres du Conseil Municipal, la fixation du montant des contributions directes locales pour 2025.

Comme évoqué lors du débat sur les orientations budgétaires et eu égard à la stabilité des taux intercommunaux, il est proposé au Conseil Municipal de maintenir les taux 2024.


Cette proposition est résumée dans l’état 1259 annexé.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l’unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de fixer ainsi le taux des taxes directes locales pour l'année 2025 :

Taxes	2024			2025		
	Base réelle	Taux	Produit	Base estimée	Taux envisagés	Produit estimé
Taxe d’habitation	218 092	11.08%	26 411	185 100	12.11%	22 416
Taxe foncière bâti	5 052 798	39.40%	1 990 802	5 181 000	39.40%	2 041 314
Taxe foncière non bâti	123 387	35.76%	41 123	124 500	35.76%	44 521
Total avant correction			2 061 336	Total avant correction		2 108 251
Coefficient correcteur + lissage			- 708 911	Coefficient correcteur		- 722 017
Total après correction			1 352 425	Total après correction		1 389 234

- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.



COMMUNE : 429 SAINT NABORD
ARRONDISSEMENT : 88 EPINAL
TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE REMIREMONT

N° 1259 COM (1)
TAUX
FDL
2025

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2025

Taxes	Bases d'imposition effectives 2024 1	Taux de référence 2025 2	Taux plafonds 2025 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2025 4	Produits référence (col. 4 x col. 2) 2025 5	Taux votés 2025 6	Produits attendus (col. 4 x col. 6) 2025 7
Taxe foncière bâtie (TFB)	5 052 798	39,40	110,99	5 181 000	2 041 314	39,40	2 041 314
Taxe foncière non bâties (TFNB)	123 387	35,76	116,75	124 500	44 521	35,76	44 521
Taxe d'habitation (TH)	218 092	12,11	49,11	185 100	22 416	12,11	22 416
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>
				Total	2 108 251		

Taxe	Bases d'imposition effectives 2024	Taux de référence de TH 2025	Taux de majoration applicable en 2024	Bases d'imposition prévisionnelles 2025	Produit référence (col.4 x col.2 x col.6) 2025	Taux de majoration applicable en 2025	Produit attendu (col. 4 x col. 6 x taux TH voté 2025)
Majoration de taxe d'habitation (MTHS)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	2 108 251 >>>

Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

Taxes	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10	Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle excède le taux plafond indiqué en colonne 3, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.	Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2025, cochez la case
Taxe foncière bâties (TFB)	Produit total souhaité			<input type="checkbox"/>
Taxe foncière non bâties (TFNB)				
Taxe d'habitation (TH)	2 108 251 =			
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Produit total de référence (total colonne 5)			

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2025

TVA	IFER / PYLÔNES	TASCOM	TAFNB	Allocations compensatrices	DCRTP	FNGIR	Effet du coefficient correcteur	Total
	22 644			85 579	97 126	253 281	- 722 017	- 263 387

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2025

Produits attendus des ressources à taux voté (col. 7)	+	Produits attendus des ressources indépendantes des taux votés (col. 11)	=	Total prévisionnel au titre de la fiscalité directe locale 2025
2 108 251		263 387		1 844 864

À EPINAL
Le 21 MARS 2025
Pour la Direction des Finances publiques,
NATHALIE BOREL

Le
Pour la Préfecture,

Le
Pour la Commune,

Feuillet à compléter et à retourner systématiquement à la Préfecture et au service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

Conseil municipal du 19 juin 2025 - Page 39

35

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS			2. BASES EXONÉRÉES			4. PRODUITS PRÉVISIONNELS IFR ET PYLÔNES		
Taxe foncière bâtie :			Taxe foncière bâtie :			a. Éoliennes et hydroliennes		
a. Personnes de condition modeste		1 606	a. Par le conseil municipal			b. Centrales électriques		
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte		0	b. Par la loi		350 315	c. Centrales photovoltaïques		
c. Locaux industriels		78 679	Taxe foncière non bâtie :			d. Centrales hydrauliques		
d. Logements sociaux et longue durée		0	a. Par le conseil municipal			e. Centrales géothermiques		
Taxe foncière non bâtie			b. Par la loi (terres agricoles)		20 839	f. Transformateurs électriques		
		5 294	c. Par la loi (autres)			g. Stations radioélectriques		
Taxe d'habitation :			Cotisation foncière des entreprises			h. Installations gazières et autres		
a. Dotation pour perte de THLV			a. Par le conseil municipal			i. Taxe sur les pylônes		22 644
b. Mayotte		>>>	b. Par la loi			5. RÉFORMES FISCALES		
Cotisation foncière des entreprises :			3. BASES DE TAXE D'HABITATION			a. TVA prév. (compensation TH)		>>>
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire		>>>	a. Résidences secondaires et assimilées		185 100	b. TVA prév. (comp. CVAE)		0
b. Base minimum			b. Logements vacants soumis à la THLV		>>>	c. Coefficient correcteur		0,659425
c. Locaux industriels			c. Bases dégrévées hors locaux vacants		22 199	d. Taux FB commune 2020		13,75
d. Autres allocations			d. Bases dégrévées locaux vacants			e. Taux FB département 2020		25,65
			e. Bases dégrévées majo THS					
6. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX								
6.1. TAUX PLAFONDS						6.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE		
Taxes	Taux moyens communaux de 2024 au niveau :		Taux plafonds	Taux des EPCI	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2025 (col. 13 - col. 14)	Taux moyens pondérés des taxes foncières de 2024 au niveau :		
	national	départemental	de 2025	de 2024	15	a. National		>>>
Taxe foncière bâtie (TFB)	39,74	45,82	114,55	3,56000	110,99	b. Communal		>>>
Taxe foncière non bâties (TFNB)	51,08	30,30	127,70	10,95000	116,75	Taux maximum :		
Taxe d'habitation (TH)	23,88	25,89	64,73	15,62000	49,11	a. Taux communal majoré à ne pas dépasser		>>>
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	b. Taux maximum de la majoration spéciale		>>>
6.2. DIMINUTION SANS LIEN : année antérieure à 2025 au titre de laquelle...			6.3. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH			Taux de CFE perçue en 2024 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique		
a. ...la diminution sans lien a été appliquée		>>>	a. Tx moy.75% départemental		15,44			
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés		>>>	b. Taux maximum de la majo		1,03			22,57

14 - Budget Général - Approbation du Budget Primitif 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal, le Budget Primitif communal 2024 tel que proposé par la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et pouvant se résumer ainsi :

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 6 125 488,78 € ;
- Recettes : 6 125 488,78 € ;

Section d'investissement :

- Dépenses : 6 807 918,41 € ;
- Recettes : 6 908 491,18 €.

Discussions :

Aux questions de Madame DOUCHE, il est répondu :

- La baisse du chapitre 70 entre 2024 et 2025 est justifiée par la suppression des reversements des frais de personnel des budgets annexes « eau » et « assainissement » suite à leur transfert (- 170 k€).
- Le chapitre 75 comprend les revenus du patrimoine et le reversement du budget « forêt ».
- Le chapitre 024 prévoit les ventes du Merlo, de la maison des Breuchottes et de la maison paroissiale.
- Environ 62 k€ de subventions ont été encaissés en 2024 au chapitre 13.

Madame DOUCHE : Je constate encore une augmentation pour le personnel, les charges à caractère général ...

Je l'ai déjà dit mais je déplore le montant très très important des investissements. RAR + nouveaux, nous sommes à près de 6 millions, c'est beaucoup même sans la maison de santé.

Cela m'interpelle par rapport à la situation actuelle.

Les subventions restant aléatoires. Est-ce judicieux ? A ce niveau ?

L'excédent net baisse chaque année depuis 2028.

Madame REMOLATO : Effectivement, l'autofinancement s'érode. Nous en connaissons les explications.

S'agissant des investissements, nous n'avons pas vocation à garder l'argent des administrés.

On aurait pu faire moins certes, mais tout cela me semble nécessaire.

Monsieur le Maire : La situation s'est dégradée brutalement. Les investissements ont été décidés à une époque où les choses étaient plus simples. À l'avenir, nos choix seront sans doute différents.

Madame REMOLATO : Ce budget sera en réalité un budget 2025/2026. Mais je comprends votre interrogation.

Le contexte actuel pèse en effet. Mais si on n'avait pas fait ce qui a été fait dans le passé, on ne le ferait sans doute plus aujourd'hui.

Les subventions ne seront plus ce qu'elles étaient. Je pense qu'on a bien fait d'en profiter.

Je rappelle que cela se fait à endettement quasi constant sur le mandat. 200 € par habitant au 31/12/2024 pour une moyenne nationale de strate de plus de 700.

Madame DOUCHE : Sans les économies faites pendant le mandat précédent, les choses auraient été différentes !

Madame REMOLATO : Aucun reproche dans mes propos concernant cela Patricia.

Monsieur le Maire : J'ai toujours dit que nous avons hérité d'une situation très saine de ce point de vue.

Madame DOUCHE : C'est vrai. Mais je reste sur mon propos : ce budget peut faire peur.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à la majorité (21 POUR, 4 CONTRE, Mesdames DOUCHE et THIRIAT et Messieurs NOURDIN et SEIDENGLANZ), le Conseil Municipal :

- **ADOPTÉ** le budget primitif 2025 du Budget général, qui est arrêté aux valeurs suivantes :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Dépenses	6 125 488,78 €	6 807 918,41 €
Recettes	6 125 488,78 €	6 908 491,18 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces y relatives ;
- **PRECISE** que ce budget est voté :
 - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
 - au niveau du chapitre pour les opérations non individualisées et financières ;
 - au niveau des opérations pour les opérations.

15 - Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe de l'assainissement :

Monsieur le Maire rappelle qu'à compter de l'exercice 2022, le compte financier unique remplace le compte de gestion du Trésorier Municipal et le compte administratif de l'ordonnateur.

Sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances élue Présidente de séance pour l'occasion, soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal le compte financier unique 2024 du budget annexe de l'assainissement.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire(s) de l'exercice 2024 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Considérant que Monsieur Jean-Pierre CALMELS, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2024, les finances du budget annexe de l'assainissement en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Considérant Monsieur WEISS, Directeur du Service de Gestion Comptable, a repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent sincères, régulières et suffisamment justifiées.

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances, et en l'absence de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

- **ARRETE**, hors la présence de Monsieur le Maire, comme suit les résultats des différentes sections budgétaires du budget annexe de l'assainissement ci-annexés ;
- **APPROUVE**, dès lors, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur pour l'exercice 2024 - Budget annexe de l'assainissement ;
- **DIT** que la gestion tant du receveur que de l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment pour signer le document dans l'application informatique CDG-D.

SAINT NABORD Assainissement - CFU 2024				
	résultat de clôture de l'exercice précédent	part affectée à l'investissement sur l'exercice	exercice en cours	résultat de clôture de l'exercice en cours
section d'investissement	780 003,79 €		-116 792,33 €	663 211,46 €
section de fonctionnement	60 140,01 €	0,00 €	-88 643,78 €	-28 503,77 €
TOTAL	840 143,80 €		-205 436,11 €	634 707,69 €
	dépenses	recettes	solde de l'exercice en cours	
section de fonctionnement	462 357,06 €	373 713,28 €	-88 643,78 €	
section d'investissement	590 827,10 €	474 034,77 €	-116 792,33 €	
	résultat de clôture de l'exercice en cours	R.A.R. en dépenses	R.A.R. en recettes	besoin de financement global de la section d'investissement
section d'investissement	663 211,46 €	-333 467,00 €	388 875,63 €	663 211,46 €
section de fonctionnement	-28 503,77 €			-28 503,77 €
TOTAL	634 707,69 €	-333 467,00 €	388 875,63 €	634 707,69 €

16 - Affectation du résultat 2024 et clôture définitive - Budget annexe de l'assainissement :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal conformément aux instructions comptables M49 et M57 et sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, l'affectation du résultat de l'année 2024 du budget annexe de l'assainissement, selon le tableau ci-dessous :

VU l'approbation du compte financier unique du budget annexe de l'assainissement.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation des résultats 2024 du budget annexe de l'assainissement ainsi qu'il suit, conformément à l'instruction comptable M49 selon les modalités décrites au document annexé à la présente ;
- **APPROUVE** la clôture définitive de ce budget annexe au 31 décembre 2024 suite à son transfert à la Communauté de Communes de la Porte de Vosges Méridionales ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

Affectation du résultat de l'exercice 2024	
<i>Budget Assainissement</i>	Euros
Fonctionnement	
Dépenses	462 357,06
Recettes	373 713,28
Résultat net de l'exercice	- 88 643,78
Résultat antérieur reporté (D ou R002)	60 140,01
Excédent/déficit (signe -) de fonctionnement à affecter	- 28 503,77
Investissement	
Dépenses	590 827,10
Recettes	474 034,77
Résultat net de l'exercice	- 116 792,33
Résultat antérieur reporté (D ou R001)	780 003,79
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	663 211,46
Restes à réaliser	
Restes à réaliser de dépenses	
Restes à réaliser de recettes	
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) des restes à réaliser	
Besoin de financement global éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	663 211,46
Affectation du résultat	
Affectation du résultat en réserve de la section d'investissement (1068) du BP	-
Report du solde éventuel en excédent de fonctionnement (002)	- 28 503,77

À noter que les Restes À Réaliser ont été neutralisés car ils seront repris directement par la CCPVM.

17 - Service intercommunal de l'assainissement - Contribution de la commune à l'évacuation des eaux pluviales - Exercice 2025 :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que chaque année le budget communal reversait au budget annexe « assainissement » une contribution relative à l'évacuation des eaux pluviales que ce dernier budget supportait indûment.

Son montant était calculé sur la base de la circulaire n°78-545 du 12 décembre 1978 (en l'espèce 40% des dépenses dites d'équipement, comptes 66 et 68, et 30% des dépenses d'exploitation, comptes 60, 61, 62, 63 et 65, soit la position moyenne).

Pour mémoire en 2024, son montant était de 111 247,01 € HT, soit 122 371,71 € TTC (10% de TVA).

Le transfert de la compétence en matière d'assainissement n'impacte pas ce mécanisme si ce n'est que la CCPVM a dû adapter son mode de calcul aux différentes situations rencontrées dans les 10 Communes.

Par délibération n° 10/25 du 04 février 2025, le Conseil Communautaire a ainsi fixé les nouvelles contributions comme suit :

Collectivité	Longueur réseaux unitaire (km)	Population	Réseaux 80% / Population 20%		
			Prorata réseaux	Prorata population	TOTAL contribution
			70%	30%	100%
Eloyes	8,28	3 300	31 696 €	8 711 €	40 406 €
Saint-Etienne-lès-Remiremont	6,09	3 842	23 317 €	17 660 €	40 977 €
Remiremont	18,00	7 691	68 918 €	35 352 €	104 271 €
Saint-Amé	8,25	2 149	31 588 €	9 878 €	41 466 €
Vecoux	0,66	865	2 527 €	3 976 €	6 503 €
Saint-Nabord	15,00	4 023	57 432 €	18 492 €	75 924 €
Dommartin-lès-Remiremont					
Plombières-les-Bains	6,35	1 641	24 313 €	7 543 €	31 856 €
Girmont-Val-d'Ajol					
Val-d'Ajol	10,10	3 857	38 671 €	17 729 €	56 400 €
TOTAL	73	25 963	278 462 €	119 341 €	397 803 €

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal d'entériner cette proposition de fixer le montant de la contribution communale à l'évacuation des eaux pluviales pour l'année 2025 à la somme de 75 924 € HT, soit 83 516.40 € TTC (10% de TVA).

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le mode de calcul de la contribution à l'évacuation des eaux pluviales 2025 et le montant qui en découle tel arrêté par la délibération précitée du Conseil Communautaire, à savoir : 75 924 € HT, soit 83 516.40 € TTC (10% de TVA) ;
- **DIT** que cette somme sera imputée à l'article 60611 "eau et assainissement" du Budget Général 2025 (en TTC) ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour la réalisation comptable de ces opérations et d'une manière générale pour faire une pleine application de la présente délibération.

18 - Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe de l'eau potable :

Monsieur le Maire rappelle qu'à compter de l'exercice 2022, le compte financier unique remplace le compte de gestion du Trésorier Municipal et le compte administratif de l'ordonnateur.

Sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances élue Présidente de séance pour l'occasion, soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal le compte financier unique 2024 du budget annexe de l'eau potable.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire(s) de l'exercice 2024 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Considérant que Monsieur Jean-Pierre CALMELS, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2024, les finances du budget annexe de l'assainissement en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Considérant Monsieur WEISS, Directeur du Service de Gestion Comptable, a repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent sincères, régulières et suffisamment justifiées.

Discussions :

Madame DOUCHE : Il s'agit d'une simple remarque. Si le transfert de compétence n'avait pas été anticipé, cela nous aurait laissé pas mal d'opportunité d'utiliser cet argent sur 2026. Dommage.

Madame REMOLATO : C'est évident. Surtout que, depuis, l'obligation de transfert a même disparu. Nous n'étions pas pour mais la majorité qualifiée des communes était d'accord ...

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances, et en l'absence de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

- **ARRETE**, hors la présence de Monsieur le Maire, comme suit les résultats des différentes sections budgétaires du budget annexe de l'eau potable ci-annexés ;
- **APPROUVE**, dès lors, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur pour l'exercice 2024 - Budget annexe de l'eau potable ;
- **DIT** que la gestion tant du receveur que de l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment pour signer le document dans l'application informatique CDG-D.

SAINT NABORD Eau - CFU 2024				
	résultat de clôture de l'exercice précédent	part affectée à l'investissement sur l'exercice	exercice en cours	résultat de clôture de l'exercice en cours
section d'investissement	562 189,89 €		-223 417,31 €	338 772,58 €
section de fonctionnement	592 808,40 €	0,00 €	12 586,61 €	605 395,01 €
TOTAL	1 154 998,29 €		-210 830,70 €	944 167,59 €
	dépenses	recettes	solde de l'exercice en cours	
section de fonctionnement	553 076,85 €	565 663,46 €	12 586,61 €	
section d'investissement	808 560,20 €	585 142,89 €	-223 417,31 €	
	résultat de clôture de l'exercice en cours	R.A.R. en dépenses	R.A.R. en recettes	besoin de financement global de la section d'investissement
section d'investissement	338 772,58 €	-966 739,46 €	792 545,00 €	164 578,12 €
section de fonctionnement	605 395,01 €			605 395,01 €
TOTAL	944 167,59 €	-966 739,46 €	792 545,00 €	769 973,13 €

19 - Affectation du résultat 2024 et clôture définitive - Budget annexe service de l'eau potable :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal conformément à l'instruction comptable M49 et sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, l'affectation du résultat de l'année 2024 du budget annexe de l'eau potable.

VU l'approbation du compte financier unique du budget annexe de l'eau potable.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation des résultats 2024 du budget annexe de l'eau potable ainsi qu'il suit, conformément à l'instruction comptable M49 selon les modalités décrites au document annexé à la présente ;
- **APPROUVE** la clôture définitive de ce budget annexe au 31 décembre 2024 suite à son transfert à la Communauté de Communes de la Porte de Vosges Méridionales ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

Affectation du résultat de l'exercice 2024	
Budget Eau	Euros
Fonctionnement	
Dépenses	553 076,85
Recettes	565 663,46
Résultat net de l'exercice	12 586,61
Résultat antérieur reporté (D ou R002)	592 808,40
Excédent/déficit (signe -) de fonctionnement à affecter	605 395,01
Investissement	
Dépenses	808 560,20
Recettes	585 142,89
Résultat net de l'exercice	- 223 417,31
Résultat antérieur reporté (D ou R001)	562 189,89
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	338 772,58
Restes à réaliser	
Restes à réaliser de dépenses	
Restes à réaliser de recettes	
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) des restes à réaliser	
Besoin de financement global éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	338 772,58
Affectation du résultat	
Affectation du résultat en réserve de la section d'investissement (1068) du BP	-
Report du solde éventuel en excédent de fonctionnement (002)	605 395,01

À noter que les Restes À Réaliser ont été neutralisés car ils seront repris directement par la CCPVM.

20 - Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe service de la Forêt :

Monsieur le Maire rappelle qu'à compter de l'exercice 2022, le compte financier unique remplace le compte de gestion du Trésorier Municipal et le compte administratif de l'ordonnateur.

Sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances élue Présidente de séance pour l'occasion, soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal le compte financier unique 2024 du budget annexe du service de la Forêt.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire(s) de l'exercice 2024 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Considérant que Monsieur Jean-Pierre CALMELS, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2024, les finances du budget annexe de l'assainissement en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Considérant Monsieur WEISS, Directeur du Service de Gestion Comptable, a repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent sincères, régulières et suffisamment justifiées.

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances, et en l'absence de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

- **ARRETE**, hors la présence de Monsieur le Maire, comme suit les résultats des différentes sections budgétaires du budget annexe du service de la Forêt ci-annexés ;
- **APPROUVE**, dès lors, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur pour l'exercice 2024 - Budget annexe du service de la Forêt ;

- **DIT** que la gestion tant du receveur que de l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment pour signer le document dans l'application informatique CDG-D.

SAINT NABORD Forêt - CFU 2024				
	résultat de clôture de l'exercice précédent	part affectée à l'investissement sur l'exercice	exercice en cours	résultat de clôture de l'exercice en cours
section d'investissement	30 650,07 €		-11 625,98 €	19 024,09 €
section de fonctionnement	222 182,39 €	0,00 €	-94 437,42 €	127 744,97 €
TOTAL	252 832,46 €		-106 063,40 €	146 769,06 €
	dépenses	recettes	solde de l'exercice en cours	
section de fonctionnement	219 739,10 €	125 301,68 €	-94 437,42 €	
section d'investissement	11 936,98 €	311,00 €	-11 625,98 €	
	résultat de clôture de l'exercice en cours	R.A.R. en dépenses	R.A.R. en recettes	besoin de financement global de la section d'investissement
section d'investissement	19 024,09 €	-12 993,02 €	0,00 €	6 031,07 €
section de fonctionnement	127 744,97 €			127 744,97 €
TOTAL	146 769,06 €	-12 993,02 €	0,00 €	133 776,04 €

21 - Affectation du résultat 2024 - Budget annexe service de la forêt :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal conformément à l'instruction comptable M57 et sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, l'affectation du résultat de l'année 2024 du budget annexe de la forêt.

VU l'approbation du compte financier unique du budget annexe de la forêt.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation des résultats 2024 du budget annexe de la forêt ainsi qu'il suit, conformément à l'instruction comptable M57 selon les modalités décrites au document annexé à la présente ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

Affectation du résultat de l'exercice 2024	
Budget Forêt	Euros
Fonctionnement	
Dépenses	219 739,10
Recettes	125 301,68
Résultat net de l'exercice	- 94 437,42
Résultat antérieur reporté (D ou R002)	222 182,39
Excédent/déficit (signe -) de fonctionnement à affecter	127 744,97
Investissement	
Dépenses	11 936,98
Recettes	311,00
Résultat net de l'exercice	- 11 625,98
Résultat antérieur reporté (D ou R001)	30 650,07
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	19 024,09
Restes à réaliser	
Restes à réaliser de dépenses	12 993,02
Restes à réaliser de recettes	-
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) des restes à réaliser	- 12 993,02
Besoin de financement global éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	6 031,07
Affectation du résultat	
Affectation du résultat en réserve de la section d'investissement (1068) du BP	-
Report du solde éventuel en excédent de fonctionnement (002)	127 744,97

22 - Budget annexe service de la forêt - Approbation du Budget Primitif 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal, le Budget Primitif annexe du Service de la forêt 2025 tel que proposé par la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et pouvant se résumer ainsi :

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 287 754,97 € ;
- Recettes : 287 754,97 € ;

Section d'investissement :

- Dépenses : 42 993,02 € ;
- Recettes : 42 993,02 €.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ADOPTE le budget primitif 2025 du Budget annexe du Service de la forêt, qui est arrêté aux valeurs suivantes :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Dépenses	287 754,97 €	42 993,02 €
Recettes	287 754,97 €	42 993,02 €

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces y relatives ;
- PRECISE que ce budget est voté :
 - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
 - au niveau du chapitre pour les opérations non individualisées et financières ;
 - au niveau des opérations pour les opérations ;
- DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

23 - Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe service de la chaufferie bois :

Monsieur le Maire rappelle qu'à compter de l'exercice 2022, le compte financier unique remplace le compte de gestion du Trésorier Municipal et le compte administratif de l'ordonnateur.

Sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances élue Présidente de séance pour l'occasion, soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal le compte financier unique 2024 du budget annexe de la chaufferie bois.

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire(s) de l'exercice 2024 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Considérant que Monsieur Jean-Pierre CALMELS, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2024, les finances du budget annexe de l'assainissement en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Considérant Monsieur WEISS, Directeur du Service de Gestion Comptable, a repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent sincères, régulières et suffisamment justifiées.

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances, et en l'absence de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

- **ARRETE**, hors la présence de Monsieur le Maire, comme suit les résultats des différentes sections budgétaires du budget annexe de la chaufferie bois ci-annexés ;
- **APPROUVE**, dès lors, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur pour l'exercice 2024 - Budget annexe de la chaufferie bois ;
- **DIT** que la gestion tant du receveur que de l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment pour signer le document dans l'application informatique CDG-D.

SAINT NABORD CHAUFFERIE - CFU 2024				
	résultat de clôture de l'exercice précédent	part affectée à l'investissement sur l'exercice	exercice en cours	résultat de clôture de l'exercice en cours
section d'investissement	-10 155,17 €		3 600,00 €	-6 555,17 €
section de fonctionnement	32 952,64 €	13 755,17 €	26 313,61 €	45 511,08 €
TOTAL	22 797,47 €		29 913,61 €	38 955,91 €
	dépenses	recettes	solde de l'exercice en cours	
section de fonctionnement	164 443,99 €	190 757,60 €	26 313,61 €	
section d'investissement	51 924,34 €	55 524,34 €	3 600,00 €	
	résultat de clôture de l'exercice en cours	R.A.R. en dépenses	R.A.R. en recettes	besoin de financement global de la section d'investissement
section d'investissement	-6 555,17 €	-94 500,00 €	90 723,21 €	-10 331,96 €
section de fonctionnement	45 511,08 €			45 511,08 €
TOTAL	38 955,91 €	-94 500,00 €	90 723,21 €	35 179,12 €

24 - Affectation du résultat 2024 - Budget annexe service de la chaufferie bois :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal conformément à l'instruction comptable M4 et sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, l'affectation du résultat de l'année 2024 du budget annexe de la chaufferie bois.

VU l'approbation du compte financier unique du budget annexe de la chaufferie bois.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation des résultats 2024 du budget annexe de la chaufferie bois ainsi qu'il suit, conformément à l'instruction comptable M4 selon les modalités décrites au document annexé à la présente ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

Affectation du résultat de l'exercice 2024	
Budget Chaufferie	Euros
Fonctionnement	
Dépenses	164 443,99
Recettes	190 757,60
Résultat net de l'exercice	26 313,61
Résultat antérieur reporté (D ou R002)	19 197,47
Excédent / déficit (signe -) de fonctionnement à affecter	45 511,08
Investissement	
Dépenses	51 924,34
Recettes	55 524,34
Résultat net de l'exercice	3 600,00
Résultat antérieur reporté (D ou R001)	- 10 155,17
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	- 6 555,17
Restes à réaliser	
Restes à réaliser de dépenses	94 500,00
Restes à réaliser de recettes	90 723,21
Besoin de financement éventuel (si négatif, à défaut excédent) des restes à réaliser	- 3 776,79
Besoin de financement global éventuel (si négatif, à défaut excédent) de la section d'investissement	- 10 331,96
Affectation du résultat	
Affectation du résultat en réserve de la section d'investissement (1068) du BP	10 331,96
Report du solde éventuel en excédent de fonctionnement (002)	35 179,12

25 - Budget annexe service de la chaufferie bois - Approbation du Budget Primitif 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal, le Budget Primitif annexe du Service de la chaufferie bois 2025 tel que proposé par la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et pouvant se résumer ainsi :

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 216 179,93 € ;
- Recettes : 216 179,93 € ;

Section d'investissement :

- Dépenses : 153 755,17 € ;
- Recettes : 153 755,17 €.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ADOPTÉ** le budget primitif 2025 du Budget annexe de la chaufferie bois, qui est arrêté aux valeurs suivantes :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Dépenses	216 179,93 €	153 755,17 €
Recettes	216 179,93 €	153 755,17 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces y relatives ;
- **PRECISE** que ce budget est voté :
 - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
 - au niveau du chapitre pour les opérations non individualisées et financières ;
 - au niveau des opérations pour les opérations ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

26 - Compte Financier Unique 2024 - Budget annexe du « Lotissement de Rouveroye » :

Monsieur le Maire rappelle qu'à compter de l'exercice 2022, le compte financier unique remplace le compte de gestion du Trésorier Municipal et le compte administratif de l'ordonnateur.

Sur proposition de la Commission des Finances du 07 avril 2025, Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances élue Présidente de séance pour l'occasion, soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal le compte financier unique 2024 du budget annexe du « Lotissement de Rouveroye ».

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire(s) de l'exercice 2024 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Considérant que Monsieur Jean-Pierre CALMELS, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2024, les finances du budget annexe de l'assainissement en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

Considérant Monsieur WEISS, Directeur du Service de Gestion Comptable, a repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il leur a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent sincères, régulières et suffisamment justifiées.

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame REMOLATO, Maire-Adjointe en charge des Finances, et en l'absence de Monsieur le Maire, à l'unanimité :

- **ARRETE**, hors la présence de Monsieur le Maire, comme suit les résultats des différentes sections budgétaires du budget annexe du « Lotissement de Rouveroye » ci-annexés ;
- **APPROUVE**, dès lors, le compte financier unique dressé par le receveur et l'ordonnateur pour l'exercice 2024 - Budget annexe du « Lotissement de Rouveroye » ;
- **DIT** que la gestion tant du receveur que de l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération et notamment pour signer le document dans l'application informatique CDG-D.

SAINT NABORD Lot Rouveroye - CFU 2024				
	résultat de clôture de l'exercice précédent	part affectée à l'investissement sur l'exercice	exercice en cours	résultat de clôture de l'exercice en cours
section d'investissement	-179 863,08 €		54 585,79 €	-125 277,29 €
section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	62 118,27 €	62 118,27 €
TOTAL	-179 863,08 €		116 704,06 €	-63 159,02 €
	dépenses	recettes	solde de l'exercice en cours	
section de fonctionnement	412 229,75 €	474 348,02 €	62 118,27 €	
section d'investissement	318 312,29 €	372 898,08 €	54 585,79 €	
	résultat de clôture de l'exercice en cours	R.A.R. en dépenses	R.A.R. en recettes	besoin de financement global de la section d'investissement
section d'investissement	-125 277,29 €			-125 277,29 €
section de fonctionnement	62 118,27 €			62 118,27 €
TOTAL	-63 159,02 €	0,00 €	0,00 €	-63 159,02 €

27 - Budget annexe du « Lotissement de Rouveroye » - Approbation du Budget Primitif 2025 :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des membres du Conseil Municipal, le Budget Primitif annexe du Service du « Lotissement de Rouveroye » 2025 tel que proposé par la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et pouvant se résumer ainsi :

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 450 457.38 € ;
- Recettes : 450 457.38 € ;

Section d'investissement :

- Dépenses : 329 965.13 € ;
- Recettes : 329 965.13 €.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ADOpte** le budget primitif 2025 du Budget annexe du « Lotissement de Rouveroye », qui est arrêté aux valeurs suivantes :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Dépenses	450 457.38 €	329 965.13 €
Recettes	450 457.38 €	329 965.13 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces y relatives ;
- **PRECISE** que ce budget est voté :
 - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
 - au niveau du chapitre pour les opérations non individualisées et financières ;
 - au niveau des opérations pour les opérations ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

28 - Transfert des excédents des budgets annexes « Assainissement » et « Eau potable » :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 429/39/08 du 19 décembre 2024 relative au transfert des compétences « eau et assainissement » à la CCPVM au 1^{er} janvier 2025 - Transfert des excédents par laquelle il avait approuvé le principe du transfert à la CCPVM des excédents :

- Excédent de fonctionnement du budget annexe « Eau potable » : 100%,
- Excédent d'investissement du budget annexe « Eau potable » : 100%,
- Excédent de fonctionnement du budget annexe « Assainissement » : 100%,
- Excédent d'investissement du budget annexe « Assainissement » : 100%.

Il poursuit en mentionnant que cet accord était donné sous la stricte réserve de réciprocité des 9 autres Communes et que, le cas échéant, le budget général conservera notamment par la constitution de provisions, les crédits nécessaires à solder l'ensemble des dépenses et des recettes restant à réaliser et non transférées.

Par délibération en date du 10 avril 2025, la CCPVM a appelé au reversement des sommes ci-dessous :

	AEP		ASSAINISSEMENT	
	Exploitation	Investissement	Exploitation	Investissement
DOMMARTIN	70 438,85 €	256 096,85 €	159 333,72 €	102 887,03 €
ELOYES	376 737,02 €	798 660,22 €	71 378,94 €	1 006 122,75 €
GIRMONT	7 487,87 €	56 544,38 €	0,00 €	0,00 €
LE VAL D AJOL	332 371,03 €	-107 174,10 €	171 695,77 €	170 174,72 €
PLOMBIERES	333 869,12 €	187 034,02 €	86 686,46 €	70 197,93 €
REMIREMONT	168 146,69 €	62 179,18 €	87 269,99 €	494 400,47 €
SAINT AME	148 300,10 €	137 368,51 €	235 475,67 €	239 581,25 €
ST ETIENNE	248 400,12 €	144 490,58 €	144 770,40 €	41 350,17 €
ST NABORD	605 395,01 €	338 772,58 €	-28 503,77 €	663 211,46 €
VECOUX	52 497,98 €	158 184,62 €	-29 406,40 €	65 331,40 €
SIVOM	0,00 €	0,00 €	44 025,22 €	442 205,45 €
TOTAL DES EXCEDENTS	2 343 643,78 €	2 032 156,84 €	942 726,00 €	3 295 462,63 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de confirmer sa décision du 19 décembre 2024 et de fixer comme suit l'échelonnement des paiements :

- 1^{er} mai 2025 : 90% des sommes précitées ;
- 1^{er} décembre 2025 : le solde des sommes précitées ajusté des dépenses et des recettes restant à réaliser sur 2025 et non transférées à la CCPVM.

Discussions :

Madame DOUCHE : Il y avait un échelonnement proposé pour le versement ?

Madame REMOLATO : Oui, en trois fois, en cas de problème de trésorerie. DOMMARTIN devrait être concernée.

Monsieur le Maire : Sachant que la CCPVM manque de liquidité depuis le début de l'année, nous proposons un versement 90/10. Des entreprises attendent leur argent.

Madame REMOLATO : En effet, il faut se rappeler que la CCPVM avance de l'argent depuis juin 2024.

Madame DOUCHE : Nous sommes un gros contributeur. Pourquoi dès le mois de mai ?

Madame REMOLATO : Conserver ces sommes ne nous rapporterait rien et cela va aider la CCPVM.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le principe du transfert à la CCPVM des excédents :
 - Excédent de fonctionnement du budget annexe « Eau potable » : 100%, à savoir 605 395,01 € ;
 - Excédent d'investissement du budget annexe « Eau potable » : 100%, à savoir 338 772,58 € ;
 - Excédent de fonctionnement du budget annexe « Assainissement » : 100%, à savoir -28 503,77 € ;
 - Excédent d'investissement du budget annexe « Assainissement » : 100%, à savoir 663 211,46 € ;
- **DIT** que les versements s'échelonnent comme suit :
 - 90% des montés précités au 1^{er} mai 2025,
 - le solde des sommes précitées ajusté des dépenses et des recettes restant à réaliser sur 2025 et non transférées à la CCPVM au 1^{er} décembre 2025 ;
- **DONNE pouvoir** à Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement à son représentant dans l'ordre du tableau, pour faire la pleine application de la présente délibération et l'**AUTORISE** à signer toutes pièces y relatives.

29 - Autorisations d'engagement en fonctionnement - État des lieux et renouvellements :

Après avoir évoqué une des limites de sa délégation générale en matière de marchés publics, à savoir l'inscription budgétaire des crédits nécessaires à la dépense, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de recourir à la technique des « autorisations d'engagement » (en application des article L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales) afin d'éviter au Conseil Municipal d'être obligé de délibérer pour le lancement puis l'attribution de chaque marché dont la durée dépasse le strict cadre budgétaire annuel, et ce, quel que soit son montant.

Dans le cadre de ce dispositif, les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Chaque autorisation d'engagement comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes (L'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement).

Comme les « autorisations de programme », leur pendant en investissement, la situation des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents donne lieu à un état joint aux documents budgétaires.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de prévoir les autorisations d'engagement nécessaires selon l'annexe jointe.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la création ou la modification des autorisations d'engagement suivantes :

<u>Numéro</u>	<u>Libellé</u>	<u>Montant total initial</u>	<u>Durée prévisionnelle</u>
Budget communal (en € TTC)			
02/2025	Maintenance annuelle de l'ascenseur	10 000.00	2026-2029
03/2025	Nettoyage des vitres : (mairie, CSC, écoles)	24 000.00	2025-2028
04/2025	Vérification installations électriques annuelle + portes + gradins CSC	19 500.00	2025-2027
05/2025	Téléphones fixes et internet	64 500.00	2025-2030
06/2025	Maintenance matériel impression & reprographie	34 500.00	2025-2030
07/2025	Flotte de portables (appareil + abonnements)	49 500.00	2025-2030
08/2025	Entretien dispositifs de lutte contre l'incendie	25 000.00	2026-2029
09/2025	Déneigement circuit « centre »	40 000.00	2026-2028

- **S'ENGAGE** à prévoir les crédits de paiement suivants :

<u>Numéro</u>	<u>Article</u>	<u>2025</u>	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>	<u>2029</u>	<u>Total</u>
Budget communal (en € TTC)							
02/2025	611	2 000.00	2 000.00	2 000.00	2 000.00	2 000.00	10 000.00
03/2025	6283	6 000.00	6 000.00	6 000.00	6 000.00	-	24 000.00
04/2025	611	6 000.00	6 500.00	7 000.00	-	-	19 500.00
05/2025	6262	9 500.00	10 000.00	10 500.00	11 000.00	11 500.00	64 500.00 (+ 12 000.00 en 2030)
06/2025	6156	2 500.00	5 000.00	5 500.00	6 000.00	6 500.00	34 500.00 (+ 7 000.00 en 2030)
07/2025	6262	7 000.00	7 500.00	8 000.00	8 500.00	9 000.00	49 500.00 (+ 9 500.00 en 2030)
08/2025	6156	5 000.00	5 000.00	5 000.00	5 000.00	5 000.00	25 000.00
09/2025	611	10 000.00	10 000.00	10 000.00	10 000.00	-	40 000.00

- **DIT** qu'il devra être consulté si l'enveloppe total de l'autorisation ou le crédit annuel de paiement est dépassée ;
- **VALIDE** les engagements pluriannuels précédemment contractés ;

- **PREND ACTE** qu'il autorise ainsi Monsieur le Maire à engager contractuellement la Commune (du lancement jusqu'à la conclusion et l'exécution des marchés et des avenants) sur une durée dépassant le cadre annuel et ce même si le seuil des 221 000.00 € HT fixés pour sa délégation permanente est dépassé et **AUTORISE** ce dernier, ou en cas d'empêchement à son représentant dans l'ordre du tableau, à prendre et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS DE LA COMMUNE EN 2024 - AUTORISATIONS NÉCESSAIRES SUR 2025 ET S.

Le vote de ces autorisations permettrait au Maire de réaliser (du lancement jusqu'à la conclusion) les marchés correspondant même s'ils dépassent les 221 000.00 € HT fixés pour sa délégation permanente.

Années Marchés	2025	2026	2027	2028	2029	2030		Total (existantes ou à autoriser)
Budget Général (en € TTC)								
Maintenance annuelle de l'ascenseur	2 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €	-	-	10 000.00 €
Nettoyage des vitres : (mairie, CSC, écoles)	6 000.00 €	6 000.00 €	6 000.00 €	6 000.00 €	-	-	-	24 000.00 €
Entretien des espaces verts communaux	100 000.00	110 000.00	120 000.00	-	-	-	-	330 000.00 €
Vérification installations électriques annuelle + portes + gradins CSC	6 000.00 €	6 500.00 €	7 000.00 €	-	-	-	-	19 500.00 €
Vérification annuelle des aires de jeux & installations sportives	1 500.00 €	1 750.00 €	2 000.00 €	-	-	-	-	5 250.00 €
Restauration scolaire - Fourniture de repas	155 000.00 €	160 000.00 €	105 000.00 €	-	-	-	-	420 000.00 €
Téléphones fixes et internet	9 500.00 €	10 000.00 €	10 500.00 €	11 000.00 €	11 500.00 €	12 000.00 €+	-	64 500.00 €
Maintenance matériel impression & reprog.	2 500.00 €	5 000.00 €	5 500.00 €	6 000.00 €	6 500.00 €	7 000.00 €	-	34 500.00 €
Flotte de portables (appareil + abonnements)	7 000.00 €	7 500.00 €	8 000.00	8 500.00 €	9 000.00 €	9 500.00 €	-	49 500.00 €
Déneigement, ... des voiries communales	16 500.00 €	17 000.00 €	-	-	-	-	-	33 500.00 €
Fauchage accotements voiries communales	18 000.00 €	19 000.00 €	20 000.00 €	-	-	-	-	57 000.00 €

Années Marchés	2025	2026	2027	2028	2029	2030		Total (existantes ou à autoriser)
Budget Général (en € TTC)								
Installations chauffage hors chaufferie	40 000.00 €	40 000.00 €	40 000.00 €	-	-	-	-	120 000.00 €
Suivi Installations chauffage sf Chaufferie	1 200.00 €	1 200.00 €	1 200.00 €	-	-	-	-	3 600.00 €
Assurances	96 000.00 €	98 000.00 €	100 000.00 €	102 000.00 €	-	-	-	396 000.00 €
Maintenance des cloches de l'église	300.00 €	300.00 €	300.00 €	-	-	-	-	900.00 €
Suivi des contrats d'assurance	2 500.00 €	2 550.00 €	2 600.00 €	2 650.00 €-	-	-	-	10 300.00 €
Fourrière automobile	1 500.00 €	1 500.00 €	-	-	-	-	-	3 000.00 €
Entretien dispositifs de lutte contre l'incendie	5 000.00 €	5 000.00 €	5 000.00 €	5 000.00 €	5 000.00 €			25 000.00 €
Entretien matériels diverses cuisines	2 500.00 €	2 600.00 €	2 700.00 €	-	-	-	-	7 800.00 €
Logiciels métier	15 000.00 €	16 000.00 €	17 000.00 €	-	-	-	-	48 000.00 €
Déneigement circuit « centre »	10 000.00 €	10 000.00 €	10 000.00 €	10 000.00 €	-	-	-	40 000.00 €
Nettoyage grilles HRI et curage réseaux	14 500.00 €	15 000.00 €	15 500.00 €	-	-	-	-	45 000.00 €
Budget Annexe Chaufferie Bois (en € HT)								
Installations de chauffage : chaufferie	150 000.00 €	150 000.00 €	150 000.00 €	-	-	-	-	300 000.00 €
Suivi - Installations de chauffage - Chaufferie :	2 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €	-	-	-	-	6 000.00 €

Marchés en cours :

Information quant à l'existant

Marchés à intervenir :

Autorisation

30 - Budgets primitifs 2024 - Constat de transferts de budgets à budgets :

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de constater l'ensemble des transferts (hors contribution au pluvial) de budgets à budgets votés à l'occasion de l'adoption des budgets primitifs pour 2025, à savoir :

Budget « Forêt »		Vers	Budget général			
Compte	Montant net		Compte	Montant HT	TVA	Montant TTC
63512	18 293.88		70872	-	-	18 293.88
6522	100 000.00		75821	-	-	100 000.00

Reversements des taxes foncières et de l'excédent.

Budget « Chaufferie bois »		Vers	Budget général			
Compte	Montant net		Compte	Montant HT	TVA	Montant TTC
6215	1 450.91		70841	-	-	1 450.91

Participation aux charges de personnel.

Sur proposition de la Commission « Finances » du 07 avril 2025 et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **CONSTATE** l'ensemble des transferts de budgets à budgets votés à l'occasion de l'adoption des budgets primitifs pour 2025 et tels que rappelés ci-dessus ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets primitifs 2025 ;
- **DONNE pouvoir** au Maire pour faire la pleine application de la présente délibération.

31 - Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Modification :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'État ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu Décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 429/37/29 du 23 novembre 2017 instaurant le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) au sein du personnel communal ;
Vu la délibération n° 429/53/35 du 05 décembre 2019 - Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Modification ;
Vu la délibération n° 429/10/09 du 20 mai 2021 - Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Modification ;
Vu la délibération n° 429/10/09 du 19 décembre 2024 - Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Modification ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial communal en date du 22/04/2025 relatif à la modification du régime indemnitaire (RIFSEEP) ;

Monsieur le Maire propose d'amender le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel (RIFSEEP) adopté par délibération n° 429/37/29 du 23 novembre 2017 et modifié par les délibérations n° 429/53/35 du 05 décembre 2019, n° 429/10/09 du 20 mai 2021 et n° 429/28/11 du 25 mai 2023.

Il l'informe ensuite que les transformations de postes à la direction des services périscolaires précédemment actées rendent nécessaire l'adaptation des cadres d'emplois et agents bénéficiaires (ajout des adjoints d'animation).

Pour mémoire, le RIFSEEP a été instauré par l'article 3 du décret par le Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et mis en œuvre au sein du personnel communal de SAINT-NABORD par les délibérations précitées.

Le RIFSEEP est composé de deux parts :

- L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle (70% du montant total du Régime indemnitaire depuis 2020),
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent (30% du montant total du Régime indemnitaire depuis 2020)

Discussions :

Madame DOUCHE : Quel a été l'avis du CST ?

Monsieur le Maire : Positif, comme vous vous en doutez.

Madame DOUCHE : A combien est estimé le surcoût ?

Madame REMOLATO : Environ 60 k€ chargés

Madame DOUCHE : Le fonctionnement reste le même, notamment concernant les entretiens professionnels ?

Monsieur le Maire : Oui. La meilleure reconnaissance du travail a été appréciée.

Madame REMOLATO : Cela va nous permettre de surmonter pour un temps nos difficultés de recrutement.

Madame DOUCHE : Le minimum par agent a bien été fixé à 50 € ?

Madame REMOLATO : Oui, chaque agent à temps plein touchera au moins 50 € nets mensuels en plus.

A la question de Madame DOUCHE, il est répondu qu'au maximum la hausse serait de 180%.

Sur proposition de Monsieur le Maire et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **INSTAURE** l'IFSE et le CIA dans les conditions indiquées ci-dessous, à compter du 01/06/2025 ;
- **DIT** que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire à mettre en œuvre le dispositif arrêté et notamment la cotation des postes, l'évaluation des agents et le versement individuel des deux parts du RIFSEEP.

Rappel :

- Depuis le 1^{er} janvier 2018, le RIFSEEP vient se substituer à toutes les primes du régime indemnitaire actuel (IFTS, IEM, IAT, ISS, ...) sauf pour les filières n'ayant pas d'équivalence dans la FPE : police municipale, gardes champêtres, sapeurs-pompiers professionnels (qui conservent leur RI actuel).
- Le RIFSEEP est cumulable avec les éléments « fixes » de rémunération : TBI, SFT, NBI, IR et les primes collectives relevant des avantages collectivement acquis, les dispositifs d'intéressement collectifs (Exemple : Prime d'assiduité), les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, les astreintes et les heures supplémentaires.

Article 1 : Composition du RIFSEEP :

Le RIFSEEP comprend deux parts qui peuvent être cumulatives mais différent dans leur objet :

- L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle, (60% du montant total du Régime indemnitaire),
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent et qui présente un caractère facultatif (40% du montant total du Régime indemnitaire).

Article 2 : Les cadres d'emplois et agents bénéficiaires :

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Filière administrative :
 - Attachés territoriaux,
 - Adjoint administratifs territoriaux ;
- Filière Technique :
 - Techniciens territoriaux,
 - Agents de maîtrise territoriaux,
 - Adjoint techniques territoriaux ;
- Filière Animation :
 - animateurs territoriaux ;
 - Adjoint d'animation
- Filière Médico-Sociale :
 - Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et le Complément indemnitaire annuel (CIA) sont versés aux :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel recrutés sur des emplois permanents à l'exception de ceux recrutés sur le fondement de l'article L.332-8 1° du Code général de la fonction publique.
- Agents contractuels de droit public comptant au moins 3 mois d'ancienneté bénéficiant du RIFSEEP (IFSE + CIA) correspondant au groupe de fonctions auquel est rattaché l'emploi qu'ils occupent.

Article 3 : Détermination des groupes de fonctions et des critères

Chaque catégorie est répartie entre différents groupes de fonctions au vu des responsabilités et des critères professionnels :

Catégorie	Groupe	Fonction
A	G1	Direction
	G2	Responsable de service
B	G1	Responsable de service
	G2	Référent d'activité
C	G1	Responsable de service
	G2	Agent d'exécution avec sujétions / Référent d'activité
	G3	Agent d'exécution

Article 4 : Fixation des montants maximum de l'IFSE par groupe :

Pour la mise en place de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants :

- Niveau d'initiative, de conception,
- Niveau d'encadrement,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions.

L'IFSE est indépendante de l'agent occupant le poste. Si pour un poste donné, l'agent change et que les missions et le contenu du poste ne changent pas, le montant de la part du régime indemnitaire lié au poste, perçu par l'agent, reste le même.

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds applicables aux fonctionnaires de l'État.

Catégorie A	
Attaché	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	8 500.00 €
G2	7 500.00 €
Catégorie B	
Technicien territorial	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	6 500.00 €

G2	5 800.00 €
Animateur	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	6 500.00 €
G2	5 800.00 €
Catégorie C	
Adjoint administratif	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	5 800.00 €
G2	3 100.00 €
Agent de maîtrise	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	5 800.00 €
G2	3 100.00 €
Adjoint technique	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	5 800.00 €
G2	3 100.00 €
G3	1 500.00 €
ATSEM	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	5 800.00 €
G2	3 100.00 €
Adjoint d'animation	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	5 800.00 €
G2	3 100.00 €

Article 5 : Réexamen de l'IFSE

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen (l'article 3 du décret du 20 mai 2014) :

1. En cas de changement de fonctions ;
2. Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
3. En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Le réexamen n'implique pas l'obligation de revalorisation.

Article 6 : Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Un complément indemnitaire annuel (CIA) peut être versé aux agents éligibles au RIFSEEP pour tenir compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Le CIA est déterminé à l'issue de l'entretien professionnel en tenant compte de l'efficacité dans l'emploi au travers de l'évaluation des compétences par rapport au niveau requis dans la fiche de poste (Groupe déterminé par l'Article 3), ainsi que de la réalisation d'objectifs individuels et collectifs.

Article 7 : Les plafonds annuels du CIA

Le montant individuel du CIA versé à l'agent est compris entre 0 et 100% du montant maximal du CIA :

Ce pourcentage est déterminé à l'aide de critères évalués de 0 à 5, la somme des coefficients obtenus peut atteindre 70 (=100%).

Chaque critère est noté lors de l'entretien professionnel en fonction de l'évaluation des compétences et de la réalisation des objectifs (voir tableau récapitulatif en annexe).

Catégorie A	
Attaché	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	5 666.67 €
G2	5 000.00 €
Catégorie B	
Technicien territorial	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	4 333.33 €
G2	3 866.67 €
Animateur	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	4 333.33 €
G2	3 866.67 €
Catégorie C	
Adjoint administratif	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	3 866.67 €
G2	2 066.67 €
Agent de maîtrise	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	3 866.67 €
G2	2 066.67 €
Adjoint technique	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	3 866.67 €
G2	2 066.67 €
G3	1 000.00 €
ATSEM	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	3 866.67 €
G2	2 066.67 €
Adjoint d'animation	
N° Groupe	Montant Maxi par agent
G1	3 866.67 €
G2	2 066.67 €

Article 8 : Attribution individuelle

Conformément au décret n° 91-875, le Maire fixera librement par arrêté le montant individuel dans la limite des montants maximums prévus dans le tableau en annexe selon les critères d'attribution du groupe et ceux communs à tous les cadres d'emplois cités à l'article 3 ainsi que de la cotation des postes obtenue.

Article 9 : Les modalités de maintien ou de suspension du RIFSEEP

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, le RIFSEEP sera maintenu intégralement.

Le versement du RIFSEEP sera réduit de 1/30^{ème} pour chaque jour d'absence en cas de :

- Congé de maladie ordinaire,
- Congé pour accident de service non imputable au service,
- Congé de maladie professionnelle,
- Journée de grève,
- Congé de longue maladie,
- Congé de longue durée et grave maladie,
- Absence non justifiée.

Article 10 : Périodicité de versement du RIFSEEP

Le RIFSEEP est versée mensuellement.

Les montants sont proratisés en fonction du temps de travail.

Article 11 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Article 12 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/06/2025.

QUESTIONS DIVERSES

- **Questions diverses adressées par Madame DOUCHE :**

Question n°1 - Au cours du conseil municipal du 20 mars dernier, un état des contentieux auxquels la commune est associée nous a été remis. L'un d'entre eux concerne la construction d'un gîte. A une de nos questions, Mr le Maire nous a répondu que le constat ordonné par le tribunal sera réalisé dès que le policier municipal sera formé et commissionné à l'urbanisme, à savoir très prochainement.

A ce jour, le gîte est encore loué. Le délai imparti, pour dresser le procès-verbal d'infraction et le transmettre au procureur, est écoulé depuis plusieurs semaines. Nous aimerions savoir si le nécessaire a été fait par le policier municipal et quelles sont les actions entreprises, sachant que Mr le Maire a affirmé, au cours du dernier conseil, avoir été victime de déclarations frauduleuses.

Réponse de Monsieur le Maire :

Le procès-verbal a été établi le 4 avril 2025. Il est important de noter que la fraude constatée exonère la Commune de toute responsabilité qui aurait pu lui être attribuée en raison d'une décision considérée comme illégale.

Par ailleurs, le Procureur de la République a déjà été informé de l'affaire et recevra le procès-verbal mentionné précédemment.

En outre, il convient de souligner qu'entre-temps, le bénéficiaire du permis de construire qui a été annulé a décidé de faire appel de cette décision. et a fait une demande de suspension.

Cet appel aura donc un effet suspensif, ce qui signifie qu'il suspend l'exécution de la décision d'annulation tant que la cour n'a pas rendu son jugement.

Cela peut prolonger le processus et retarder la mise en œuvre de toute mesure corrective.

Dans ce contexte, il est essentiel de suivre de près l'évolution de cette affaire, car elle pourrait avoir des implications significatives pour la gestion de l'urbanisme dans notre commune.

La situation met en lumière l'importance de la transparence et de la rigueur dans le traitement des demandes de permis de construire, ainsi que la nécessité d'une vigilance constante pour prévenir les abus et garantir le respect des réglementations en vigueur.

A la question de Madame DOUCHE, Monsieur le Maire répond que l'avis de la CCPVM est systématiquement suivi. Nous serons plus vigilants à l'avenir sur les conditions d'exécution des autorisations accordées.

Notre Policier est désormais formé et missionné en ce sens.

Question n°2 - Dans la revue de presse du 29 mars dernier, nous avons pris connaissance d'un article intitulé « le budget général voté mais pas à l'unanimité » ; et citant ensuite le nom des élus ayant voté contre (pour l'anecdote, nous avons voté contre le débat d'orientation budgétaire et non contre le budget 2025 qui ne sera soumis au vote que le 24 avril !). Nous nous interrogeons sur la procédure de diffusion du compte rendu du conseil municipal.

Lors de la séance du 20 mars dernier, aucun correspondant du journal Vosges Matin n'était présent. La diffusion des délibérations a eu lieu le 21 mars mais ne donnait aucune indication quant au vote des conseillers municipaux, il était juste précisé : adopté. Comme il est rappelé lors de chaque envoi d'un projet de procès-verbal de conseil municipal, et conformément aux dispositions légales, « ce compte rendu ne sera définitif et publié qu'après validation lors de la réunion du conseil municipal suivante ».

Nous voudrions savoir comment le journal a eu connaissance des détails de ce point et des discussions qui s'en sont suivies ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Conformément à nos pratiques habituelles, le projet de procès-verbal est envoyé aux organes de presse qui en font la demande, en même temps qu'il est communiqué aux membres du Conseil Municipal.

Cette démarche vise à assurer une transparence totale et à maintenir une bonne communication entre les différentes parties prenantes.

En envoyant le projet de procès-verbal aux médias, nous permettons une diffusion de l'information qui est essentielle pour informer le public des décisions et des discussions qui ont lieu au sein du Conseil Municipal.

. De plus, en partageant ces documents avec les membres du Conseil, nous garantissons que tous les élus disposent des mêmes informations et peuvent ainsi participer de manière éclairée aux débats.

Cela favorise une prise de décision collective et démocratique, essentielle au bon fonctionnement de notre institution.

Ainsi, cette procédure de communication est un élément clé de notre engagement envers la démocratie locale et le bon fonctionnement de notre commune.

Madame DOUCHE apprend cette pratique et s'étonne de l'interprétation faite par la presse, malgré son absence, concernant notamment leur opposition supposément « de principe ».

De même, nous ne comprenons pas pourquoi une différence est faite entre minorité et opposition.

Opposition signifie conflit et je ne crois que ce soit le cas.

Monsieur le Maire : Je le pensais aussi et, d'ailleurs, je vous ai toujours considéré comme étant une minorité mais dernièrement un membre de votre équipe s'est identifié comme l'opposition dans un commentaire sous un post facebook.

Autorisée à intervenir par Monsieur le Maire, Madame DIDIER, correspondante pour Vosges Matin, rappelle que cette différence est rendue nécessaire pour distinguer les deux groupes minoritaires et reflétait l'état d'esprit ressenti en début de mandat.

S'il faut considérer qu'il y a deux minorités dorénavant, bien qu'elles semblent désormais n'en faire plus qu'une, elle en prend bonne note.

- **Questions diverses adressées par Monsieur SEIDENGLANZ :**

Question n°1 - Au début de cette année, vous avez refusé à un de vos administrés, le permis de construire un gîte, au lieu dit "LE PRE BORLIER", demande qui avait été déposée par l'intéressé en fin d'année 2024. Ce refus vous l'avez parfaitement motivé.

On m'a alerté que la construction de ce gîte avait été réalisée et j'ai constaté qu'une bâtisse en bois sur pilotis était bien présente à cet emplacement.

Réaliser des travaux sans avoir obtenu d'autorisation est un délit, puni par l'article L.480-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit une amende pouvant aller de 1200 à 6000 €uros par m2. Les personnes et entreprises ayant participé aux travaux de cette construction qui de fait est illégale, peuvent être poursuivies pénalement également.

Le chemin d'accès à cette propriété, d'une longueur de plusieurs centaines de mètres, traverse une parcelle forestière communale. Ce chemin a été aménagé, cet aménagement a pour partie, été effectué récemment avec ce qui semble être du rabotage de route compacté.

- Pour ce gîte, était-ce vraiment une demande de permis de construire ou une simple tentative de régularisation ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Il s'agissait d'une demande de permis de construire en vue d'une régularisation.

- Quelles mesures comptez-vous prendre à l'encontre du propriétaire délictueux cette construction étant illégale ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Le refus de permis de construire est devenu définitif seulement depuis le 11 avril dernier.

À partir de cette date, nous avons la possibilité d'engager une procédure de mise en conformité qui respecte le principe du contradictoire.

Cela signifie que nous allons pouvoir explorer plusieurs options juridiques pour répondre à cette situation.

Tout d'abord, nous pourrions envisager l'imposition d'amendes administratives,

Ensuite, il sera également possible de signaler l'affaire au Procureur de la République, afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires en fonction des éléments de preuve que nous aurons rassemblés.

Enfin, si ces démarches ne suffisent pas à résoudre le problème, nous pourrions, en dernier recours, saisir un tribunal pour demander la démolition de la construction illégale.

Cette approche progressive nous permettra de traiter la situation de manière rigoureuse et conforme à la législation en vigueur, tout en garantissant le respect des droits de toutes les parties concernées.

Mais pour l'instant toute démarche est conditionnée à la décision de la Cour d'appel

- Quelles autorisations ont été données afin d'aménager le chemin ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Les travaux sur le chemin d'accès, qui ne dessert pas que cette construction, a été autorisé par nos soins.

- Qui a effectué les travaux ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Les travaux ont été réalisés par une entreprise mandatée par le propriétaire privé et à ses frais.

- Les matériaux utilisés pour l'aménagement du chemin respectent-ils les contraintes environnementales ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Les matériaux utilisés ont été fournis par le Conseil Départemental et ont, préalablement, fait l'objet des contrôles réglementaires.

Nous avons donné les analyses (de recherche d'amiante et de HAP qui permet de déceler la présence de produits volatiles et polluants) à la personne qui vous a si bien renseigné.

Question n°2 - Lors du dernier Conseil Municipal, pour notre information, vous nous avez remis un état des contentieux auxquels la commune est associée. Pour le contentieux dans lequel la commune doit répondre "d'une

supposée destruction illicite d'une frayère ou de zone de croissance piscicole" d'après ce document, les parties adverses seraient l'Office Français de la Biodiversité et le Procureur de la République. Il me semble que l'Office Français de la Biodiversité est le service qui a mené l'enquête et le Procureur de la République celui qui a jugé une plainte recevable et a décidé de poursuivre notre commune.

- Dans cette affaire, Monsieur GAND Jean-Pierre qui est le plaignant n'est-il pas la partie adverse ?

Réponse de Monsieur le Maire :

La procédure pénale en France est de nature inquisitoire, ce qui signifie que l'État joue un rôle central dans la conduite de l'action publique, indépendamment de l'identité du plaignant initial.

Dans ce contexte, c'est l'OFB (Office Français de la Biodiversité) qui agit sous l'autorité du Procureur de la République pour mener les investigations et les poursuites nécessaires.

Ainsi, bien que Monsieur GAND représente l'ASVPP (Association de Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions) en tant que plaignant, il ne peut pas être considéré comme la « partie adverse » dans le cadre de cette procédure. En effet, son rôle est davantage celui d'un acteur qui alerte les autorités sur des faits susceptibles de nuire à l'environnement, plutôt que celui d'un adversaire dans un conflit judiciaire.

Question n°3 - Avec le retour de la belle saison, les familles et amis se rendent au cimetière de notre commune afin de fleurir et entretenir les monuments de leurs proches décédés. Le cimetière est doté de deux points d'eau, ceux-ci sont difficile d'utilisations pour les plus âgés et ils s'en plaignent.

- Ne serait-il pas possible d'équiper ces deux points d'eau, de robinets poussoirs plus facile d'utilisation ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Nous allons étudier la possibilité d'optimiser la desserte en eau du cimetière.

Monsieur le Maire : Je clôturerais simplement en rappelant que nous avons déjà à maintes reprises abordé ces différents points ...

Pour rappel, il me semble que Nous sommes ici pour faire avancer notre commune et non pour nous enliser dans des querelles stériles.

Il est normal d'avoir des désaccords, c'est même sain.

Mais quand la critique devient systématique, quand l'insistance vire à l'acharnement, alors ce n'est plus du débat, c'est de l'obstruction.

Je le dis avec tout le respect dû à cette assemblée : il est temps de dépasser les postures et de revenir à l'essentiel : le service de nos concitoyens."

- Prochaine réunion du Conseil Municipal le jeudi 22 mai 2025 à 18h30.

Clôture de la séance le 24 avril 2025 à 20h30.

Le Maire,

Signé

Jean-Pierre CALMELS.

La Secrétaire de séance

Signé

Hélène MAISON.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DES DELIBERATIONS N°01

Subvention exceptionnelle au profit de Noa DUSSAUSSOIS pour sa participation aux championnats d'Europe et du Monde de twirling :

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle à Noa DUSSAUSSOIS, sportif Navoiriaud de 12 ans, à hauteur de 300.00 €, à titre de sponsoring pour sa participation aux championnats d'Europe et du Monde de twirling en août prochain à TURIN.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N°02

Subvention exceptionnelle au profit de l'association MC Connexion dans le cadre de l'organisation du 2^{ème} « Ranc'Art sous le Pont » :

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association MC Connexion, à hauteur de 500.00 €, à titre de sponsoring pour l'organisation du 2^{ème} « Ranc'Art sous le Pont » le samedi 24 et dimanche 25 mai 2025 aux Perrey.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N°03

Subvention exceptionnelle au profit de 1 BOCK D'ESPOIR dans le cadre de l'organisation d'un raid caritatif :

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle à 1 BOCK D'ESPOIR, association Navoiriaude, à hauteur de 100.00 €, à titre de sponsoring pour l'organisation d'un raid caritatif en Peugeot 205 de 8000 km à travers l'Europe pour distribuer des fournitures scolaires et sportives.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N°04

Subvention exceptionnelle au profit de l'association Liouba Lorr'Ukraine dans le cadre de l'organisation d'un concert à but humanitaire :

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association Liouba Lorr'Ukraine, à hauteur de 500.00 €, à titre de sponsoring pour l'organisation d'un concert à but humanitaire le mardi 15 juillet 2025 au CSC.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N°05

Convention d'occupation précaire et révocable de locaux communaux (au CSC) au profit du Comité Départemental de la Ligue contre le Cancer :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Comité Départemental de Ligue contre le Cancer cherche à implanter sur notre secteur des soins de support destinés aux patients souffrant d'un cancer.

Ses soins sont proposés gratuitement durant et/ou après les traitements (Plusieurs types d'activités peuvent être proposés : danse, gym douce ou adaptée, ...).

Il poursuit en mentionnant qu'un créneau est disponible en salle Lorraine du CSC le mercredi de 13h30 à 15h00.

Dès lors, il lui propose de mettre à disposition de cette association de manière précaire et révocable des locaux communaux (au CSC) selon les modalités décrites dans le *projet de convention annexé aux présentes* et de l'autoriser à signer ladite convention.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PRECAIRE ET REVOCABLE
D'INFRASTRUCTURES ET DE LOCAUX COMMUNAUX A USAGE ASSOCIATIF**
CONSENTIE AU PROFIT DE
COMITE DEPARTEMENTAL DES VOSGES DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER

PRÉAMBULE :

La présente convention a pour but de définir les relations entre la Commune et le Comité Départemental des Vosges de la Ligue contre le Cancer dans le cadre de l'attribution d'un droit d'occupation précaire et révocable d'infrastructures et de locaux communaux au Centre Socioculturel de SAINT-NABORD.

Entre :

- La Commune de SAINT-NABORD, sise 1 rue de l'église - 88 200 SAINT-NABORD, représentée par Monsieur Jean-Pierre CALMELS, Maire de SAINT-NABORD, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2023, ci-après dénommée : « la Commune », d'une part,

Et :

- Le Comité Départemental des Vosges de la Ligue contre le Cancer, sise Résidence Beau Site 1 avenue Robert Schuman 88 000 EPINAL, représentée par _____, M. _____, dûment habilité.e aux présentes, ci-après dénommé : « l'occupant », d'autre part,

CONSIDERANT qu'aucune des dispositions législatives et réglementaires suivantes relatives à des baux spécifiques n'est applicable en l'espèce :

- Articles 1708 et suivants du Code Civil, relatifs aux baux civils,
- Loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 et notamment son article 57 A relatif aux baux « à usage professionnel »,
- Loi n°86-462 du 6 Juillet 1989, relative aux baux d'habitation,
- Articles L.145-1 et suivants du Code du Commerce, relatifs aux baux commerciaux,
- Articles L.411-1 et suivants du Code Rural, relatifs aux baux ruraux ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention est destinée à fixer les conditions dans lesquelles la Commune, propriétaire, mettra gracieusement à disposition de l'occupant, les infrastructures et locaux décrits ci-dessous pour la pratique exclusive des activités relevant de son objet social, à savoir : « *Rassembler toutes les personnes physiques ou morales désireuses d'aider à la lutte contre le cancer, de provoquer, de favoriser et coordonner toutes les initiatives privées tendant à développer la lutte contre le cancer.* ».

Description des infrastructures mises à disposition :

L'occupant bénéficie d'une mise à disposition gracieuse, sous réserve des autres occupations autorisées en concertation avec lui en application des 19 et 20 de l'article 4 ci-dessous et des éventuelles conventions existantes sur le même site :

- De manière permanente et en priorité 2 (après la Commune de SAINT-NABORD et ses associations) selon disponibilité, la salle Lorraine les jeudis de 13h30 à 15h00.
- Aucune clé ne sera remise de manière permanente.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour une année renouvelable par tacite reconduction.

Elle pourra être résiliée :

- en cas de dissolution de la structure occupante ;
- par résiliation, à l'initiative de l'une des parties pour non-respect par l'autre de ses obligations, moyennant un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- d'un commun accord entre les parties ;
- par la Commune dans la mesure où cette dernière devait donner aux infrastructures ou locaux mis à disposition une affectation différente, moyennant un préavis correspondant au temps qui reste à courir jusqu'à la fin de la saison (le 31 août suivant), par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de la présente convention, la commune reprendra possession des infrastructures et locaux sans que l'occupant puisse prétendre à une quelconque indemnisation pour quelque raison que ce soit.

ARTICLE 3 - AVENANT A LA CONVENTION :

Les parties à la présente convention conviennent de se concerter chaque fois que nécessaire pour y apporter tout avenant qu'elles jugeront utile, ainsi que pour en interpréter ou préciser les clauses.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT :

En contrepartie de la mise à disposition des équipements ci-dessus mentionnés, l'occupant s'engage à :

1. Faire usage des infrastructures mises à disposition afin de réaliser l'objet social de l'association (y compris autorisation d'y installer leur siège social),
2. Ne pas entreposer de matériel en dehors des locaux mis à disposition de manière permanente et exclusive,
3. Ne pas apposer d'enseigne, de pavillon, ... sur le bâtiment sans autorisation préalable de la Commune et sous réserve du strict respect de la réglementation,
4. Souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité civile au titre de l'utilisation des installations mises à disposition, de l'organisation des activités s'y déroulant, et des dommages éventuels causés à son propre matériel ou aux tiers. La fourniture initiale et annuelle du justificatif d'assurance conditionne l'entrée en vigueur et le renouvellement de la présente convention.
L'occupant devra en outre être couvert pour les dommages causés à ses biens mobiliers (notamment pour vol) dont la Commune ne saurait être tenue pour responsable,
5. Faire respecter par les usagers de ses services ou manifestations le règlement intérieur du bâtiment,
6. Veiller à la fermeture à clé des portes des installations,
7. Le cas échéant, informer la Commune de l'identité des détenteurs de clés des installations,
8. Ne pas faire faire de double des clés confiées sans l'accord préalable de la Commune,
9. Signaler à la Mairie le plus rapidement possible tout problème constaté,
10. Solliciter l'autorisation de la Commune avant tout travaux d'aménagement ou d'amélioration des installations existantes que l'occupant envisage de réaliser (ces derniers qui devront être réalisés dans le respect de la réglementation par des entreprises qualifiées et assurées en décennale et ne pourront donner lieu à aucune indemnisation en cours ou fin de convention),
11. Respecter la réglementation en vigueur, concernant notamment les nuisances sonores dans les installations et ses abords,
12. Soumettre pour accord à la Commune le règlement intérieur de l'occupant, ainsi que tout avenant,
13. Signaler sous quinzaine à la Commune tout changement dans ses organes directeurs ou ses statuts,
14. Informer dans les meilleurs délais la Commune de tout fait susceptible de modifier ou de rendre caduque l'une de ces dispositions,
15. Occuper le local mis à disposition en « bon père de famille »,
16. Laisser libre accès aux installations aux agents de la Commune,
17. Souffrir que les infrastructures et locaux mis à disposition de manière non exclusive puissent être utilisés par d'autres.



ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE LA COMMUNE :

En contrepartie des engagements pris par l'occupant en vertu de l'article précédent, la Commune s'oblige à :

1. Souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir le bâtiment en tant que propriétaire,
2. Assurer, comme tout propriétaire, le gros entretien et les grosses réparations sur les installations mises à disposition de l'occupant,
3. Assurer les réparations sur les installations et les dégradations liées au vandalisme, sauf dans l'hypothèse où il sera prouvé la responsabilité, la malveillance ou la participation en tout ou partie d'un membre de l'occupant,
4. Prendre en charge l'ensemble des impôts et taxes, présents et à venir, frappant les installations mises à disposition,
5. Autoriser l'accès, dans les conditions applicables aux associations communales (rappelées en annexe à la présente convention), au photocopieur situé dans le bureau du gardien du bâtiment ;
6. Assurer l'entretien rendu nécessaire par les utilisations communales évoquées au 17 de l'article 4.

ARTICLE 6 - CONTENTIEUX, ATTRIBUTION DE COMPETENCE :

En cas de différend, l'occupant et la Commune s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas de désaccord persistant entre les parties, le Tribunal Administratif de NANCY sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 - ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION :

Le droit d'occupation temporaire des infrastructures et locaux ne sera reconnu qu'au jour de la signature de la présente convention.

Le cas échéant, la signature de la présente convention annule et remplace (avec renonciation au délai de préavis fixé pour la résiliation) tout accord établi auparavant entre les parties.

Fait à SAINT-NABORD, le __ _ 2025, en deux exemplaires originaux.

Pour Comité Départemental des Vosges
de la Ligue contre le Cancer,

M_ _____ ,
_____ .

Pour la Commune de SAINT-NABORD,

Monsieur Jean-Pierre CALMELS,
Maire de SAINT-NABORD.



CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N°06

Convention d'entretien du Chemin de Grande Randonnée GR7 avec le Club Vosgien et la Fédération Française de Randonnée :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que Chemin de Grande Randonnée GR7, qui démarre du Ballon d'Alsace et relie les Pyrénées sur près de 1 500 km, traverse le territoire du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays de REMIREMONT sur environ 60 km et celui de SAINT-NABORD sur environ 8.5 km.

Il poursuit en mentionnant l'initiative coordonnée portée par le PETR du Pays de REMIREMONT visant, dans le cadre du dispositif « Avenir Montagnes », à valoriser le GR7 par la signature d'une convention d'entretien du GR7 avec le Club Vosgien et Fédération Française de Randonnée.

La Fédération du Club Vosgien se chargerait de l'entretien courant (débroussaillage, dégagement des arbres morts et balisage) pour un coût de 20 € par an et par kilomètre.

Le coût pour SAINT-NABORD serait de 169.60 € par an avec un engagement de 3 ans.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver cette démarche et de l'autoriser à signer le projet de convention *dont le texte est annexé à la présente note.*

Convention d'entretien du Chemin de Grande Randonnée GR®7

Entre les acteurs suivants :

- La Commune de
située....., représentée par son Maire.....,
agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°, en date du.....
- La Fédération du Club Vosgien, située 7 rue du Travail - 67000 STRASBOURG représenté par son Président, Monsieur Alain FERSTLER, représentant les Clubs Vosgiens locaux cités ci-après,
- Le Comité Régional « Grand Est » de la Fédération Française de Randonnée, situé 13 rue Jean Moulin - BP 70001 - 54510 TOMBLAINE, représenté par son Président, Monsieur Michel SIMON,

CONTEXTE :

L'attrait touristique du Massif des Vosges repose notamment sur le développement des activités de pleine nature, parmi lesquelles la pratique de la randonnée trouve sa place, notamment à travers la promotion, le balisage et l'entretien de sentiers parcourant et incitant à la découverte des espaces naturels du Pays de Remiremont et de ses vallées.

Le Pays de Remiremont et de ses vallées, constitué de 32 communes, parmi lesquelles la commune précitée partie prenante de la présente convention, fait actuellement l'objet d'un programme « Avenir Montagnes » piloté par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) à cette échelle.

Ce programme, initié et encouragé par l'Etat, a vocation à accompagner les territoires de montagne dans la mise en œuvre de projet de redynamisation et de diversification touristique vers un modèle de tourisme durable, dans lequel la pratique d'une randonnée vectrice de retombées économiques trouve sa place.

Dans ce contexte, le PETR a animé l'émergence d'un projet de valorisation touristique du Sentier de Grande Randonnée GR®7, aux côtés du Comité Régional « Grand Est » de la Fédération Française de Randonnée du Grand-Est et des clubs vosgiens concernés :

- Le Club Vosgien de Remiremont et environs
- Le Club Vosgien de Rupt sur Moselle – Vecoux - Ferdrupt
- Le Club Vosgien du Thillot- Fresse sur Moselle – Le Ménil - Ramonchamp
- Le Club Vosgien de Bussang - Saint-Maurice-sur-Moselle

Chacun de ces Clubs Vosgiens œuvre, sous forme associative au balisage et à l'entretien d'itinéraires et assurent la gestion de certains chalets, refuges et abris pour les randonneurs dans le respect de la protection de la nature et des paysages.

Il en est de même du Comité Régional « Grand Est » de la Fédération Française de Randonnée qui, à travers un objectif statutaire de développement de la randonnée pédestre, développe et assure le balisage des itinéraires de randonnée, notamment la gestion des GR® et GRP® homologués et des PR® labellisés ou non.

Le GR®7 s'étend sur 1 537 kilomètres, des Vosges aux Pyrénées et traverse des paysages d'une richesse exceptionnelle.

Il démarre donc au sommet du Ballon d'Alsace, au cœur du Massif des Vosges et sur le territoire du Pays de Remiremont et de ses Vallées, parcourant ensuite un peu moins de 50 kilomètres à travers 11 communes, exclusivement sur des parcelles communales de Saint-Maurice-sur-Moselle à Saint-Nabord (liste en annexe), offrant à la fois un défi pour les randonneurs et une opportunité unique pour le développement touristique local.

Cet itinéraire du GR®7 emprunte également plusieurs communes de Haute-Saône : Beulotte-St-Laurent, Corravillers, Haut-du-Them Château Lambert, La Rosière, Lepuix et Plancher-les-Mines, sur un peu moins de 7 kilomètres.

Cette portion haut-saônoise du GR®7 est entretenue par le Conseil Départemental de Haute-Saône au titre de son inscription au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR 70).

A travers ce partenariat et la présente convention, la commune de soutient la valorisation du GR®7. Les randonneurs découvriront des points d'intérêt souvent méconnus et accéderont aux services de proximité utiles au cours de leur périple.

Le GR®7, bien que connu des amateurs de randonnée, pourra devenir un véritable vecteur de dynamisation économique pour les communes qu'il traverse. L'ambition est donc de transformer ce sentier en un levier de développement local, tout en promouvant un tourisme durable et respectueux de l'environnement.

Un travail de fond a été réalisé par les partenaires précités pour vérifier la conformité du tracé actuel avec la trace officielle, ainsi que pour évaluer l'état général du sentier et de son balisage. Cette démarche a permis d'identifier les améliorations nécessaires, en particulier pour assurer la sécurité des randonneurs.

L'un des enjeux majeurs de ce projet est de rendre ce sentier attractif et accessible à un large public. Cela passe par une signalétique claire et homogène sur l'ensemble du parcours. Des panneaux permettent la valorisation des points d'intérêt naturels, culturels, touristiques et économiques. Cette signalétique claire et cohérente, élaborée en partenariat avec les Clubs Vosgiens locaux, vise à offrir aux randonneurs une expérience fluide et enrichissante.

A noter également, la mission de gestionnaire de la Voie Verte des Hautes Vosges confiée au PETR, qui parcourt la vallée de la Haute Moselle depuis Bussang et offre l'opportunité de servir d'interconnexion et de rapprocher les activités de pleine nature autour d'une promotion commune sur le territoire, autour de la découverte des paysages, du patrimoine naturel et culturel.

Il est rappelé que les termes ci-après utilisés dans la présente convention ont la signification suivante :

Itinéraire pédestre : parcours balisé par le Club Vosgien en milieu urbain, agricole, forestier ou montagnard, destiné entre autres utilisations, à la circulation pédestre.

Sentier : portion d'itinéraire pédestre dont la plate-forme est inférieure à deux mètres de large, exclusivement réservée de par son origine, à la circulation pédestre, qu'elle évolue en milieu agricole, forestier ou montagnard.

Balisage des itinéraires : le balisage de ces itinéraires se fait dans les deux sens de marche et en n'utilisant que des matériaux durables.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de suivi du balisage et de l'entretien du tronçon du sentier de Grande Randonnée GR®7 entre Saint-Maurice-sur-Moselle et Saint-Nabord.

L'entretien des sentiers existants s'entend par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Débroussaillage périodique et petit élagage des sentiers
- Dégagement des arbres morts tombés dans le respect de la Charte du Club Vosgien et de la Convention en vigueur avec l'Office National des Forêts
- Fourniture des équipements nécessaires (poteaux, flèches, clous, plaquettes, etc...) à l'aménagement et/ou au remplacement du matériel de balisage du sentier

Les interventions lourdes et aménagements spécifiques n'entrent pas dans le champ d'application de la présente convention. En cas de besoin, il sera étudié les solutions les plus efficaces avec la commune.

ARTICLE 2 : MODALITES D'ENTRETIEN DES ITINERAIRES EXISTANTS

La Fédération du Club Vosgien s'engage, par la présente convention, à assurer les travaux de balisage et l'entretien de l'itinéraire vosgien du GR®7 sur la commune conformément aux termes et dans les limites de l'article 1.

Le Comité Régional « Grand Est » de la Fédération Française de Randonnée s'engage à fournir à la Fédération du Club Vosgien, les équipements et matériaux nécessaires au balisage du GR®7, notamment les lames directionnelles relevant de la charte de la FFRandonnée.

En outre, la Fédération du Club Vosgien s'engage à informer la commune si le sentier n'est plus praticable et nécessite une intervention lourde hors de l'application de la présente convention.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION FINANCIERE

La Commune de.....s'engage à verser, à la Fédération du Club Vosgien, une indemnisation financière d'un montant forfaitaire de 20,00€ annuel par kilomètre du sentier de Grande Randonnée GR®7, soit la somme de, fixé pour 3 ans.

Le montant correspondant est établi en application du barème annexé.

Chaque année, cette somme couvre les frais de fourniture de matériel et de déplacement engagés par la Fédération du Club Vosgien, à raison de l'entretien de la moitié de la portion d'itinéraire dont elle a la charge et des interventions ponctuelles objet de la présente convention (ex : dégagement d'arbres...).

La fédération du Club Vosgien se charge de la répartition sous les formes qu'elle décidera auprès des associations locales de Club Vosgien.

Modalités de paiement : La Commune deversera le montant global dû annuellement à la Fédération du Club Vosgien. Celui-ci présentera la facture assortie d'un compte-rendu annuel des travaux de balisage d'entretien réalisés, adressé avant le de chaque année.

ARTICLE 4 : REVISION DE L'INDEMNISATION FINANCIERE

Il a été convenu entre les parties que le montant de l'indemnisation financière versée annuellement par la Commune de..... pour les travaux d'entretien des sentiers est fixé forfaitairement pour 3 ans et sera ensuite révisé, par avenant, entre les parties cosignataires.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier de l'année civile en cours à la date de sa signature, puis renouvelée annuellement, par tacite reconduction, pour une durée maximale de 3 ans.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

Toute modification devra faire l'objet d'un avenant, tout accord verbal étant exclu.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des obligations. La résiliation se fait par lettre recommandée avec accusé de réception, respectant un préavis de 3 mois, soit avant le 30 septembre de chaque année.

La constatation d'un entretien défaillant du GR®7 sur la partie Haut-Saônoise du tracé ou sur les communes vosgiennes fera l'objet d'une démarche de concertation auprès des collectivités concernées, dans l'objectif de garantir la pérennité d'ensemble du tracé.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour régler par voie amiable tout litige concernant l'exécution de la présente convention avant de recourir aux juridictions compétentes relevant des territoires traversés.

Fait à, le.....

Signatures des trois parties :

La Commune de	La Fédération du Club Vosgien	Le Comité Grand Est de la Fédération Française de Randonnée

ANNEXE CONVENTION

COUT ANNUEL D'ENTRETIEN PAR COMMUNES

Remarque : le tracé du GR®7 du sommet du Ballon d'Alsace à Saint-Nabord s'étend sur environ 60 km au total dont 54 km dans les Vosges (cf. répartition par commune ci-dessous) et un peu moins de 7 km en Haute-Saône, dont l'entretien est assuré par le Conseil Départemental au titre du PDIPR (Communes de Beulotte-Saint-Laurent ; Corravillers ; Haut-du-Them – Château-Lambert ; La Rosière ; Lepuix ; Plancher-les-Mines)

Communes Dpt des Vosges	Linéaire (m)	Linéaire (km)	Coût annuel par commune
Dommartin-lès-Remiremont	620	0,6200	12,40 €
Ferdrupt	1130	1,1300	22,60 €
Fresse-sur-Moselle	4270	4,2700	85,40 €
Girmont Val d'Ajol	455	0,4550	9,10 €
Le Thillot	3753	3,7530	75,06 €
Le Val d'Ajol	400	0,4000	8,00 €
Ramonchamp	6820	6,8200	136,40 €
Remiremont	7550	7,5500	151,00 €
Rupt-sur-Moselle	14520	14,5200	290,40 €
Saint-Étienne-lès-Remiremont	845	0,8450	16,90 €
Saint-Maurice-sur-Moselle	5693	5,6930	113,86 €
Saint-Nabord	8480	8,4800	169,60 €
	54536	54,536	1 090,72 €

Communes Dpt de la Haute-Saône	Linéaire (m)	Linéaire (km)	Observations
Beulotte-St-Laurent	700	0,700	Frontalier avec Ferdrupt
Corravillers	200	0,200	Frontalier avec Ferdrupt
Haut-du-Them Château Lambert	1700	1,700	Frontalier avec Le Thillot
La Rosière	960	0,960	
Lepuix	200	0,200	Frontalier avec Saint Maurice sur Moselle
Plancher-les-Mines	2657	2,657	Frontalier avec Saint Maurice sur Moselle
TOTAL	6417	6,417	

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 07

Acquisition sur Madame PAVY de 11.41 m² pris sur la parcelle cadastrée B885p sise au Pré Béné afin de faciliter la desserte du quartier :

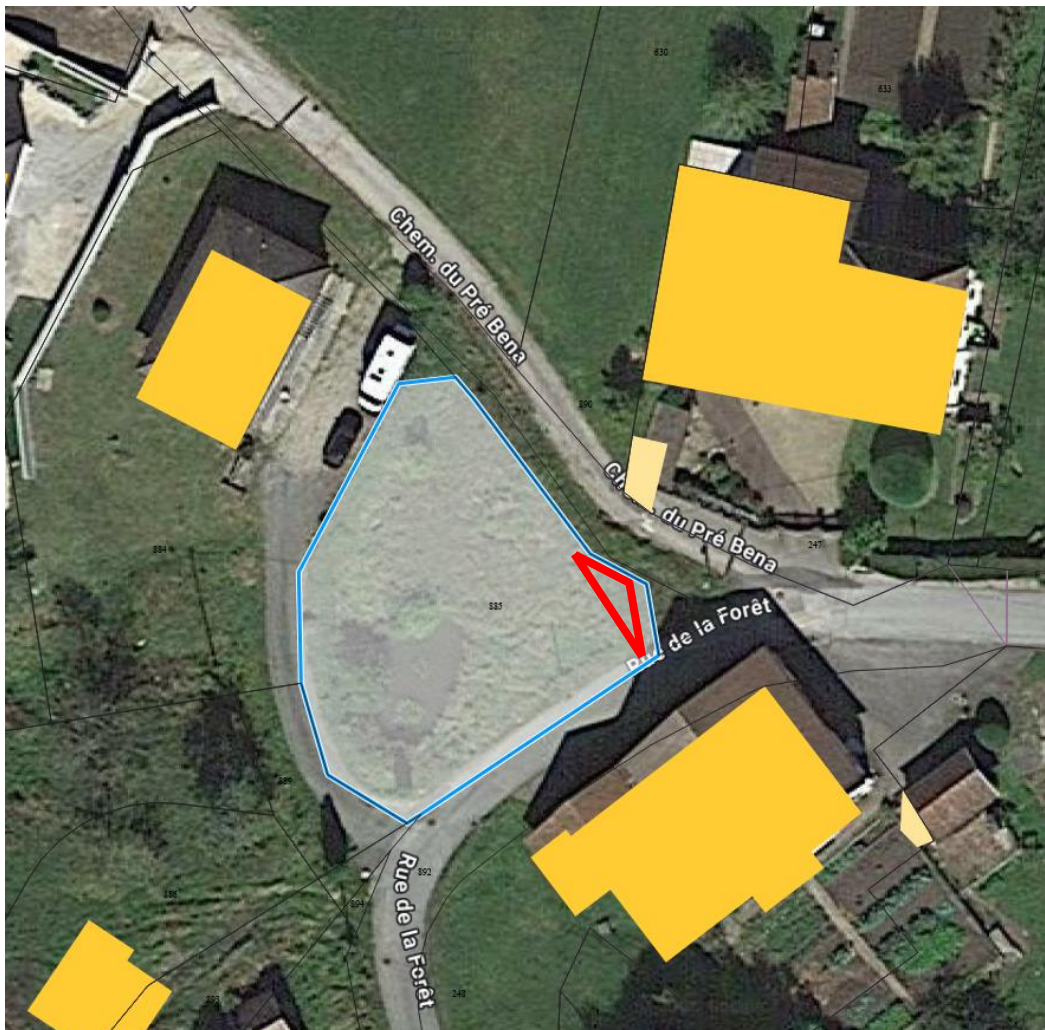
Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 429/44/11 du 04 juillet 2013 portant acquisition sur Monsieur Denis ETIENNE d'une bande de terrain le long du Chemin du Pré Béné cadastrée B890 d'une surface de 54 m² (depuis lors classés au domaine public).

Il s'agissait, dans le cadre de la réalisation d'un lotissement, d'améliorer la visibilité et, éventuellement, d'élargir un jour cette voie.

Il poursuit en mentionnant que ce lotissement est désormais achevé mais que le positionnement de certaines constructions complique l'accès, notamment des poids lourds aux lots situés à l'arrière.

Il informe le Conseil Municipal de l'accord trouvé avec Madame PAVY, propriétaire de la parcelle cadastrée B885, en vue de l'acquisition de 11.41 m² pris sur ladite parcelle afin d'améliorer l'accès précité au prix de France Domaine, à savoir 9 € le m² soit un montant total de 103 € (tous frais à notre charge).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'entériner cet accord et de l'autoriser à signer l'acte authentique à intervenir.



EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N°08

Cession définitive du logement communal des Breuchottes sis 36 Rue du Rond Pré :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 429/40/14 du 06 février 2025 relative au principe de la cession du logement communal des Breuchottes sis 36 Rue du Rond Pré.

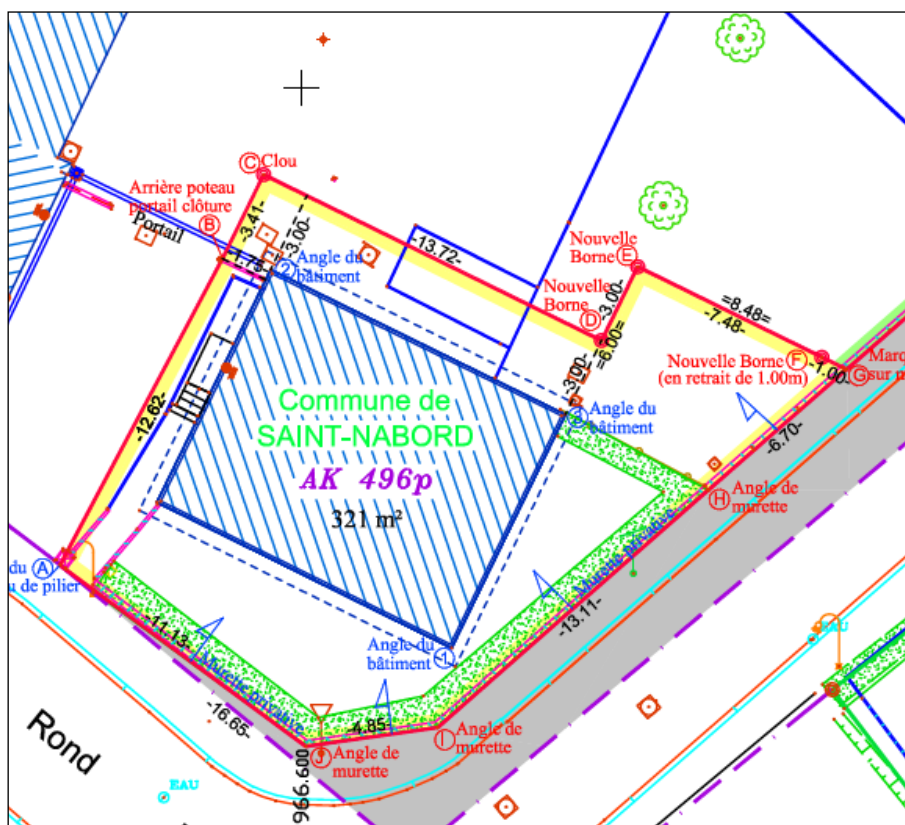
Il poursuit en mentionnant que ce projet de cession a fait l'objet d'une promesse unilatérale d'achat de la part de Madame GEORGES devant Maître BELLINI, Notaire à GRANGES-AUMONTZEY, à hauteur de 149 000 € TTC.

Il l'informe également que certains éléments ont évolué depuis lors :

- Le géomètre a arrêté la surface réelle à céder à 321 m² (pris sur la parcelle cadastrée AK496p) au lieu des 402 m² estimés (cf. plan annexé) ;
- Un accord est en voie d'être trouvé concernant la clôture opaque à édifier pour séparer le bien de l'école. Cette prestation ainsi que celle visant à réaliser l'abaissement de bordure et le démontage du muret pour créer l'accès principal depuis la rue des Provinces ont été mise en concurrence et sont légèrement inférieures au budget alloué de 20 000 € TTC ;
- Au regard de ces éléments, il a été négocié que la Commune prenne à sa charge les frais d'agence immobilière à hauteur de 5%.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de confirmer le principe de sa délibération n° 429/40/14 du 06 février 2025 précitée et de l'adapter aux modifications précitées. Auparavant, conformément à l'avis des services de l'État, le bien devra être désaffecté (ce local était utilisé par loger les instituteurs).

Monsieur le Maire devra être autorisé à signer l'acte authentique à intervenir.



CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 09

Conventions de participation relatives à la protection sociale complémentaire des agents communaux - Risques Santé et Prévoyance - Opportunité de se joindre aux procédures initiées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Vosges :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n°429/48/36 du 11 avril 2019 concernant les conventions de participation relatives à la protection sociale complémentaire des agents communaux - Risques Santé et Prévoyance - Opportunité de se joindre aux procédures initiées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Vosges (CDG88) pour la période 2020/2026.

Il l'informe ensuite que le CDG88 met en place une procédure de mise en concurrence pour les risques équivalents, pour les risques Prévoyance - Maintien de Salaire et Mutuelle Santé, pour la prochaine période 2027/2032 en tenant compte des évolutions réglementaires constatées depuis (adaptation aux modifications statutaire en termes de prévoyance, participations obligatoires, ...).

À l'issue de cette procédure, un seul opérateur par risque, sera retenu et chaque convention de participation aura une durée de six ans conformément à l'article L.827-6 du Code général de la fonction publique. Les organismes et les offres retenus seront présentés aux collectivités dans les mois suivants l'attribution. C'est seulement alors que la décision d'adhésion sera prise ou non (aucun engagement immédiat).

Afin de profiter à plein de l'effet de masse d'une consultation qui pourrait réunir jusqu'à 10 000 agents territoriaux, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se joindre à nouveau à la procédure de mise en concurrence pour la passation des conventions de participation pour les risques PREVOYANCE Maintien de salaire et MUTUELLE SANTE que le CDG88 va engager en 2026.

Il devra être autorisé à transmettre au CDG88 les diverses données statistiques relatives aux agents concernés (actifs et retraités).

Le Comité Technique communal sera consulté sur cette opportunité lors de sa séance du jeudi 19 juin 2025.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 10

Transformation de postes suite à avancement de grade et recrutement :

Après avoir rappelé qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer les postes et les effectifs pour l'ensemble des emplois communaux et de procéder régulièrement à leur mise à jour en fonction de l'évolution des carrières des agents, Monsieur le Maire poursuit en indiquant qu'au titre des avancements de grade pour 2025, 1 agent remplit les conditions pour accéder à un grade supérieur compte tenu de l'obtention de l'examen professionnel d'Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe.

Il poursuit en l'informant que le départ en retraite aux ateliers municipaux de décembre dernier va enfin pouvoir être remplacé mais par un agent titulaire d'un grade légèrement inférieur. Une adaptation du poste va donc être nécessaire là encore.

Il propose donc la transformation des postes suivants et la mise à jour du tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Transformations de poste :

Ancienne situation	Durée	Nouvelle situation	Nbre	Date d'effet
Adjoint administratif	TC - 35 h	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	1	01/07/2024
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	TC - 35 h	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1	01/07/2024

Le Comité Technique communal sera consulté sur ses modifications lors de sa séance du jeudi 19 juin 2025.

Le tableau des effectifs de la Commune serait modifié en conséquence (*projet en annexe*).

GRADES ou EMPLOIS	CATEGORIE	EFFECTIF BUDGETAIRE	EFFECTIF POURVU	Effectif non pourvu
	A, B ou C			
EMPLOIS FONCTIONNELS		1,00	1,00	0,00
Directeur Général des Services	A	1,00	1,00	0,00
SECTEUR ADMINISTRATIF		11,00	8,50	2,50
Attaché Principal	A	1,00	1,00	0,00
Adjoint Administratif principal 1 ^{ère} classe	C	4,00	3,00	1,00
Adjoint Administratif principal 2 ^{ème} classe	C	2,00	2,00	0,00
Adjoint Administratif	C	4,00	2,50	1,50
SECTEUR TECHNIQUE		25,83	23,45	2,37
Technicien Principal 1 ^{ère} Classe	B	1,00	1,00	0,00
Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe	C	4,80	4,80	0,00
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	C	7,91	7,91	0,00
Adjoint Technique	C	10,11	7,74	2,37
Agent de Maîtrise	C	2,00	2,00	0,00
SECTEUR SOCIAL		4,91	4,41	0,50
Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 1 ^{ère} classe	C	3,91	3,41	0,50
Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles Principal de 2 ^{ème} classe	C	1,00	1,00	0,00
SECTEUR ANIMATION		4,00	4,00	0,00
Animateur Territorial	B	1,00	1,00	0,00
Adjoint d'Animation	C	3,00	3,00	0,00
POLICE MUNICIPALE		1,00	1,00	0,00
Gardien brigadier de Police Municipale	C	1,00	1,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL		47,74	42,37	5,37

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 11

Accueil « Ados - ACM » pour les vacances scolaires d'été 2025 (ouverture, règlement, tarifs) :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal la prorogation au cours de l'été 2025 d'un service complémentaire au Centre de Loisirs existant, qui accueille les enfants jusqu'à leurs 13 ans, à destination des enfants de 13 ans révolus à 17 ans, appelé *Accueil « Ados / ACM »*.

Il propose dès lors l'adoption d'un règlement inspiré et adapté de celui du centre de loisirs ainsi que des tarifs spécifiques du fait des sujétions particulières liées à l'accueil spécifique des adolescents (*cf. document joint*).

Pour faire fonctionner ce service communal d'Accueil « Ados / ACM » en adjonction à certains agents communaux, titulaires ou non, temporairement détachés auprès de ce service, Monsieur le Maire propose en outre aux membres du Conseil Municipal de créer des postes temporaires au titre de besoins saisonniers répartis comme suit :

Services	Création de postes	Nbre	Date d'effet	Date de fin	Durée hebdo	Rémunération
Accueil Collectif de Mineurs	Contrat d'engagement éducatif	4 animateurs	05 juillet 2025	09 août 2025	35 h	7 fois le SMIC horaire par jour + 2 fois le SMIC horaires par nuitée dans le cadre du camp

Ces postes seront pourvus par l'embauche d'agents non-titulaires en fonction du nombre d'enfants inscrits au service. Le tableau des effectifs de la Commune sera temporairement modifié en conséquence.

Il convient enfin d'autoriser Monsieur le Maire à demander l'ensemble des subventions accessibles à ce type de projet et pour cela signer toute convention permettant d'obtenir ces financements.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE
L'ACCUEIL « ADOS / ACM »
DE SAINT NABORD
- ÉTÉ 2025 -

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à l'accueil « Ados / ACM », sis rue du général de Gaulle à SAINT-NABORD.

ARTICLE 2 : OUVERTURE

Accueil de loisirs collectifs de vacances en direction des enfants de 13 révolus à 17 ans.

Il fonctionne pendant les vacances d'été 2025.

Il est prévu une nuitée par semaine.

Il fonctionne de 7 H 30 à 19 H 15 du lundi au vendredi du 07 juillet au 08 août 2025.

L'arrivée des enfants est autorisée jusqu'à 8 H 45 dernier délai et leur départ peut être effectif à partir de 17 H 30. Le fonctionnement de la structure est soumis aux taux d'encadrement induits par la législation.

ARTICLE 3 : INSCRIPTION

Le dossier d'inscription doit être obligatoirement complété et enregistré avant toute réservation et fréquentation.

Les inscriptions se feront par semaine complète.

Le nombre des enfants pouvant être inscrits au service sera limité à 32 par semaine (24 la semaine 32).

Une priorité sera donnée aux enfants de SAINT-NABORD et aux enfants extérieurs ayant fréquenté assidûment le Centre de loisirs des Herbures accessible aux 3 à 13 ans. La liste des enfants inscrits sera arrêtée en fonction de la date d'arrivée des dossiers d'inscription dûment complétés.

ARTICLE 4 : RESERVATION ET PRISE EN CHARGE DES ENFANTS

Le dossier de réservation accompagné du programme est transmis aux familles avant la période de vacances.

Les dossiers de réservations seront pris en compte suivant l'ordre de priorité suivant :

- Semaine complète pour les enfants et petits-enfants de SAINT-NABORD,
- Semaine complète pour les enfants de l'extérieur.

ARTICLE 5 : PAIEMENT

Les tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

Le règlement des prestations se fait à l'inscription qui sera alors définitive.

Les absences ne seront pas remboursées (sauf présentation d'un certificat médical).

ARTICLE 6 : DISCIPLINE

a) Les enfants doivent respecter au personnel, à leurs camarades et au matériel mis à leur disposition. Aucune manifestation de violence, que ce soit physique ou verbale, ne sera tolérée. Les jets de tout objet ou aliment sont interdits.

b) Il est strictement interdit de détenir et de consommer du tabac, de la drogue et de l'alcool sur les lieux (école et en sorties extérieures) d'occupation du centre « Ados / ACM ».

c) Dès l'ouverture de l'accueil, les règles de vie sont expliquées aux enfants. L'objectif des règles de vie est de maintenir un climat de convivialité et de développer la socialisation de l'enfant afin d'éviter le recours aux mesures de sanction.

ARTICLE 7 : INDISCIPLINE

Tout manquement aux règles de vie fera l'objet de sanctions graduées en fonction du degré d'indiscipline :

- 1^{er} degré : Réprimande

Une indiscipline répétée et volontaire donnera lieu à une réprimande laissée à l'appréciation du personnel d'encadrement.

2^{ème} degré : Sanctions

Les sanctions seront appliquées lorsque les réprimandes resteront sans effet.

- 1^{er} avertissement : contact téléphonique et courrier d'information aux parents avec possibilité de prendre rendez-vous auprès du personnel encadrant.

- 2^{ème} avertissement : idem

- 3^{ème} et dernier avertissement : en cas d'incident grave ou récidive, l'enfant sera exclu définitivement

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE DES PARENTS SUR LEUR(S) ENFANT(S)

Les enfants peuvent rejoindre et quitter l'accueil seuls.

Les parents font leur affaire personnelle des dommages matériels ou corporels que leur(s) enfant(s) pourrait(ent) causer à autrui.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DE LA COMMUNE

La commune a souscrit une assurance couvrant tout incident en cas de défaillance du matériel ou du personnel.

ARTICLE 10 : ALLERGIES

Lors de l'inscription, les parents sont tenus de signaler les allergies de leur(s) enfant(s) et de fournir un certificat médical précisant et attestant de la nature de l'allergie.

ARTICLE 11 : TRAITEMENT MEDICAL

a) La prise de médicaments est admise sous réserve que les parents produisent l'ordonnance médicale correspondante aux boîtes de médicaments fournies avec notice et marquées au nom de l'enfant.

b) Il est toutefois toléré que les parents interviennent, lors du repas, pour apporter et donner eux-mêmes le traitement médical à leur(s) enfant(s) sous leur responsabilité.

ARTICLE 12 : ACCIDENT

En cas d'accident corporel bénin, le personnel d'encadrement peut prodiguer de petits soins.

Une procédure d'information est mise en place.

Un rapport d'incident est établi en deux exemplaires à chaque fois que cela nécessite d'informer la famille (systématiquement en cas de blessure ou choc à la tête).

- Un exemplaire est destiné à la famille,

- Un exemplaire est conservé par le service.

Cette fiche comporte les nom et prénom de l'enfant, le descriptif de l'incident, les soins prodigués.

Cette mesure est complétée par un appel téléphonique à la famille à titre informatif pour toute blessure à la tête ou toute autre blessure grave nécessitant une information rapide à la famille.

En cas d'accident plus grave, le personnel d'encadrement contacte le SAMU ou les pompiers et avertit immédiatement le responsable légal de l'enfant. Dans le cas d'un transfert à l'hôpital et en cas d'absence du représentant légal au départ des secours, l'enfant sera accompagné par le personnel d'encadrement en attendant l'arrivée de la famille.

ARTICLE 13 : DIVERS

Sous réserve de l'accord exprès du représentant légal de l'enfant (dossier d'inscription), le personnel d'encadrement est autorisé à :

- enregistrer en vidéo la participation de l'enfant lors des activités ;

- photographier l'enfant ;

- reproduire, représenter, diffuser librement les images ainsi réalisées ;

Et ce dans le strict cadre des activités du centre « Ados / ACM ».

En revanche et sauf indication contraire, l'inscription vaut autorisation de sortie avec nuitée.

ARTICLE 14 : VALIDITE DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement s'applique à compter de la prochaine session du centre « Ados / ACM » et pourra être modifié le cas échéant.

ARTICLE 15 : AIDE FINANCIERE DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

La Caisse d'Allocations Familiales des Vosges contribue au financement du fonctionnement de l'Accueil.

TARIFS PROPOSÉS :

		<u>Enfants de Saint-Nabord (et petits enfants de Navoiriauds)</u>	<u>Enfants de l'extérieur</u>
Semaines de 5 jours	Quotient familial < 700 €	98.00 €	112.00 €
	Quotient familial > 700 €	104.00 €	117.00 €
Semaines de 4 jours	Quotient familial < 700 €	91.00 €	105.00 €
	Quotient familial > 700 €	96.00 €	110.00 €



CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 12

Ouverture d'une Unité d'Enseignement en Élémentaire pour enfants Autistes (UEEA) au sein du groupe Scolaire des Breuchottes - Approbation et demandes de subventions :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la proposition de l'éducation nationale d'accueillir au sein du Groupe scolaire des Breuchottes une Unité d'Enseignement Élémentaire Autisme (UEEA) à compter de la rentrée de septembre 2025.

Cela consisterait à accueillir en vue de leur insertion très progressive en milieu scolaire ordinaire de 5 à 10 élèves âgés de 6 à 10 ans relevant du spectre autistique et sélectionnés spécifiquement en vue de cette démarche. Deux salles devraient être dédiées à cette UEEA.

L'équipe éducative y est favorable et a déterminé les locaux qui pourraient être rendus disponibles au sein de l'école élémentaire.

Quelques travaux estimés à environ 10 000 € HT (sols, murs, création d'une porte et de cloisonnements, ...) seraient nécessaires afin d'adapter ses locaux.

S'agissant du fonctionnement futur, le mobilier et, surtout, le personnel seraient mis à disposition par l'éducation nationale via une association gestionnaire en cours de désignation, à savoir :

- 1 enseignant formé au domaine,
- 2 éducateurs spécialisés, présents aussi pendant la pause méridienne avec leurs élèves,
- 1 accompagnant d'élèves en situation de handicap, AESH,
- Seraient aussi accessibles, mais pas en tout temps cette fois, 1 ergonome et 1 psychologue.

Il s'agirait de la 4^{ème} classe de ce type dans notre Département.

Notre école est proposée pour sa position géographique et l'implication de son équipe enseignante.

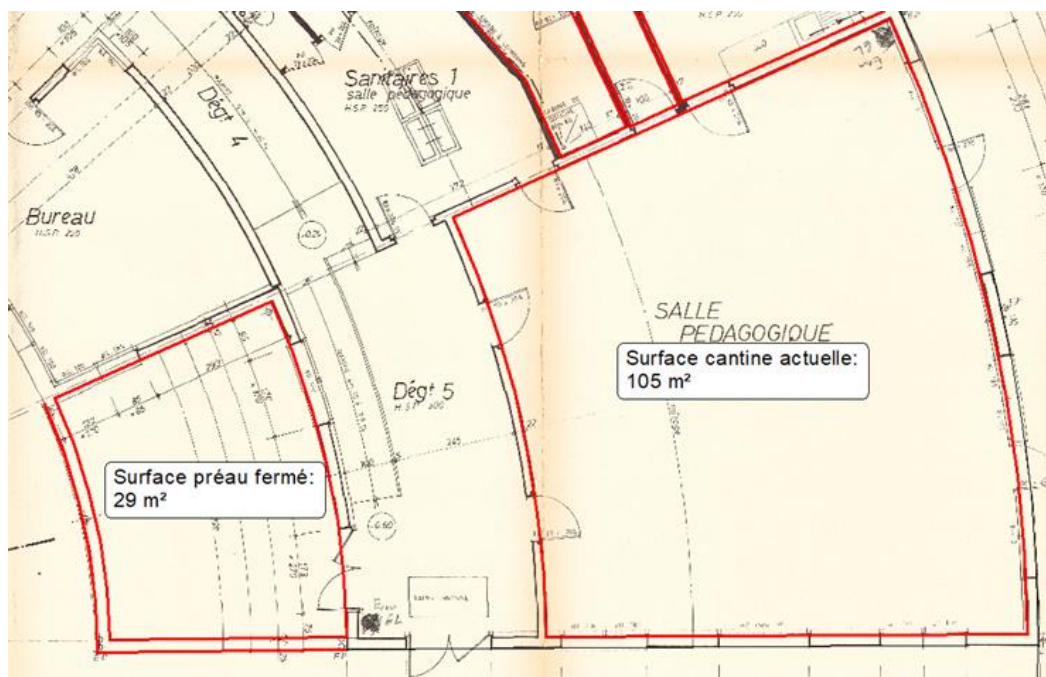
Au regard de l'opportunité que constitue cette proposition pour notre Commune, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'acter notre adhésion à ce projet destiné à s'inscrire dans la durée.

Il poursuit en mentionnant que les élèves scolarisés au sein de l'UEEA seraient présents au service de restauration scolaire de manière permanente (mais beaucoup plus rarement en garderie), ce qui ne manquera pas d'aggraver le problème d'espace déjà présent certains jours de la semaine.

Là encore, une solution technique existe, à la fois rapide et à moindre coût (estimé à maximum 80 000 € HT). Il s'agirait de fermer le petit préau situé à proximité du réfectoire, côté cour maternelle.

Ainsi, un peu moins de 30 m² pourraient être récupérés afin de solutionner nos difficultés actuelles et celles à venir avec l'arrivée de la classe UEEA.





Sans forcément présager de la réalisation de ses travaux et de leur temporalité, Monsieur le Maire souhaite que le Conseil Municipal l'autorise à poursuivre les études engagées.

Il lui demande également au Conseil Municipal de l'autoriser à demander tous les financements accessibles à ce projet, tant s'agissant de l'aménagement des salles de classe que de l'extension du réfectoire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 13

Décisions modificatives de crédits sur le budget communal :

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal l'adoption des décisions modificatives de crédits n°01 à 03 sur le Budget Général :

DM n°1 - Report des excédents :

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant	Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant
002 (002) - 01 : Déficit de fonctionnement r	-28 503,77	002 (002) - 01 : Excédent de fonctionnemen	-1 051 881,26
		002 (002) - 01 : Excédent de fonctionnemen	-605 395,01
		002 (002) - 01 : Excédent de fonctionnemen	1 628 772,50
	-28 503,77		-28 503,77
Total Dépenses		Total Recettes	-28 503,77

Il s'agit de :

- Corriger les opérations de report des excédents des budgets annexes « eau » et « assainissement » en contractant les dépenses et les recettes en une seule inscription au compte 002.

DM n°2 - Travaux sur l'étang de la Demoiselle :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant	Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant
2041512 (204) - 020 : Bâtiments et instal	5 000,00		
21534 (21) - 822 - 352 : Réseaux d'électri	-5 000,00		
	0,00		
Total Dépenses		Total Recettes	

Il s'agit de :

- Abonder le compte spécifique 2041512 permettant de payer notre part à la CCPVM notre quote-part des travaux communs sur l'étang de la Demoiselle.
- Les 5 000 € TTC nécessaires seraient retirés de l'opération d'enfouissement des réseaux secs à Sainte-Anne, moins coûteux que prévu.

DM n°3 - Classe UEEA :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant	Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant
21534 (21) - 822 - 352 : Réseaux d'électri	-100 000,00		
2315 (23) - 212 : Installations, matériel et o	100 000,00		
	0,00		
Total Dépenses		Total Recettes	

Il s'agit de :

- Prévoir les crédits nécessaires à l'aménagement des salles de classe UEEA ainsi que, par anticipation afin de permettre de poursuivre les études et les demandes de subventions, de l'extension du réfectoire.
- Les 100 000 € TTC nécessaire seraient retirés de l'opération d'enfouissement des réseaux secs à Sainte-Anne, moins coûteux que prévu.

Monsieur le Maire mentionne également avoir recouru une première fois cette année à la possibilité nouvellement ouverte par le passage à la nomenclature M57 de réaliser des virements de crédits entre chapitres :

VC n° 1 - Abondement du compte 673 pour passer les opérations de réduction de factures d'eau et d'assainissement 2024 :

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant	Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant
65888 (65) - 020 : Autres	-25 000,00		
673 (67) - 020 : Titres annulés (sur exercices a	50,00		
673 (67) - 020 : Titres annulés (sur exercices a	280,00		
673 (67) - 281 : Titres annulés (sur exercices a	220,00		
673 (67) - 281 : Titres annulés (sur exercices a	100,00		
673 (67) - 732 : Titres annulés (sur exercices a	21 850,00		
673 (67) - 733 : Titres annulés (sur exercices a	2 500,00		
	0,00		
Total Dépenses		Total Recettes	
	0,00		

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 14

Société SPL-XDEMAT - Réunion de l'Assemblée générale sur la répartition du capital social 2025 :

La société publique locale dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les Départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, par délibération du Conseil Municipal n° 429/11/14 du 24 juin 2021, la Commune de SAINT-NABORD a adhéré à la société ainsi que les Départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Au 5 avril 2025, SPL-Xdemat comptait 3 390 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

À l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des commissaires aux comptes ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis 2020, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur disparition administrative ou faute d'utilisation des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis fin mars 2024, 117 actions ont été vendues à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 6 ont été rachetées pour permettre à 6 actionnaires de sortir de la société, faute d'utilisation des outils proposés. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social. Le capital social, divisé en 12 838 actions, est désormais réparti comme suit :

- le Département de l'Aube : 6 556 actions soit 51,07% du capital social,
- le Département de l'Aisne : 627 actions soit 4,88% du capital social,
- le Département des Ardennes : 263 actions soit 2,05% du capital social,
- le Département de la Marne : 548 actions soit 4,27% du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 252 actions soit 1,96% du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 296 actions soit 2,31% du capital social,
- le Département de la Meuse : 497 actions soit 3,87% du capital social,
- le Département des Vosges : 346 actions soit 2,69% du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 453 actions soit 26,90% du capital social détenues par 3 382 actionnaires.

Sur ces 3 453 actions communales et intercommunales, 528 sont aubois, 559 axonaises, 364 ardennaises, 297 marnaises, 445 haut-marnaises, 642 meurthe-et-mosellanes, 129 meusiennes et 489 vosgiennes.

Ainsi, les 12 838 actions de la société, tous actionnaires confondus, se ventilent comme suit sur les 8 territoires départementaux de la SPL :

Territoire départemental	Nombre d'actions	%	Nombre d'actionnaires	%
Aube	7 084	55,18 %	501	14,78 %
Aisne	1 186	9,24 %	557	16,43 %
Ardennes	627	4,88 %	357	10,53 %
Marne	845	6,58 %	289	8,53 %
Haute-Marne	697	5,43 %	431	12,71 %
Meurthe-et-Moselle	938	7,31 %	637	18,79 %
Meuse	626	4,88 %	130	3,83 %
Vosges	835	6,50 %	488	14,40 %
Total	12 838		3 390	

Cette nouvelle répartition détaillée dans la liste des actionnaires *annexée à la présente*, sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale de la SPL.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, « *à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (...) sur la modification portant sur (...) la composition du capital (...) ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification* ».

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Il est donc proposé au Conseil municipal/communautaire/syndical de bien vouloir :

- approuver la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, à savoir :
 - le Département de l'Aube : 6 556 actions soit 51,07% du capital social,
 - le Département de l'Aisne : 627 actions soit 4,88% du capital social,
 - le Département des Ardennes : 263 actions soit 2,05% du capital social,
 - le Département de la Marne : 548 actions soit 4,27% du capital social,
 - le Département de la Haute-Marne : 252 actions soit 1,96% du capital social,
 - le Département de Meurthe-et-Moselle : 296 actions soit 2,31% du capital social,
 - le Département de la Meuse : 497 actions soit 3,87% du capital social,
 - le Département des Vosges : 346 actions soit 2,69% du capital social,
 - les communes et groupements de communes : 3 453 actions soit 26,90% du capital social détenues par 3 382 actionnaires.
- conformément à la liste des actionnaires annexée à la présente ;
- donner pouvoir au représentant de la collectivité à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 15

Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de la Porte des Vosges Méridionales dans le cadre d'un accord local :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à l'occasion de chaque renouvellement électoral, la composition du conseil communautaire peut être fixée, moyennant certaines conditions à respecter, selon un accord local, c'est-à-dire en légère dérogation aux règles de droit commun.

Il poursuit en mentionnant que cela avait déjà été le cas en prévision du mandat 2020-2026.

En effet, si le Conseil Communautaire restait composé de 31 membres, la Commune de PLOMBIERES LES BAINS aurait perdu 1 siège (1 contre 2 auparavant).

Aussi, par délibération n° 429/49/18 du 20 juin 2019, le Conseil Municipal avait entériné cet accord local et porté le nombre des membres du Conseil Communautaire à 32.

Pour le mandat 2026/2032 à venir, la Communauté de Communes propose de renouveler cet accord local par l'adoption du projet de délibération *dont le texte est annexé à la présente note.*

Objet : Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de la Porte des Vosges Méridionales dans le cadre d'un accord local

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;

Le Maire informe le conseil municipal de la règle qui prévoit qu'à l'occasion de chaque renouvellement électoral, la composition du conseil communautaire peut être fixée selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté de communes doivent approuver une composition du conseil communautaire respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

Puis, le Maire rappelle au conseil municipal que depuis 2020, le Conseil Communautaire est composé de 32 membres. En effet, un accord local avait été défini afin de permettre à Plombières les Bains de garder 2 conseillers communautaires.

Il précise que le Bureau des Maires réuni le 13 mai dernier a proposé de garder la même configuration du conseil communautaire.

Il propose donc de fixer à 32 membres les représentants de la Communauté de Communes selon la répartition suivante, conformément aux principes énoncés au 2°) du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT,

Commune	Population municipale	Nombre de sièges
Remiremont	7500	9
Saint-Nabord	3983	4
Val d'Ajol	3873	4
Saint Etienne les Rt	3814	4
Eloyes	3117	3
Saint-Amé	2140	2
Dommartin les Rt	1900	2
Plombières les Bains	1571	2
Vecoux	863	1
Girmont Val d'Ajol	256	1
Total	29017	32

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de la Porte des Vosges Méridionales selon le tableau ci-dessus détaillé.

Et autoriser le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 16

Motion ADEMAT relative au maintien d'un service public hospitalier complet à REMIREMONT :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal ses délibérations n° 429/30/02 du 06 avril 2017 et n° 429/34/06 du 21 mars 2024 portant motions de soutien à l'hôpital et la maternité de REMIREMONT.

Il poursuit en l'informant que l'association ADEMAT (Association de défense maternité et Hopital Remiremont) propose une nouvelle motion à l'adoption coordonnée des organes délibérants des communes, intercommunalités et Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du bassin de vie de Remiremont et des territoires de Bruyères et du Nord Haut de Saône.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de poursuivre son soutien aux services de santé en approuvant le projet de nouvelle motion *dont le texte est annexé à la présente note.*

Projet d'une nouvelle délibération concordante des communes intercommunalités et PETR du bassin de vie de Remiremont et des territoires de Bruyères et du Nord Haut de Saône

Sur proposition demadame ou de monsieur le Maire, madame la Présidente de la communauté de communes ou de monsieur le Président, de monsieur le président du PETR,

Qui soumet une nouvelle fois au vote du conseil une délibération concordante entre communes, intercommunalités et Pôles d'équilibre territorial rural pour :

- affirmer avec vigueur notre identité et notre spécificité territoriale reconnue par « la loi montagne » du 9 janvier 1985, relative au développement et à la protection de la montagne complétée par la loi montagne 2 de décembre 2016
- confirmer les délibérations déjà prises antérieurement concernant l'exigence du maintien d'un service public hospitalier complet à Remiremont (avec services de médecine et d'urgences 24/24, chirurgie et maternité, gravement mise en cause dans le projet médical
 - o pour une égalité d'accès à moins de trente minutes sur tout notre territoire,
 - o pour réduire les risques de pertes de chance liés au temps de transport
 - o pour limiter les émissions de CO² comme les dépenses engendrées, pour les usagers et le Sdis notamment, par des trajets plus longs vers d'autres hôpitaux,
- réclamer avec force la réouverture du service des urgences à l'hôpital de Remiremont la nuit et les week-ends et refuser des fermetures provisoires qui masquent une volonté de démantèlement du service public (+ de 500 jours de fermeture des urgences à Remiremont, plus de 7 ans de fermeture provisoire du Centre médico psychologique de Bruyères),
- exiger que l'Agence Régionale de Santé reconsidère le découpage territorial des établissements de santé et que Remiremont ne soit plus rattaché aux Vosges centrales mais bien considéré comme établissement hospitalier du Massif du Sud vosgien au même titre que Bussang et Le Thillot,
- demander qu'une direction déléguée, responsable et durable soit affectée à Remiremont
- refuser de voir nos établissements de santé se transformer insidieusement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
- renouveler son adhésion à l'Ademat-h pour l'année 2025 pour confirmer notre volonté de participer à la défense et à la promotion de notre territoire de montagne qui doit pouvoir s'appuyer sur des établissements de santé de qualité pour toutes les générations d'habitants permanents ou saisonniers du massif et des vallées.
- adresser la dite délibération à madame la Ministre du Travail, de la Santé des Solidarités et des Familles, à madame la Directrice régionale de l'ARS, madame la déléguée territoriale de l'ARS dans les Vosges, madame la Préfète des Vosges

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 17

Adhésions au Syndicat Mixte pour l'Informatisation Communale (SMIC) dans le département des Vosges :

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les demandes d'adhésions :

- du PETR de la Plaine des Vosges - siège : VITTEL,
- de la Commune de RAON-LES-LEAU (54) ;

au SMIC des Vosges proposée à l'unanimité par le Comité Syndical lors de sa séance du 06 juin 2025.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 18

Procès-verbal de mise à disposition et de transfert dans le cadre du transfert des compétences eau et assainissement :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le transfert anticipé des compétences « eau et assainissement » à la CCPVM au 1^{er} janvier 2025 a été entériné par arrêté préfectoral du 29 avril 2024.

Il mentionne également sa délibération n° 429/42/28 du 24 avril 2025 relative au transfert des excédents des budgets annexes « Assainissement » et « Eau potable ».

Il poursuit en expliquant que l'ultime étape de ce transfert consiste à acter dans un procès-verbal de mise à disposition et de transfert :

- La mise à disposition :
 - Des immobilisations transférées (réservoirs, réseaux, station d'épuration et autre équipement) au titre des compétences eau et assainissement,
 - Des subventions immobilisées transférées au titre des compétences eau et assainissement,
 - Des emprunts transférés au titre des compétences eau et assainissement ;
- La reprise :
 - Des résultats du compte administratif 2024 du budget annexe de l'eau et du budget annexe de l'assainissement
 - Des restes à réaliser.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'acter ces différents éléments et de l'autoriser à signer le procès-verbal en cours de finalisation et qui sera transmis ultérieurement.

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 19

Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement 2024 :

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité des Services Publics Municipaux d'eau potable et d'assainissement pour 2024 (*documents hors annexes joints, documents complets disponibles en mairie*) et leur demande leurs éventuelles observations.

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Année 2024

COMMUNE DE SAINT-NABORD

JUIN 2025



1 - NOTE LIMINAIRE :

- Nature du service : collecte et épuration des eaux usées (assainissement collectif)
- Mode de gestion du service : gestion directe avec budget annexe soumis à la nomenclature comptable M 49.
- Les eaux usées de la commune sont traitées sur trois sites :
 - Station d'épuration de la commune.
 - Station d'épuration du SIVOM de REMIREMONT, auquel la commune verse une contribution syndicale annuelle.
 - Station d'épuration de la commune d'ELOYES, à laquelle la commune paye sa redevance comme tout autre usager du service.

2 - INDICATEURS TECHNIQUES ET DE PERFORMANCE

- Nombre d'abonnés : 1665
- Nombre d'habitants desservis par les réseaux de collecte : environ 2780 (dernier recensement)
- Nombre d'industriels raccordés : La Maille Verte des Vosges uniquement
- Volumes domestiques collectés : 123 539 m³
- Volumes industriels collectés (Maille Verte des Vosges) : 37 457 m³
- Réseaux :

Les réseaux d'assainissement communaux ont une longueur de 36.759 km répartis de la manière suivante : 26.029 km de réseau EU et 10.730 km de réseau unitaire (et environ 36km de réseaux d'eaux pluviales strictes (dont busage de fossés)). Ils sont constitués majoritairement de canalisations en béton, en PVC ou en PEHD.

Le relevé géo-localisé de ces réseaux a été achevé en 2023.

Différents ouvrages spécifiques équipent ces réseaux :

- 6 postes de refoulement ou de relèvement des eaux (1 à Peuxy, 1 au Centre, 3 à Moulin et Ranfaing, 1 à Fallières)
- 6 déversoirs d'orages sur les réseaux unitaires (1 à Peuxy, 4 à Longuet-Centre et 1 aux Breuchottes)
- 1 bassin de pollution à Peuxy.

Les ouvrages spécifiques ci-dessus sont régulièrement visités et nettoyés alors que des tronçons de réseaux sont curés annuellement. De plus, des nettoyages périodiques sont effectués par un prestataire dans le cadre d'un marché trisannuel.

Le déversoir d'orage en amont de la STEP de SAINT-NABORD a été modifié lors des travaux de la STEP afin :

- D'améliorer le système ;
- Eviter les obstructions (lingettes) créant des surverses hors temps de pluie ;
- Comptabiliser le nombre et les volumes de surverses.



L'indice de connaissance et de gestion patrimonial est de 85 points (forte augmentation à la suite du relevé des canalisations).

- Évaluation des charges brutes de pollution : cf. rapport annuel ci-annexés concernant les résultats d'autosurveillance et/ou d'audits diligentés par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour la station de SAINT NABORD.
- Évaluation des charges brutes au cours de l'année : cf. rapports ci-annexés.
- Capacité d'épuration :
 - Nouvelle Station de SAINT-NABORD : 1 850 équivalents habitants
 - Station du S.I.V.O.M. de REMIREMONT : 5 000 équivalents habitants pour l'assainissement des effluents de SAINT-NABORD.
 - Station d'ELOYES : 2000 équivalents habitants pour l'assainissement des effluents de SAINT-NABORD.

La nouvelle station d'épuration de SAINT-NABORD a été mise en service en juin 2024. Il n'y a pas eu de disfonctionnements majeurs suite à cette mise en service. En revanche, de nombreux réglages ont dû être modifiés et adaptés pour obtenir un fonctionnement stable en début d'année 2025.

Les travaux se sont achevés au printemps 2025.

Les boues produites (372 m³ pour l'année 2024) sont évacuées et traitées par la STEU du SIVOM de REMIREMONT en totalité. Leur concentration variable et comprise entre 2.70 g/l et 60 g/l pour une production de matière sèche de 5.506 tonnes.

Les boues de la nouvelle station sont épaissies avant traitement à REMIREMONT. Cet épaississement permet d'augmenter la concentration des boues et donc de limiter le nombre de transports. Sur l'ancienne STEP, les boues avaient une concentration moyenne de 13.05g/L alors qu'après épaississement sur la nouvelle STEP les boues ont une concentration de 60g/l.

La nouvelle station possède également un silo de stockage de 90m³ de boues épaissies. Le traitement de ces boues est réalisé par la SUEZ prestataire du SIVOM. Les autres déchets (sables, refus de dégrillage, graisses) sont évacués en décharge et centres agréés.

Le rendement moyen épuratoire en DBO5 est compris entre 86.4 et 97.5 % et celui des matières en suspension (MES) est compris entre 78.0 et 97.3 %, rendements qui sont largement supérieurs au seuil de 70 % pour la DBO5.

Pour le seuil des MES qui est de 90 %, 3 anomalies ont été relevées au cours de l'année. Les fluctuations des valeurs en DBO5 et MES sont souvent dues alors à la dilution des effluents (réseaux unitaires) lors de fortes précipitations et aux conditions atmosphériques (froid, chaleur).

De plus, certains réglages non optimisés de la nouvelle STEP ont engendré des remontées de boues entraînant une baisse des rendements MES.



3 - INDICATEURS FINANCIERS :

- Prix de la redevance : 1,44 € HT /m3.
- Abonnement au réseau : 13.10 € HT par année.
- Modalités de tarification : Identique quel que soit l'utilisateur sauf pour la société LA MAILLE VERTE ex AMES EUROPE qui bénéficie d'un dégrèvement de 30 % compte tenu du fait qu'elle bénéficie d'un contrat séparé avec le S.I.V.O.M. de REMIREMONT pour le traitement de ses effluents et qu'elle a participé financièrement à l'investissement de mise en place du réseau.

Tarification fixe	
Abonnement annuel au réseau	13.10 €
T.V.A.	10 %
Tarification proportionnelle	
Prix du m3	1,44 €
Surtaxes communales ou syndicale	/
Redevance Agence de l'Eau pour modernisation des réseaux (transféré sur la facture d'eau potable)	0.233 €
Redevance F.N.D.A.E.	/
Taxe Voies Navigables	/
T.V.A.	10 %

- Facture d'assainissement :

	Exercice 2023	Exercice 2024	Évolution
Abonnement annuel	13.10 €	13.10 €	=
Prix du m3	1,44 €	1,44 €	=
Redevance Agence de l'Eau pour modernisation des réseaux	0.233 €	0.233 €	=
Redevance F.N.D.A.E.	/	/	/
Taxe Voies Navigables	/	/	/
T.V.A.	10 %	10 %	=

Cf. annexe (factures 2023 et 2024 sur la base de 120 m3/par an).



4 - AUTRES INDICATEURS FINANCIERS :

- Recettes d'exploitation :
 - Redevances : 214 185.09 € HT (+3.97 % par rapport à 2023)
 - Abonnement : 21 307.68 € HT (+ 8.00 % par rapport à 2023)
 - Taxes de raccordement : 11 098.00 € HT (-23 % par rapport à 2023) (2023 et 2024 facturées en 2024)
- Autres recettes d'exploitation :
 - Prime pour épuration de l'Agence de l'Eau : néant
 - Contribution du budget général à l'évacuation des eaux pluviales : 111 247.01 € HT.
- Montant des amortissements 2024 : 94 019.75 € ;
- Dettes : cf. annexe (état de la dette du Service Assainissement)
- Études et travaux :

Études et travaux réalisés et payés en 2024	473 741.46 € HT	Etudes de maîtrise d'œuvre de la nouvelle STEP ; Construction de la nouvelle station d'épuration et travaux sur le DO d'entrée de station;	Subventions Perçues: 725 114 €
Etudes et travaux programmés en 2025 y compris les restes à réaliser de 2025	230 000.00 € HT	Mise en séparatif du réseau d'assainissement de la Rue du Gal de Gaulle	Néant
Travaux envisagés au-delà	Compétence transférée à la CCPVM		



FACTURE D'ASSAINISSEMENT CALCULÉE AU 01/01/2024

Sur la base de 120 m3.

Prestation	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	T.V.A. 10%	Montant T.T.C.
Abonnement au réseau	12	1,09 €	13,10 €	1,31 €	14,41 €
Assainissement	120	1,44 €	172,80 €	17,28 €	190,08 €
Redevance Agence Eau (modern. des réseaux)	120	0,23 €	27,96 €	2,80 €	30,76 €
TOTAUX			213,86 €	21,39 €	235,25 €

Soit un prix moyen du m3 de 1,96 € TTC

FACTURE D'ASSAINISSEMENT CALCULÉE AU 01/01/2025

Sur la base de 120 m3.

Prestation	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	T.V.A. 5,5 % et 10%	Montant T.T.C.
Abonnement au réseau	12	1,09 €	13,10 €	1,31 €	14,41 €
Assainissement	120	1,44 €	172,80 €	17,28 €	190,08 €
Redevance Agence Eau (Performance des systèmes d'assainissement)	120	0,138 €	16,56 €	1,66 €	18,22 €
TOTAUX			202,46 €	20,25 €	222,71 €

Soit un prix moyen du m3 de 1,86 € TTC

ÉVOLUTION 2024/2025 : -5.33%

Evolution due à la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau



RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ
DU SERVICE DES EAUX
Année 2024

COMMUNE DE SAINT-NABORD

JUIN 2025



1 - NOTE LIMINAIRE :

- Nature du service : captage, adduction, traitement, stockage et distribution de l'eau sur le territoire de SAINT-NABORD
- Mode de gestion du service : gestion directe avec budget annexe.

2 - INDICATEURS TECHNIQUES :

- Nombre d'habitants : **4251** (dernières données INSEE).
- Nombre d'habitants desservis par le réseau d'eau potable : environ **4063**
- Capacité d'accueil touristique : **négligeable et sans incidence.**
- Ressources en eau :

Les ressources sont composées majoritairement de captages de sources (15 sources situées sur 13 emplacements) et d'un puits en nappe sis au lieudit « La prairie », dont le taux d'arsenic, parfois trop important, a été réduit en 2013 par la dilution avec l'eau du réseau de Fallières.

L'ensemble des captages ont fait l'objet de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et les périmètres de protection des ressources ont été réalisés.

Chaque zone de captage est entretenue par le service des eaux (débroussaillage régulier et vérification des éléments d'accès).

Les captages sont répartis sur l'ensemble du territoire (cf. plan annexe sources et réservoirs). De plus, ils sont souvent regroupés et collectés par une seule canalisation vers les stations de traitement, d'où une impossibilité de préciser les volumes prélevés par captage mais par groupe de captages.

Les volumes prélevés sont comptabilisés sur les sites de traitement selon les volumes 2024 ci-après :

- . Captages des Ruines et captage de l'Etang (vers La Rochotte): 64 488 m³
- . Captages de Grésifaing (3) et des Arpents (vers Grésifaing) : 69 464 m³
- . Captages des Chavannes, de Hautmantarde et de La Basse des Eaux (3) (vers Devant Chaumont): 76 920 m³
- . Captages des Vieux Prés (3) et des Prés du Joux (vers Fallières) : 104 135 m³
- . Puits de La Prairie (vers Grately): 1 317 m³

Soit un total prélevé de 316 324 m³ pour l'année 2024.

- Le traitement et le stockage:

La commune dispose de cinq stations de traitement permettant de traiter l'agressivité de l'eau, ces stations sont associées à cinq réservoirs (ou groupe de réservoirs).

L'eau est actuellement neutralisée par contact avec du calcaire marin. Cette méthode ne permet pas d'obtenir une conductivité conforme aux références de qualité de l'ARS. Pour se conformer à ces exigences, il faudrait convertir les stations de neutralisation de la manière suivante :

- Utilisation d'un substitut au calcaire marin de type calcaire terrestre ;
- Injection de CO₂
- Injection de soude

Il était programmé de convertir la station de FALLIERES en 2023 mais les nombreux autres travaux sur le réseau (renouvellements) n'ont pas permis de traiter ce sujet (1^{er} essai avant généralisation aux autres sites).

Les installations (stockage, traitement, pompage) sont reliées à un système de télégestion, dont le logiciel a été renouvelé fin 2021, permettant de répertorier de nombreuses données dont volumes en transit, les index des compteurs généraux, les taux de chloration, les alarmes intrusion, etc. La communication entre les sites et le PC se fait par système radio au lieu de lignes téléphoniques, ce qui est plus sécurisant (pas



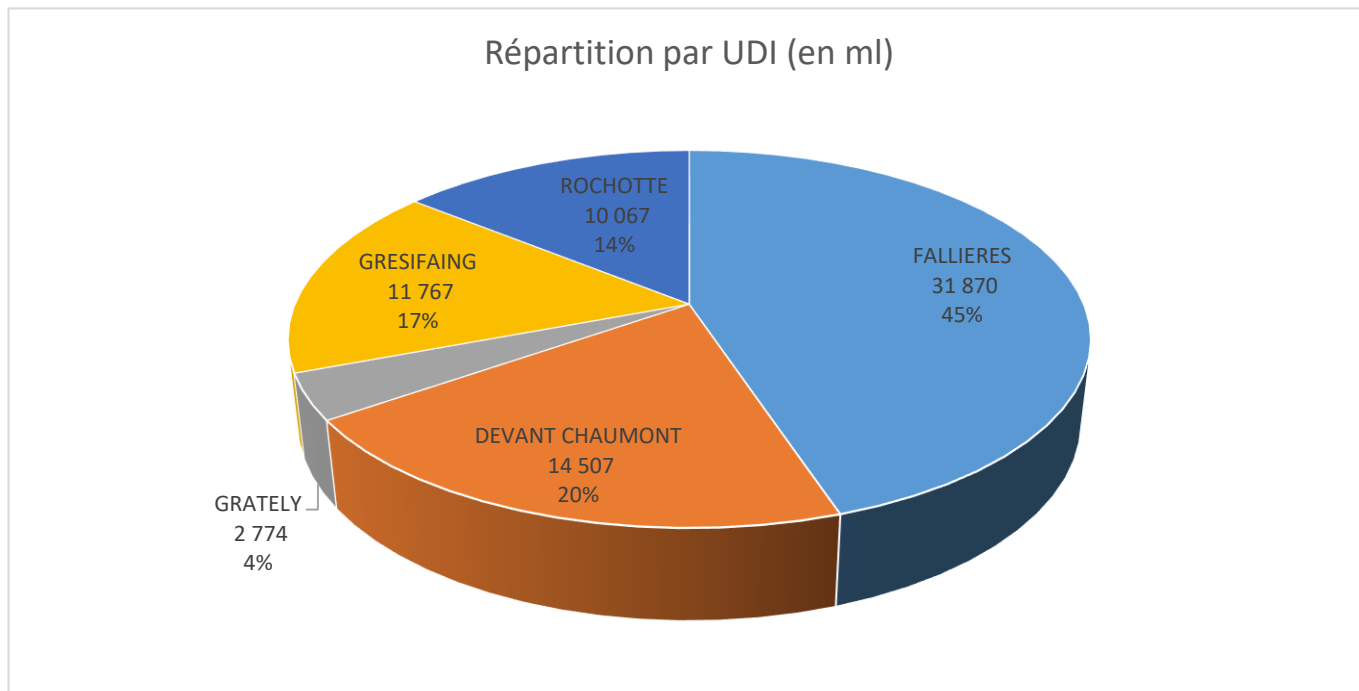
d'interruption de lignes) et moins onéreux en fonctionnement, et il a été rajouté une protection parafoudre sur l'ensemble des sites.

De plus, des visites régulières de ces installations sont effectuées par le personnel du service des eaux.

Par ailleurs, dans le cadre du plan Vigipirate, un plan communal de sauvegarde a été mis en place. Ce document fait l'objet de mises à jour si le besoin s'en fait sentir.

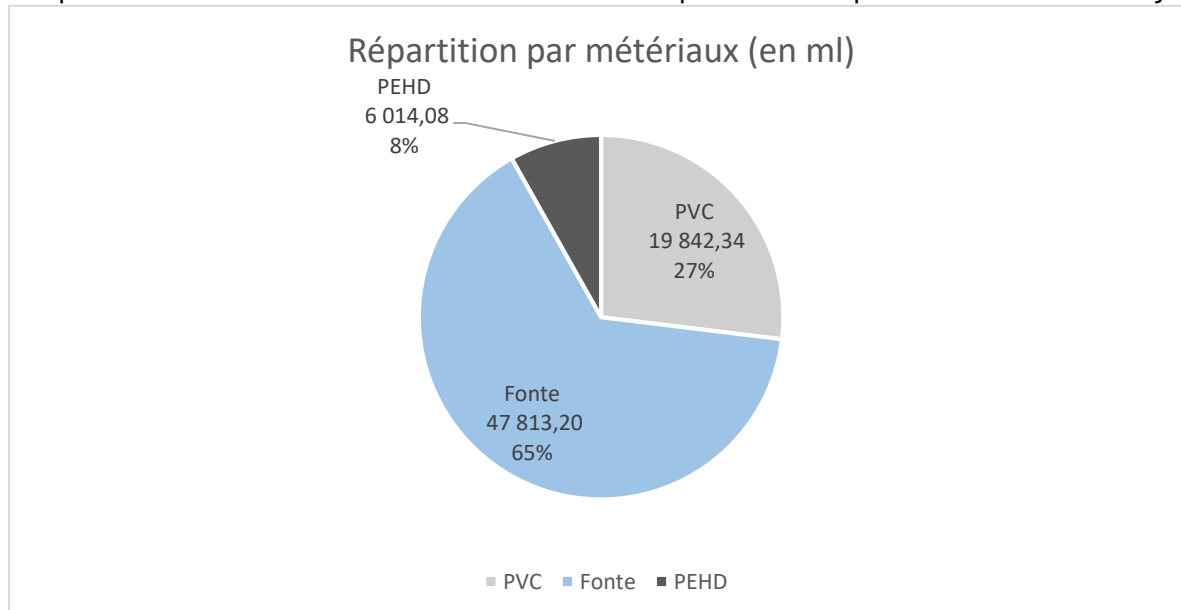
- La distribution:

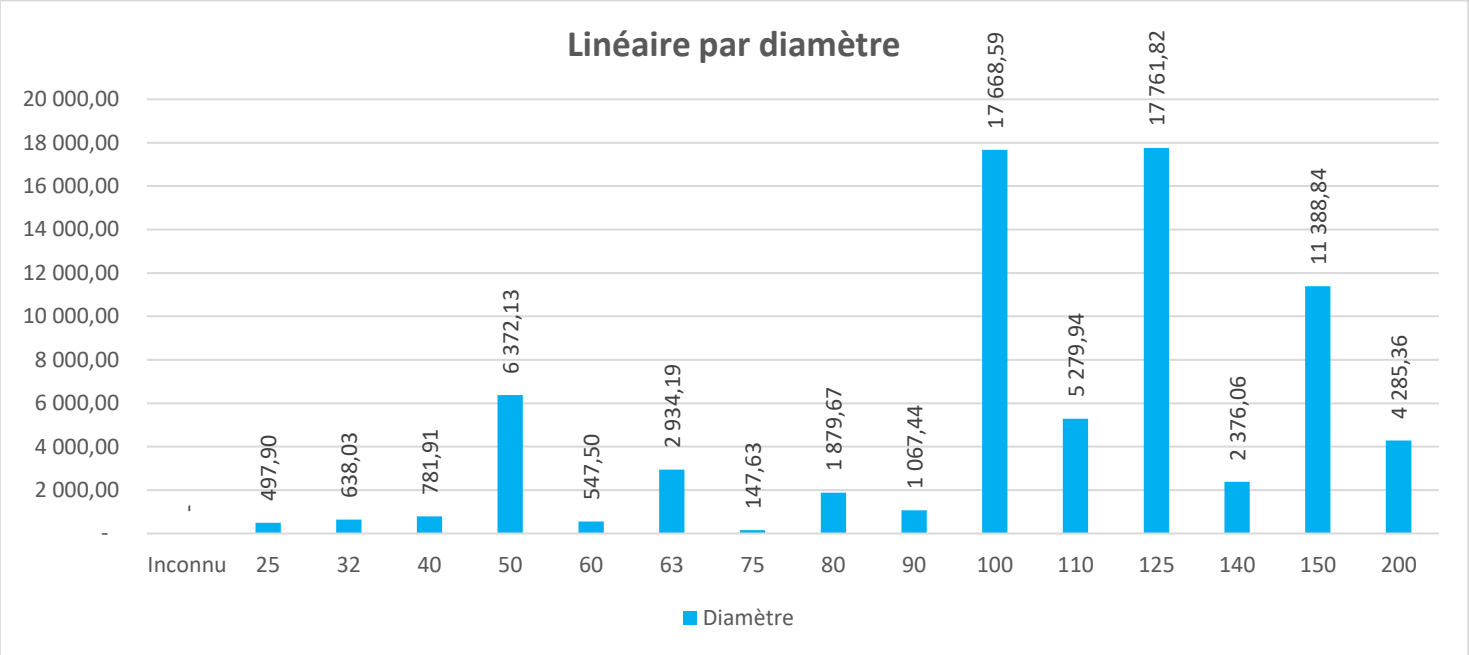
La commune dispose d'un réseau de distribution d'une longueur totale d'un peu plus de 77 kilomètres (hors branchements) permettant l'alimentation des 2 123 abonnés sur les 5 réseaux distincts appelés UDI (Unité de Distribution).



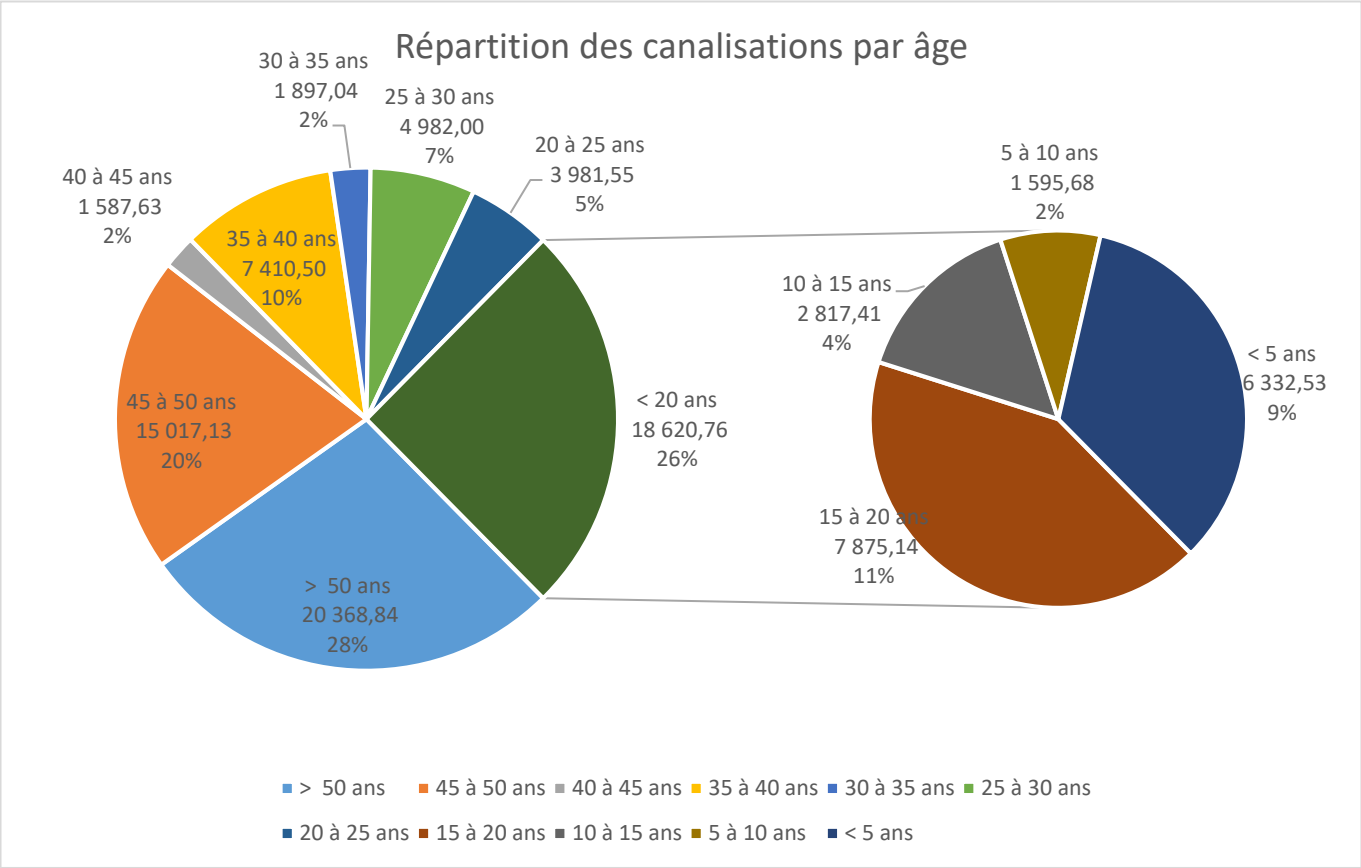
Cette répartition peut varier en cours d'année pour des besoins d'exploitation, notamment pour diminuer la sollicitation d'une ressource si celle-ci faiblit avec les périodes d'été. Ces modifications d'étendue de réseau sont principalement effectuées entre les réseaux de DEVANT-CHAUMONT, GRESIFAING et LA ROCHOTTE.

Ces réseaux sont constitués de conduites majoritairement en Fonte, en PVC et en PEHD, de diamètres compris entre 40 et 200 mm et dont la date de pose est comprise entre 1965 et aujourd'hui.





Le réseau d'eau de SAINT-NABORD est relativement vétuste car plus de la moitié des canalisations ont plus de 40 ans (50%).
 Mais les campagnes de renouvellement récentes ont permis d'améliorer cela : en 2021, 64% des canalisations avaient plus de 40 ans.



De plus, il existe un cas particulier pour les canalisations en PVC datant d'avant 1980 :
 La composition de ces canalisations induit que des molécules de chlorure de vinyle monomère (CVM) pourraient dans certains cas particuliers (faible débit notamment) migrer dans l'eau à partir de ces conduites PVC. Ces molécules sont potentiellement cancérogènes. Après 1980, le PVC posé a été d'une autre nature et ne présente plus ce type de problèmes.

Ces canalisations PVC d'avant 1980 ont été assemblées entre elles par collage (plus ou moins bien réalisé) par bouts de 6 m. Au raccord, il existe très souvent des fuites plus ou moins grandes selon la pression d'eau. Ce serait une double raison pour remplacer ces canalisations en urgence.

Sur la commune de SAINT-NABORD, le linéaire de canalisations en PVC posées avant 1980 correspond à un total de 14 434ml.

Certains tronçons de canalisation sont situés sous domaine privé et posent aujourd'hui des problèmes d'accès en cas de fuite. Lors de travaux de renouvellement, ces tronçons seront posés en domaine public.

- Compteurs :

L'eau est comptabilisée chez chaque abonné par des compteurs de Ø approprié. Depuis plusieurs années, les compteurs sont équipés de capteurs pour relève à distance et sont régulièrement renouvelés vu leur durée de vie d'une quinzaine d'années.

Lors des travaux de renouvellement de canalisations et de branchements, les compteurs sont mis en limite de propriété dans des regards incongelables. Cela permet de mettre la limite de responsabilité du réseau en limite de propriété.

De plus, des compteurs de gros diamètre permettent de comptabiliser les volumes en sortie de réservoir (volumes distribués), les volumes internes aux réseaux (sectorisation) et les volumes transitant d'un réseau à un autre (volumes exportés).

- Individuels : **2140**
- Généraux : **8 aux différentes sorties de chaque réservoir**
- Renforcement : **5 aux points de renforcement entre réseaux**

Sectorisation :

- Capitaine Poirot (réseau Fallières) ;
- Plein Soleil (réseau Fallières) ;
- Val courroye (réseau Fallières) ;
- Monfoirouge (réseau Fallières) ;
- Ste-Anne (réseau Fallières) ;
- Ranfaing x2 (réseau Devant-Chaumont)
- Roche du Loup x2 (réseau Rochotte)

- Nombre d'abonnés : **2140 en décembre 2024**

	Nombre	Volumes facturés en m3 (période facturée : de fin novembre à mi-octobre)	Volumes produits en m3 sur la période facturée (12 mois)	Volumes achetés en m3 sur la période facturée
Branchements domestiques	2123	178 880	311 943	3 258
Branchements non domestiques	17			(ELOYES)

3 - INDICATEURS FINANCIERS - TARIFICATIONS

- Prix de l'eau : 1,50 € HT/m3 (tarif 2024)
- Tarification : identique quel que soit l'utilisateur (particulier ou industriel) pour le volume. Un tarif différent est appliqué pour l'abonnement selon qu'il soit domestique ou industriel (type de comptage plus important).



- Évolution et révision :
Révision ou maintien du tarif chaque année pour équilibrer le budget annexe en fonction de l'accroissement et/ou de la stabilité des charges suivantes :
 - Amortissement des investissements,
 - Intérêts de la dette,
 - Fonctionnement des nouvelles installations et contraintes de qualité,
 - Autofinancement pour les besoins d'investissement.
- Prix du m3 d'eau consommé :

Tarification fixe		TVA
Abonnement annuel au réseau	77.00€	5.5 %
Tarification proportionnelle		
Prix du m3	1,50 €	5.5 %
Surtaxes communales ou syndicale		
Redevance Agence de l'Eau (taxe sur la pollution)	0,350 €	5.5 %
Taxe Voies Navigables		

- Facture d'eau :

	Exercice 2023	Exercice 2024	Évolution
Abonnement annuel	77.00	77.00	=
Prix du m3	1,50	1,50	=
Redevance Agence de l'Eau (taxe anti pollution)	0,350	0,350	=
T.V.A. pour abonnement, prix au m3 et taxe anti-pollution	5,5 %	5,5 %	=

Cf. annexe (factures 2023 et 2024 sur la base de 120 m3/par an).

Pour l'année 2025, une réforme des taxes de l'Agence de l'Eau va impacter les factures d'eau. De plus, le transfert de compétence EAU vers la CCPVM induit que les tarifs pour 2025, ne sont plus voté par la commune mais par la CCPVM.

- Principales recettes réalisées en 2024 (sur consommation 2024):
 - Vente d'eau : 268 761.78 € HT (+1.02% par rapport à 2023),
 - Abonnements et autres prestations de service (mises en service et relevés) : 198 452.12 € HT (+4.86 % par rapport à 2023),
Dont Taxes de raccordement : 19 975.20 € HT (-17.23 % par rapport à 2023, facturées en 2024 concernant des raccordements de 2023 et 2024),
 - Autres recettes d'exploitation : négligeable.

Depuis 2012, tout nouveau branchement a été assujetti au paiement d'une taxe de raccordement au réseau dont le montant est fixé annuellement par délibération du Conseil Municipal.



4 - INDICATEURS DE PERFORMANCE :

- Qualité de l'eau distribuée (source ARS) :

43 analyses ont été réalisées en 2024 par l'Agence Régionale de Santé selon la répartition suivante :

- 2 sur les sources
- 12 en sortie de station de neutralisation
- 34 sur les réseaux de distribution

1 résultat non conforme aux limites de qualité en paramètres microbiologiques a été mesuré sur le réseau de Grately mais une contre-analyse a infirmé ce résultat.

Par ailleurs les analyses sont jugées en moyenne non-conformes en matière de conductivité par rapport aux références de qualité chimique pour ce paramètre relatif à la minéralisation de l'eau (agressivité) qui est susceptible d'être corrosive vis-à-vis de certaines canalisations métalliques (valeur inférieure à 200 $\mu\text{S}/\text{cm}$ minimum réglementaire). Cette valeur pourra être corrigée par l'injection de gaz carbonique et/ou de soude dont une étude est toujours en cours.

- Synthèse globale : eau douce légèrement agressive présentant une bonne qualité bactériologique et physico-chimique hormis la conductivité (faible minéralisation) pour l'ensemble des paramètres contrôlés.

- Indice de gestion patrimoniale et de connaissance des réseaux : 110

Le relevé et la cartographie du réseau d'eau est finalisé. Désormais, une mise à jour est réalisée après chaque intervention de renouvellement sur le réseau. Une cartographie interactive est mise en place.

Concernant les travaux de renouvellement de canalisations, désormais, l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (AERM) ne finance ce type de travaux que si une étude diagnostique et un schéma directeur ont été réalisés. Cette étude et ce schéma ont pour but de faire un état des lieux complet des ouvrages et du réseau, de mesurer par le biais de campagnes les volumes des pertes et de définir un programme pluriannuel de renouvellement.

Cette procédure est toujours en cours, nous avons pris un peu de retards notamment car des travaux d'ajout de point de sectorisation étaient nécessaires.

Cependant, des campagnes de sectorisation de nuit ont permis de mesurer les volumes de pertes de plusieurs tronçons de réseau. Ce type d'opération permet de mieux connaître les petits volumes de perte qu'il n'est pas possible de détecter avec les appareils de recherche de fuite mais qui par accumulation représentent des quantités importantes de pertes.

- Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau : 100 %.

L'ensemble des points de prélèvements ont fait l'objet des arrêtés préfectoraux n°683/91/DDAF du 27.12.1991, n°3015/2003 du 07.11.2003 et n°1452/2016 du 26 juillet 2016 dont les travaux préconisés ont tous été réalisés.

- Indice linéaire des pertes en réseau (ILP) : 4.01 m³/km/jour (4.2 en 2023).

- Indice linéaire de consommation (ILC) : 8.52 m³/km/jour (8.93 en 2023).

- Rendement du réseau de distribution :

Le rendement d'un réseau d'eau est le rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés par les compteurs des abonnés. A cela s'ajoute les volumes non comptabilisés estimés mais dont la destination est connue (essais poteaux incendie, purges de réseau, vidanges, fuites localisées et réparées...).

Ce calcul a été réalisé pour l'ensemble du réseau. Les modifications d'étendue des UDI rendent impossible le calcul de rendement par UDI.

Le rendement global du réseau d'eau de SAINT-NABORD est donc de **72.15 % pour l'année 2024** (69.64% en 2022 et 72.30% en 2023).



Les travaux de renouvellement 2024 n'ont pas eu d'impact sur le rendement car le tronçon mesuré comme le plus fuyard et remplacé en 2024 n'a été mis hors service qu'en octobre.

RESEAU GLOBAL	Code variable de performance	Indice		Calcul	Unité	2023	2024
Volume distribué		A	Mesuré		m ³	414 922	325 130
Volume importé		A1	Mesuré		m ³	2 475	3 258
Volume exporté	VP.061	B	Mesuré		m ³	56 998	13 187
Volume comptabilisé domestique et non domestique	VP.063+VP.201 =VP.232	C	Mesuré		m ³	212 231	204 435
Volume de service	VP.220	D	Estimé		m ³	1 108	1 786
Volume non compté	VP.221	E	Estimé		m ³	3 780	3 065
Volumes sous-comptés		F	Estimé		m ³	368	368
Volumes fuites connues						27 300	14 100
Volume des pertes		G	Calculé	=A-B-C-D-E-F	m ³	142 912	105 547
Linéaire des canalisations	VP.077	L	Mesuré		km	75,080	73,865
Nb d'abonnés	VP.056	N	Mesuré		u	2 145	2 140
Rendement	P.104.3		Calculé	$\frac{=(B+C+D+E+F)}{A}$	%	72,3017%	72,1528%
Rendement seuil	VP.226	selon décret		65+ILC/5	%	67,0032%	66,6531%
Seuil atteint			Comparé			OUI	OUI
Rendement cible		selon décret			%	85,00%	85,00%
Indice linéaire de consommation	ILC / VP.224		Calculé	$\frac{=(C+D+E+F)}{L/365}$	m ³ /km /jour	10,02	8,27
Catégorie du réseau	selon ILC					Rural	Rural
Indice linéaire de pertes	ILP / P106.3		Claculé	=G/L/365	m ³ /km /jour	5,21	3,91



- Études et travaux :

Études et travaux exécutés et payés ou encaissés en 2024		
Montants	Subventions	Objet
150 831.56 € HT	258 174.24 €	Renouvellement de la canalisation et des branchements sur le secteur de RANFAING (entre l'ancienne école de RANFAING et l'entrée de la Rue Sous-Reinvillers)
5 250.00 € HT		Suppression de branchements plomb et raccordement sur le réseau de Saint-Nabord aux Breuchottes (50 % avec Remiremont) ;
3 334.01 € HT		Relevé de canalisations bouches à clé et ouvrages divers avec report sur plan (3 tranches) fin;
548 943.90 € HT	419 134.80	Renouvellement de canalisation et de branchements Faubourg de Remiremont et Rue de la Croix Saint-Jacques ;

Études et travaux restes à réaliser 2024		
Montants	Subventions	Objet
38 354.00 € HT	26 847.80 €	Etude diagnostique et schéma directeur ;
	3 552.00 €	Renouvellement de canalisation et de branchements Faubourg de Remiremont et Rue de la Croix Saint-Jacques ;
874 700.00 € HT	682 266.00 €	Renouvellement de canalisation et de branchements : Rue du Gal de Gaulle, Pré Lagrange ; Place de la Gare, Rue des Ravines et Rue des 4 Vents; Rue du Capitaine Poirot ; Rue des Provinces ; Rue Chaude.

Montants	Subventions	Objet
Études et travaux programmés en 2025		
La CCPVM poursuivra les travaux engagés par la commune. Le suivi des travaux sera réalisé par les ST communaux.		
Études et travaux programmés en 2026		
Compétence transférée à la CCPVM		



Études et travaux envisagés dans le futur

Le transfert de la compétence EAU vers la CCPVM au 1^{er} janvier 2025 ne nous permet pas de choisir les investissements futurs sur notre commune.

Seul le schéma directeur en cours de rédaction peut orienter les investissements à venir.

Un marché de renouvellement de canalisation d'eau potable a été notifié avant transfert pour s'assurer de la réalisation des travaux sur les secteurs qui ont été déterminés comme stratégiques.

Nous souhaitons que la CCPVM poursuive les projets d'investissement suivants :

- Amélioration du rendement :

Les futurs investissements porteront majoritairement sur le renouvellement des tronçons qui auront été déterminés à la suite du schéma directeur en vue de l'amélioration et le renforcement de la distribution et de la protection incendie le cas échéant.

Des travaux d'extension de réseau pourraient être réalisés en fonction des zones constructibles dégagées par le PLU.

- Sécurisation de la ressource en eau :

L'urbanisation croissante du secteur de Rouveroye et Sainte-Anne engendre une tension sur le réseau de FALLIERES. La configuration de ce réseau permet très difficilement de trouver de nouvelles ressources. En revanche, ce réseau renforce d'une manière importante le réseau de GRATELY et de DEVANT CHAUMONT.

La solution serait donc de diminuer le volume exporté pour diminuer cette tension. Cela implique donc de trouver de nouvelles ressources, principalement sur le réseau de DEVANT CHAUMONT. La visite du captage CLAVIER a permis de voir une importante résurgence non captée à quelques mètres du captage existant. Des travaux de faible ampleur permettraient d'obtenir une nouvelle ressource, si un accord est trouvé avec les propriétaires.

L'apport éventuel d'une nouvelle ressource sur la station de traitement et le réservoir de DEVANT CHAUMONT nécessiteraient de revoir l'ensemble du site qui est vieillissant. En effet, la neutralisation de l'eau est réalisée dans 3 filtres fermés dont l'entretien n'est pas commode.

De plus, la capacité de ce groupe de réservoir ($2 \times 175\text{m}^3$) n'est pas concordant avec la demande car la capacité de stockage, sans tenir compte de la réserve incendie est de 1.3 jour ce qui est relativement faible.

La solution serait de recréer un réservoir double et une station de traitement sur le modèle de FALLIERES (capacité de 600m^3).

- Amélioration de la qualité de l'eau distribuée :

Par ailleurs, lors du nettoyage des réservoirs, il a été constaté une dégradation de certains d'entre eux. Il en découle un besoin de réfection des revêtements intérieurs des réservoirs et une rénovation des façades, voire de l'étanchéité des coupoles des réservoirs non enterrés.

Le dérèglement climatique engendre régulièrement des baisses de débit sur les ressources de la commune

Les futurs investissements concerneront également les adjonctions de gaz carbonique et/ou de soude des stations de traitement pour élever la valeur de la conductivité de l'eau pouvant être agressive vis-à-vis de certaines conduites métalliques à l'heure actuelle (par rapport aux nouvelles valeurs imposées par l'ARS) d'une part, et les modifications éventuelles des stations de traitement afin qu'elles soient adaptées au remplacement du calcaire marin actuellement utilisé par un produit de substitution d'autre part.

Ils porteront également sur l'acquisition de nouveaux compteurs individuels, et de sectorisation équipés de têtes émettrices pour le suivi des consommations par secteurs.

Par ailleurs, il n'existe pas de branchements publics en plomb sur le réseau de Saint-Nabord, mais sur celui de Remiremont dont certains abonnés sont habitants de Saint-Nabord. Ces branchements seront modifiés avec Remiremont cette année pour être établis sur le réseau de Saint-Nabord.



Autres indicateurs financiers :

- Montant des amortissements 2024 : 166 008.09 € HT ;
- Dettes : cf. annexes (état de la dette du Service des Eaux).



CAS 1: NON ABONNES AU RESEAU COLLECTIF D'ASSAINISSEMENT

FACTURE D'EAU CALCULÉE AU 01/01/2023 = FACTURE D'EAU CLACULEE AU 01/01/2024

Sur la base de 120 m3.

Prestation	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	T.V.A. 5,5 %	Montant T.T.C.
Abonnement au réseau	12	6,42 €	77,00 €	4,24 €	81,24 €
Consommation eau	120	1,50 €	180,00 €	9,90 €	189,90 €
Redevance Agence Eau (taxe anti pollution)	120	0,35 €	42,00 €	2,31 €	44,31 €
TOTAUX			299,00 €	16,45 €	315,45 €

Soit un prix moyen du m3 de 2,63 € TTC.

FACTURE D'EAU CALCULÉE AU 01/01/2025

Sur la base de 120 m3.

Prestation	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	T.V.A. 5,5 %	Montant T.T.C.
Abonnement au réseau	12	6,42 €	77,00 €	4,24 €	81,24 €
Consommation eau	120	1,50 €	180,00 €	9,90 €	189,90 €
Agence Eau (Redevance sur la consommation en eau potable)	120	0,39 €	46,80 €	2,57 €	49,37 €
Agence Eau (Redevance de performance des réseaux d'eau potable)	120	0,066 €	7,92 €	0,44 €	8,36 €
Agence Eau (Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau potable)	120	0,0832 €	9,98 €	0,55 €	10,53 €
TOTAUX			321,70 €	17,69 €	339,40 €

Soit un prix moyen du m3 de 2,83 € TTC.

ÉVOLUTION 2024/2025 du prix au m³ pour 120m³ : 7.59%

Cette évolution est uniquement due à la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau



CAS 2 : ABONNES AU RESEAU COLLECTIF D'ASSAINISSEMENT

FACTURE D'EAU CALCULÉE AU 01/01/2023 = FACTURE D'EAU CLACULEE AU 01/01/2024
(Abonnés au réseau collectif d'assainissement) Sur la base de 120 m3.

Prestation	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	T.V.A. 5,5 % et 10%	Montant T.T.C.
Abonnement au réseau	12	6,42 €	77,00 €	4,24 €	81,24 €
Consommation eau	120	1,50 €	180,00 €	9,90 €	189,90 €
Redevance Agence Eau (taxe anti pollution)	120	0,35 €	42,00 €	2,31 €	44,31 €
Abonnement assainissement	12	1,09 €	13,10 €	1,31 €	14,41 €
Assainissement	120	1,44 €	172,80 €	17,28 €	190,08 €
Redevance Agence Eau (modern. des réseaux)	120	0,23 €	27,96 €	2,80 €	30,76 €
TOTAUX			512,86 €	37,83 €	550,69 €

Soit un prix moyen du m3 de 4,59 € TTC.

FACTURE D'EAU CALCULÉE AU 01/01/2025
(Abonnés au réseau collectif d'assainissement) Sur la base de 120 m3.

Prestation	Quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	T.V.A. 5,5 % et 10%	Montant T.T.C.
Abonnement au réseau	12	6,42 €	77,00 €	4,24 €	81,24 €
Consommation eau	120	1,50 €	180,00 €	9,90 €	189,90 €
Agence Eau (Redevance sur la consommation en eau potable)	120	0,39 €	46,80 €	2,57 €	49,37 €
Agence Eau (Redevance de performance des réseaux d'eau potable)	120	0,066 €	7,92 €	0,44 €	8,36 €
Agence Eau (Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau potable)	120	0,0832 €	9,98 €	0,55 €	10,53 €
Abonnement assainissement	12	1,09 €	13,10 €	1,31 €	14,41 €
Assainissement	120	1,44 €	172,80 €	17,28 €	190,08 €
Agence Eau (Redevance de performance des systèmes d'assainissement)	120	0,138 €	16,56 €	1,66 €	18,22 €
TOTAUX			524,16 €	37,94 €	562,10 €

Soit un prix moyen du m3 de 4,68 € TTC.

ÉVOLUTION 2024/2025 du prix au m³ pour 120m³ : 2.07%



ANNEXE : DEBIT DES RESSOURCES RELEVES

SOURCES	DÉBITS DES SOURCES en m³/j		Evolution	RÉSERVOIRS
	18/05/2022	03/05/2023		
1 - PIERREL 2 - GRILLOT 3 - HOUOT 1 4 - HOUOT 2	520 336 208 152	685 557 212 241	+ 32 % + 66 % + 2 % + 59 %	FALLIERES
5 - CHAVANNES 6 - MALPIERRE 7 - BARBOTTOUSE - BABEL 8 - BARBOTTOUSE - COUVAL 9 - CLAVIER	59 320 313 220 188	125 497 296 481 202	+ 112 % + 55 % - 5 % + 119 % + 7 %	DEVANT CHAUMONT
10 - ARPENTS 11 - HILFIGER A 12 - HILFIGER B 13 - HILFIGER C	170 148 314 93	324 147 382 53	+ 91 % - 1 % + 22 % - 43 %	GRÉSIFAING
14 - ROCHOTTE - ETANG 15 - ROCHOTTE - RUINES	127 86	61 87	- 52 % + 1 %	LA ROCHOTTE
FORAGE DE LA PRAIRIE	Selon pompage	Selon pompage		GRATELY
TOTAL	3 254	4350	+ 34 %	

ANNEXE CAPACITE DES RESERVOIRS

RÉSERVOIRS	VOLUME en m³	SECTEUR DESSERVI	LONGUEUR DE RÉSEAU
FALLIÈRES	600	Fallières - Les Breuchottes ≈ 1 360 habitants	32 591 ml
DEVANT CHAUMONT	350	Ranfaing - Moulin - Centre ≈ 1 530 habitants	14 507 ml
GRÉSIFAING	1 000	Centre - Longuet - Bombrice ≈ 1 020 habitants	11 767 ml
LA ROCHOTTE	350	Peuxy - Z.I. ≈ 265 habitants	11 643 ml
GRATELY	400	Anty - Devant Chaumont ≈ 75 habitants	2 774 ml



CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

NOTES DE SYNTHÈSE

EXPOSE SOMMAIRE DE LA DELIBERATION N° 20

Indemnité représentative de logement des instituteurs - Fixation du taux pour l'exercice 2024 :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les Communes sont légalement tenues de mettre un logement à disposition des instituteurs ou, à défaut, de leur verser une Indemnité Représentative de Logement (IRL).

Chaque année les montants (une indemnité de base et une indemnité majorée de 25%) de cette IRL sont arrêtés par le Préfet après, notamment, consultation des Conseils Municipaux concernés.

Pour 2024, les montants proposés sont les mêmes qu'en 2022 et 2023, à savoir :

- Indemnité de base : 2 337.61 € ;
- Indemnité majorée : 2 922.01 €.

Sachant que le plafond national a été fixé à 2 808 € pour 2024 et que le seul instituteur Navoiriaud peut prétendre à l'indemnité majorée (instituteur célibataire avec enfants ou marié avec ou sans enfant), nous serions redevables de 114.01 €.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal de se positionner sur cette proposition.